

PROSTITUZIONE DI STATO O STATO DI PROSTITUZIONE?

prostituzione in Europa: 65 anni di reticenza

10 ragioni per dire NO
alla legalizzazione della prostituzione



Chi educa un uomo, educa un essere umano.

Chi educa una donna, educa un popolo.

A moi...

Assunta Daniela Zini



A moi, qui vis loin de chez moi,
Quelle que soit la raison,
Quelle que soit la saison,
Qui aimerais rentrer à la maison.
Je parle d'une enfance.
Je parle d'une chance.
Fugue sur fugue,
Coups sur coups,
Voilà mon parcours!



“Dès qu’il y a Sympathie [ce mot si beau qui veut dire “Sentir avec...”] commencent à la fois l’Amour et la Bonté.”

Margherite Yourcenar

à mes Magnifiques Quatre, A., L., R. e S., mes Invisibles Amis

Ils devinrent assez vite mes Invisibles Amis.

Et comme dit le Petit Prince:

“On ne voit bien qu’avec le cœur. L’essentiel est invisible pour les yeux.”



“Le créateur lutte avec une substance rude, invisible, plus élevée que lui. Et le plus grand vainqueur sort vaincu de ce combat. Car toujours notre secret le plus profond, le seul qui méritait d’être dit, reste inexprimé. Il ne se soumet jamais au cadre matériel de l’art. Nous étouffons dans chaque mot: nous voyons un arbre en fleur, un héros, une femme, l’étoile du matin, nous crions: Ah! Et rien d’autre n’est capable d’embrasser toute notre joie. Quand nous voulons, en l’analysant, transformer ce Ah! en une pensée, en une oeuvre d’art, pour le communiquer aux hommes et le sauver de notre propre ruine, comme il s’avilit en mots impudents, fardés, pleins de vent et d’imagination!

Et pourtant, hélas, il n’existe pas d’autre moyen de communiquer aux hommes la seule chose qui en nous soit immortelle, ce: Ah!... Les mots! Les mots!

Pour moi, hélas, il n’est pas d’autre salut. Je n’ai en mon pouvoir que vingt-six petits soldats de plomb, les vingt-six lettres de l’alphabet: je décréterai la mobilisation, je lèverai une armée, je lutterai contre la mort.

Je sais bien qu’on ne triomphe pas de la mort. Mais ce qui fait la dignité de l’homme, ce n’est pas la victoire, c’est la lutte pour la victoire. Et je sais encore ceci, qui est plus difficile: ce n’est même pas la lutte pour la victoire. Une seule chose fait la dignité de l’homme: vivre et mourir dignement sans accepter aucune récompense. Et ceci enfin, ce troisième précepte, qui est encore plus difficile: que la certitude de ne pas recevoir de récompense, au lieu de nous couper bras et jambes, doit nous remplir de joie, de fierté et de courage.”

Nikos Kazantzakis

*J*e suis une femme dans un monde extrêmement masculin et mon discours s’en ressent: j’ai connu les réflexions déplacées, l’impression de ne pas être à ma place.

Je suis une femme, je compose, j'écris, je peints, je photographie...

La Symphonie des Mélanges...

Mon "moi virtuel" est plus vrai que mon "moi réel".

C'est affreux de devoir s'autocensurer...

Cela veut dire avoir peur qu'on se voit tel qu'on est réellement.

Je ne me cache derrière l'écran de mon ordinateur, anonyme; je ne redoute pas le regard des Autres, qui me connaissent dans la vie réelle.

Je ne me renie pas.

Je crois qu'il n'y a pas de remède à l'autocensure...

Sauf ne pas publier du tout...

Quand je blogue, j'ai toujours du mal à cliquer sur envoyer...

Je sais que les mots sont plus forts que les poings.

Oui, c'est mon blog et j'y écrirai ce que je voudrai, oui...

Si les Autres ne seront pas contents tant pis, mais s'ils y apprendront trop sur moi tant pis aussi ...

À chaque étape de ma vie correspond un nouveau nom.

Je revendique cette liberté de me nommer comme j'assume la liberté de mes mouvements et de mon destin.

“Ma brillante carrière” me permet de transcender l’espace circonscrit du domaine privé typique de la vie d’une femme de mon époque pour entrer dans le domaine public.

Rien n’est tel qu’il semble...

Connaît-on vraiment ceux qui nous entourent?

Ne faire pas l’erreur de croire qu’on les connaisse au point de savoir ce qu’ils croient, ce qu’ils pensent et ce qu’ils aiment vraiment.

La communication, c’est essentiel pour tous.

Dire ce qu’on pense, ne jamais rien prendre pour acquis e faire attention; le réel est souvent bien plus surprenant que l’idée que l’on s’en fait.

Si l’on évite de communiquer, on passera à côté de bien des choses, et de bien des réalités, et surtout de bien des gens.

Se connaît-on vraiment soi-même?

On ne trouvera ici ni un recueil de fables, ni une collection de légendes.

L’auteur a entremêlé des pensées, qui furent pour lui des théorèmes de la passion, de récits qui les illustrent, les expliquent, les démontrent, et souvent les masquent. Peut-être en est-il de ce site comme de certains édifices qui n’ont qu’une porte secrète et dont l’étranger ne connaît

qu'un mur infranchissable. Derrière ce mur se donne le plus inquiétant des bals travestis: celui où quelqu'un se déguise en soi-même. Si le lecteur est destiné à comprendre et à aimer l'ordre auquel obéit cette architecture humaine, ces colonnades pour lui s'ouvriront d'elles-mêmes comme des fleurs. S'il ne possède pas la clef d'une expérience analogue, on peut tout au plus lui promettre de deviner, de la fête ou du massacre intérieur, quelques lueurs de torches à travers les fissures des pierres, quelques cris, quelques rires sans cause, quelques bouffées de musique peut-être discordante, et de fracas de cœurs brisés.

Pour moi, c'était bien choisi.

Au fond, ce bref détour vers l'institution universitaire n'est peut-être qu'une manière de différer une décision, qui marque 2003.

Quoi qu'en disent et pensent les autres, je vais rejoindre le groupe vaguement louche des saltimbanques et bohêmes en tous genres, comme aurait sans doute marmonné ma grand-mère: je serai écrivain.

Me destinée littéraire est ancrée dans ce que j'ai désigné tout au long de ma vie comme mes projets de la vingtième année.

A vingt ans, j'avais prévu à peu près trois ou quatre de mes livres, et j'avais commencé à barbouiller beaucoup de papier. Alors bien entendu, je m'étais chargée d'un fardeau que je ne pouvais pas porter.

Est-ce par souci de retrouver, à posteriori, à la fois une unité et une origine dans une sorte d'implosion première d'où tout procéderait?

Sans doute.

On m'envie ma liberté qu'on exagère du reste; la vie fait bientôt de recréer des liens, prenant la place de ceux dont on se croyait débarrassé; quoi qu'on fasse et où qu'on aille, des murs s'élèvent autour de nous et par nos soins, abris d'abord, et bientôt prison.

Comme nous le rappelle la définition de la Grande Encyclopédie:

“La censure est l'examen qu'un Gouvernement fait faire des livres, journaux, dessins, pièces de théâtre avant d'en autoriser l'apparition.”

C'est toujours une illusion de croire que la liberté d'expression n'est plus menacée et la vigilance n'est jamais aussi nécessaire que là où elle paraît superflue.

La liberté d'expression totale, illimitée, pour toute opinion quelle qu'elle soit, sans aucune restriction ni réserve, est un besoin absolu pour l'intelligence.

Par suite c'est un besoin de l'Âme, car quand l'intelligence est mal à l'aise, l'Âme entière est malade.

Il n'y a que la voix qui reste... Forough Farrokhzad nous exhorte.

Ne l'oublions pas!



Solo la voce resta

Forugh Farrokhzad

traduzione dal persiano di Assunta Daniela Zini

Perché fermarmi, perché?

Gli uccelli sono partiti in cerca di una direzione azzurra.

L'orizzonte è verticale,

L'orizzonte è verticale e il movimento: zampillante

E, al limite del visibile,

Ruotano, luminosi, i pianeti.

Alle altitudini, la terra rinnova il suo ciclo,

I pozzi d'aria

Si trasformano in tunnel di collegamento

E il giorno è una distesa

Che le limitate idee del verme del giornale non racchiudono.

Perché fermarmi?

La rotta passa attraverso i capillari della vita.

La fertile atmosfera del grembo lunare

Eliminerà le cellule contaminate

E, all'alba, nello spazio chimico,

Solo la voce,

La voce sarà assorbita dalle particelle del tempo.

Perché fermarmi?

Che può essere la palude?

Che può essere, se non il luogo della deposizione delle uova dei putridi insetti?

I cadaveri enfiati scrivono i pensieri dell'obitorio.

L'imbelle, nell'ombra,

Ha celato la sua mancanza di virilità.

E lo scarafaggio, oh!

Quando parla lo scarafaggio.

Perché fermarmi?

L'opera delle lettere di piombo è vana,

Non salverà l'umile pensiero.

Io sono della stirpe degli alberi,

Respirare aria stagnante mi deprime.

Un uccello, che è perito, mi consigliò di rammentare il volo.

La meta di tutte le forze è di ricongiungersi, ricongiungersi

Alla chiara essenza del sole

E riversarsi nello spirito della luce.

È naturale

Che i mulini a vento marciscano.

Perché fermarmi?

Le verdi spighe di grano,

Io le porto al seno

E le allatto.

La voce, la voce, solo la voce.

La voce dell'insito desiderio dell'acqua di scorrere,
La voce della cascata di luce stellare sulla parete della femminilità della terra,
La voce della coagulazione del seme del pensiero
E l'effusione della memoria comune dell'amore.
La voce, la voce, la voce, solo la voce resta.

Nel paese degli gnomi
I criteri di valutazione
Hanno sempre gravitato nell'orbita dello zero.
Perché fermarmi?
Io obbedisco ai quattro elementi,
Il compito di redigere lo statuto del mio cuore
Non è compito del locale governo di ciechi.

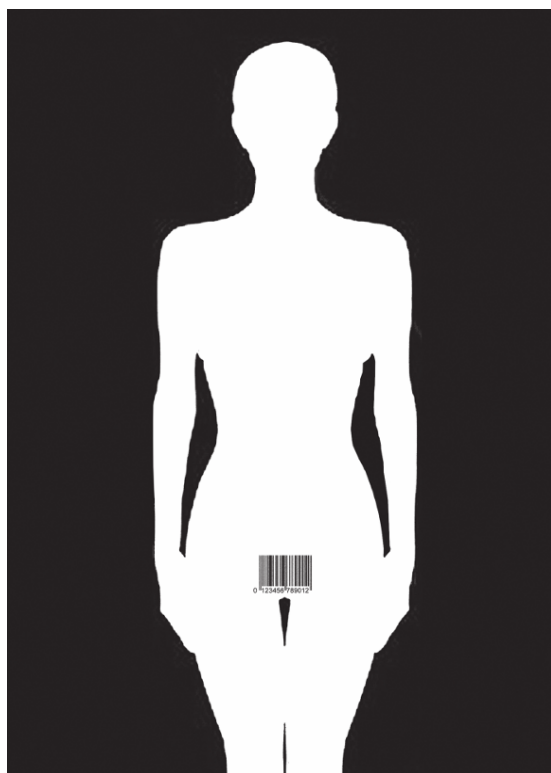
Che ho a che fare io con il prolungato mugolio bestiale
Nell'organo sessuale dell'animale?
Che ho a che fare io con l'umile movimento del verme nel vuoto della carne?
La linea di sangue dei fiori mi ha forzato a vivere.
Conoscete la linea di sangue dei fiori?

PROSTITUZIONE DI STATO O STATO DI PROSTITUZIONE?

prostituzione in Europa: 65 anni di reticenza

10 ragioni per dire NO

alla legalizzazione della prostituzione



di

Assunta Daniela Zini

Ironic Poem about Prostitution

George Orwell

When I was young and had no sense

In far-off Mandalay

I lost my heart to a Burmese girl

As lovely as the day.

Her skin was gold, her hair was jet,

Her teeth were ivory;

I said, "for twenty silver pieces,

Maiden, sleep with me".

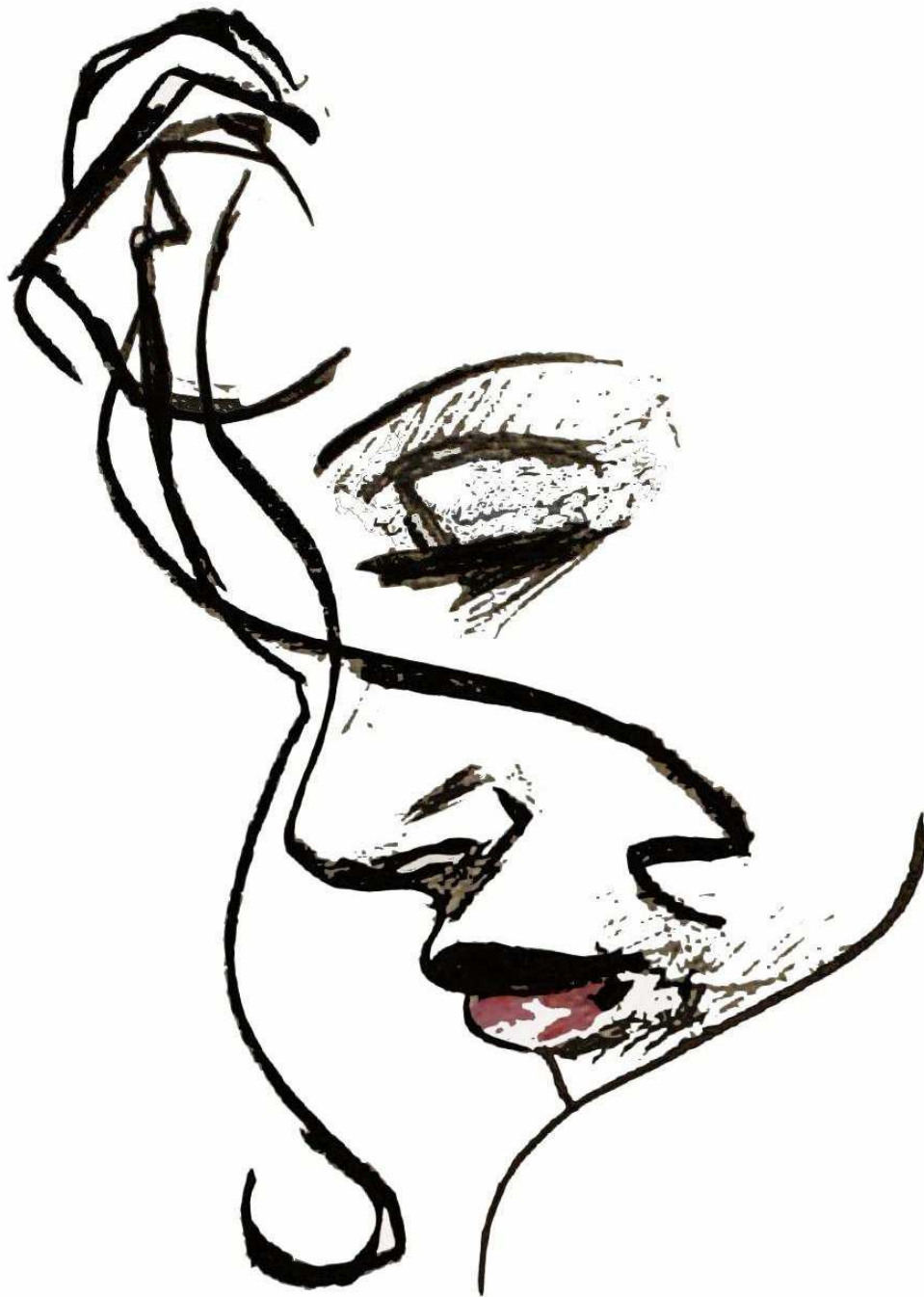
She looked at me, so pure, so sad,

The loveliest thing alive,

And in her lisping, virgin voice,

Stood out for twenty-five.

alle mie Sorelle e ai miei Fratelli



“Non dimenticatevi che basterà una crisi politica, economica o religiosa perché i diritti delle donne siano rimessi in questione.”

Simone de Beauvoir

Albertini Normanna;
Albertone Maria;
Antolini Sonia;
Arcangeli Monica e Famiglia;
Avallone Paolo;
Belli Leonardo;
Bonizzoni Loredana;
Boragina Mimma;
Bugli Piero;
Carolei Valerio;
Carrozza Marina;
Cittadini Aldo e Romana;
da Colle Marta;
Daniotti Luciana;
De Paulis Stefania;
Di Mario Sante e Famiglia;
Drommi Ivan;
Eramo Maria;
Fabretto Valentina;
Fernandez Margarita;
Ferrante Palmino e Famiglia;

Ferrarini Gioia;
Ferrero Laura;
Fiore Nicola;
Frareoni Chiara;
Friego Alice;
Giuliani Giuliana;
Guarino Gaetano;
Ierardi Vincenzo;
Kubowaki Julia;
Li Calzi Santino e Famiglia;
Macri Giancarlo e Rosa;
Mansart Linda;
Marzaioli Mimmo;
Mattiuzzi Antonia;
Mattiuzzi Cristina;
Modaresnia Amirhossein e Famiglia;
Moretti Daniela;
Paolini Margherita;
Passi Simona e Famiglia;
Petrocchini Claudio e Famiglia;
Prignano Gabriele;

Rinaudo Michela;
Saccia Annarita;
Salina Donatella Amina e Famiglia;
Saraceni Maria Dina;
Sarubbi Giovanni e redazione de Il Dialogo;
Sciarpetta Bianchi Marina;
Schiavinotto Antonio;
Scimone Luisa;
Seyfi Elnaz;
Serravalle Costanza;
Singh Manjoo;
Sparaciarì Rita;
Taddei Annamaria;
Taraballa Titti;
Torri Bruno e Oretta;
Tumbarinu Marco;
Zummo Martino e Famiglia.

Alle mie sorelle

Forugh Farrokhzad

traduzione dal persiano di Assunta Daniela Zini

Sorgete dietro la vostra libertà,

Sorelle mie, perché restate zitte?

Sorgete che dovete bere d'ora in poi

Il sangue degli uomini tiranni.

Reclamate i vostri diritti, o mie sorelle,

Da coloro che vi chiamano deboli,

Da coloro che con cento inganni e artifici

Vi relegano in un angolo della casa.

Fin quando sarete oggetto della voluttà e del piacere

Nell'*harem* della lascivia dell'uomo?

Fin quando prostrerete la vostra orgogliosa testa

Ai suoi piedi come umili schiave?

Questo lamento di rabbia deve diventare

Senza dubbio urlo e grido.

Dovete spezzare queste pesanti catene

Affinché la vita si liberi a voi.

Sorgete ed estirpate la radice dell'oppressione,
Date quiete al cuore pieno di sangue,
Battetevi per garantire
La legge per la vostra libertà.



Mi dissero che, per farla innamorare, dovevo farla ridere,
ma, ogni volta che ride, mi innamoro io!

Premessa dell'autore

“Io voglio che il mio lettore, chiunque egli sia, pensi a me solo, non alle nozze della figlia o alla notte con l'amante o alle insidie del nemico o al processo o alla casa o al podere o al tesoro; e almeno finché legge, voglio che sia con me.

Se è preoccupato dai suoi affari, differisca la lettura; ma quando si avvicinerà ad essa, getti lontano da sé il peso delle sue faccende e la cura degli affari privati e volga la sua attenzione su ciò che ha sotto gli occhi.

Se non gli garbano tali condizioni, lasci perdere ciò che non fa per lui; io non voglio che studi nel momento stesso in cui si occupa d'altro; non voglio che apprenda senza fatica ciò che non senza fatica io ho scritto.”

Francesco Petrarca

*L*e donne hanno, sempre, avuto un passato da portare e un silenzio difficile da vivere, un giardino segreto dove nascono i fiori della speranza, quella cantata da Omar Khayyam “zefiro di primavera sulla fronte delle rose” e da Hafez “giardino, primavera e dolce commercio”. Ad alcune di loro la vocazione poetica non deve essere stata estranea, come non può mancare dove i sentimenti sono intensi e la coscienza è chiara. Nel filare, tessere, ricamare, cucinare, arredare, educare, favoleggiare, avevano occasione di percepire i segnali estetici che ai

loro padri, fratelli, mariti, provenivano dall'armare navi, elevare templi, compiere massacri.

Non mi rammarico, certo, di essere nata donna, al contrario, ne traggo grande soddisfazione. Quasi sempre mi sono sentita bene nella mia pelle e ho avuto fiducia nella mia buona stella. Ho spinto, perfino, la mia fiducia nell'avvenire fino alla sventatezza: non avevo creduto alla guerra prima che scoppiasse.

Adesso sto più attenta!

Mi piace guardare in faccia la realtà e parlarne senza abbellirla.

Non sopporto la infelicità e sono poco incline a prevederla; quando la incontro mi indigna e mi sconvolge, e provo il bisogno di comunicare la mia emozione. Per combatterla, bisogna prima rivelarla, e, pertanto, dissipare le mistificazioni dietro le quali si nasconde per evitare di pensarvi. È proprio perché rifiuto le evasioni e le menzogne, che mi si accusa di pessimismo, ma questo rifiuto implica una speranza: che la Verità possa essere utile. È un atteggiamento più ottimistico che non scegliere l'indifferenza, l'ignoranza, le false apparenze. Dissipare le mistificazioni, dire la Verità, è uno dei fini che ho, più ostinatamente, perseguito. Questa ostinazione ha le sue radici nella mia infanzia, non

ho, mai, tollerato la stupidità: un modo per soffocare la vita e le sue gioie sotto i pregiudizi, le abitudini mentali, le false apparenze, le frasi vuote.

La mia educazione mi aveva inculcato l'inferiorità intellettuale del mio sesso, inferiorità che molte delle mie coetanee ammettevano rispetto agli studenti maschi e che conferiva maggior pregio ai miei successi. Mi era sufficiente eguagliarli per sentirmi eccezionale. In realtà, non ne avevo incontrato nessuno che mi avesse sbalordito. L'avvenire mi era aperto in misura eguale a loro. Non avevano alcun vantaggio su di me, né, d'altronde, lo pretendevano. Mi trattavano senza condiscendenza, anzi con una gentilezza particolare, poiché non vedevano in me una rivale. La loro simpatia mi evitò, sempre, di assumere quell'atteggiamento di sfida, che io trovo così sgradevole nelle donne americane. Gli uomini sono stati per me dei compagni, non degli avversari. Lungi dall'invidiarli, la mia posizione, in quanto singolare, mi sembrava privilegiata.

Non ho, mai, rinnegato la mia femminilità. Mi piccavo di riunire in me un cuore di donna e un cervello di uomo.

Questo testo è un documento atipico, come il suo autore. Aggredisce il lettore in modo insolito e, in un certo senso, sconvolgente.

Vi sono cose che vorremmo non fossero, mai, lette e che non fossero, mai, state scritte, perché vorremmo che non fossero, mai, avvenute e che di simili non accadessero mai.

Io amo ciò che faccio, ma sono lontana dall'essere soddisfatta. Io sogno il meglio per la stampa italiana, in ogni senso della parola, perché vi sono, ancora, molte zone d'ombra nella pratica del mestiere, nel nostro Paese. Io sogno di una stampa libera e indipendente e di un Paese, in cui i giornalisti abbiano il merito di essere rispettati per il loro lavoro.

La donna, al pari dell'uomo, è un anello importante di una catena. Poco importa di quale sesso si sia. Ciascuno deve fare bene il proprio lavoro. Io temo che parlando di genere, si dimentichi l'essenziale. Se si crede che la donna debba essere sostenuta nel suo cammino verso l'emancipazione e il raggiungimento dei suoi obiettivi, non si deve, tuttavia, perdere di vista che, in ogni impresa, gli obiettivi non hanno sesso. Io sono di quelli che pensano che le donne siano capaci quanto gli uomini. Si debbono dare più opportunità, la possibilità di esprimersi e, soprattutto, i mezzi di cui si ha bisogno per trarne maggiore profitto. Si deve, dunque, iniziare con l'educare le donne per permettere loro di svolgere il loro ruolo nella costruzione di una società solida e prospera.

Sabato, 8 marzo, io lavorerò alla mia scrivania.

Sarà il mio modo di celebrare questa giornata.

Io sarò con il pensiero a tutte le donne che sanno ciò che vogliono, che si battono per i loro diritti, che si mettono al di sopra del concetto di "sesso debole", che considerano l'uomo un partner e non un nemico da abbattere.

Io sarò con il pensiero a mia Nonna, cui io dico grazie di essersi data la pena di educarmi.

Buon 8 marzo, mie Sorelle, mie Amiche, mie Colleghe, che vi battete per far avanzare il mondo!

Roma, 7 marzo 2014

Assunta Daniela Zini

fondatrice e portavoce di DONNE IN DIVENIRE



8 marzo 2014: nessuna eguaglianza senza la abolizione della prostituzione!

“La aspirazione di tutti gli uomini dopo quella alla sopravvivenza e al rispetto dei più elementari diritti umani è quella a un lavoro degno. La strada da percorrere perché a tutti sia garantita questa possibilità passa necessariamente per una visione integrata dello sviluppo: non esiste sviluppo economico senza sviluppo sociale; non esiste sviluppo senza equità. È precisamente questo che significa dare un volto umano all’economia globale.”

Juan Somavia

Se si vuole raggiungere una reale eguaglianza donne/uomini è imperativo denunciare la prostituzione, non solo il traffico, come la “violenza-chiave”, che abbraccia tutte le forme di violenza fatte alle donne, come pure il ruolo svolto dagli uomini nella sua perpetuazione. La lotta contro la prostituzione deve divenire un obiettivo prioritario di tutti gli Stati. Esige una volontà politica e una cooperazione politico-giudiziaria internazionale rafforzata.

La eguaglianza non esisterà, fintanto che gli uomini potranno acquistare, vendere e sfruttare le donne e nessuna donna potrà sentirsi veramente libera, fintanto che un'altra sarà ridotta in schiavitù.



“Eguali diritti, eguali opportunità: progresso per tutti.”

*Messaggio di Ban Ki-moon, Segretario Generale dell'ONU
in occasione della Giornata Internazionale della Donna 2014*

*L*a eguaglianza di genere e lo stimolo alle donne per la presa di coscienza dei propri diritti sono fondamentali per la missione globale delle Nazioni Unite di raggiungere eguali diritti e dignità per tutti. Si tratta di diritti umani fondamentali, custoditi nella nostra Carta fondante e nella Dichiarazione Universale. Essi fanno parte della identità stessa della Organizzazione.

Ma la eguaglianza per donne e bambine è anche un imperativo economico e sociale. Finché a donne e bambine non saranno

risparmiare povertà e ingiustizia, tutti i nostri obiettivi – pace, sicurezza, sviluppo sostenibile – saranno in pericolo.

Quindici anni fa, alla Quarta Conferenza Mondiale sulle Donne, i governi si impegnarono a promuovere eguaglianza, sviluppo e pace per tutte le donne, ovunque. La Dichiarazione di Pechino – una pietra miliare in questo percorso – ha avuto un impatto esteso e profondo, guidando il processo politico e ispirando nuove leggi nazionali. Ha inviato a donne e ragazze di tutto il mondo il chiaro messaggio che la eguaglianza e la opportunità sono loro diritti inalienabili.

Vi sono molti esempi di progresso, grazie, in gran parte, agli sforzi risoluti delle organizzazioni della società civile. La maggior parte delle ragazze, ora, riceve una istruzione, principalmente di primo livello, e un maggior numero di donne, oggi, dirigono imprese o partecipano ad attività di governo. Un numero crescente di Paesi ha adottato una legislazione che sostiene la salute sessuale e riproduttiva e promuove la eguaglianza di genere.

Tuttavia, rimane da fare ancora molto lavoro. La mortalità materna rimane inaccettabilmente alta, troppo poche donne hanno accesso alla pianificazione familiare e la violenza contro le donne rimane un motivo di

vergogna per tutta l'Umanità. In particolare, la violenza sessuale perpetrata durante un conflitto è endemica. Il Consiglio di Sicurezza ha adottato, lo scorso anno, due forti risoluzioni su questo argomento, e io ho appena nominato un Rappresentante Speciale, che mobiliti la attenzione della comunità internazionale su tali crimini. La mia campagna UNiTE to End Violence Women (UNiT) per porre fine alla violenza contro le donne] [<http://endviolence.un.org/index.shtml>] e il Network of Men Leaders [<http://www.un.org/en/women/endviolence/network.shtml>], lanciato di recente, stanno cercando di sviluppare i nostri sforzi di promozione a livello globale.

Una lezione chiave appresa, nei passati quindici anni, è la importanza di dedicarsi alla questione della discriminazione e della ingiustizia, sempre più diffuse. Stereotipi e discriminazione di genere restano comuni a tutte le culture e comunità. I matrimoni prematuri e forzati, i cosiddetti "omicidi d'onore", l'abuso sessuale e il traffico di giovani donne e bambine sono diffusi, in modo inquietante, e, in alcune aree, sono, perfino, in crescita. In contesti di povertà, o in quelli creatisi in

circostanze disastrose, vediamo che sono le donne, ancora una volta, a sopportare l'onere maggiore.

Un'altra lezione appresa è che le Nazioni Unite debbono essere di esempio. Enfatizzando il dato di fatto che le donne sono centrali per la pace e la sicurezza, stiamo lavorando per impiegare più donne nelle operazioni di pace, come militari e funzionari di polizia. Il numero di donne ai gradi più alti nelle Nazioni Unite è, ora, il più elevato di sempre, e speriamo di avere presto a disposizione una entità dinamica e composita nel sistema ONU, che consenta una programmazione più coerente e che dia più voce alla eguaglianza di genere e alla presa di coscienza dei propri diritti. Esorto l'Assemblea Generale a creare questa nuova entità senza indugio.

La Dichiarazione di Pechino ha conservato la rilevanza che aveva al momento della sua adozione. Il terzo Obiettivo del Millennio – raggiungere la eguaglianza di genere e l'empowerment delle donne – è centrale per la realizzazione di tutti gli altri. Quando alle donne è negata la opportunità di migliorare se stesse e le proprie società di appartenenza, perdiamo tutti. In occasione di questa Giornata Internazionale della Donna, guardiamo con occhio critico agli obiettivi

raggiunti, negli ultimi quindici anni, in modo da poter continuare a costruire su ciò che ha funzionato, e correggere ciò che non è andato. Lavoriamo con rinnovata determinazione per un futuro di diritti eguali, come anche di eguali opportunità e progresso per tutti.

Ban Ki-moon

Segretario Generale delle Nazioni Unite

Prefazione



“Essere donne è una scuola di sangue: tutti i mesi offriamo a noi stesse il suo spettacolo odioso.”

Oriana Fallaci

Sessantacinque anni fa, il 2 dicembre 1949, un anno dopo la **Dichiarazione Universale dei Diritti Umani** [http://www.ohchr.org/EN/UDHR/Documents/UDHR_Translations/itn.pdf], in un clima di speranza umanista, all'indomani della Seconda Guerra Mondiale, l'Assemblea Generale delle Nazioni Unite approva, con la Risoluzione n. 317 [IV], la **Convenzione per la soppressione del traffico di persone e dello sfruttamento della prostituzione altrui** [<http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/TrafficInPersons.aspx>, http://unipd-centrodirittiumani.it/it/strumenti_internazionali/Convenzione-sulla-soppressione-del-traffico-di-persone-e-lo-sfruttamento-della-prostituzione-altrui-1949/77], che entra in vigore, il 25 luglio 1951.

Il testo, che pone l'interdizione del prossenetismo e di ogni forma di regolamentazione della prostituzione, si apre con questa forte professione di fede:

"La prostituzione e il male che la accompagna, vale a dire la tratta degli esseri umani ai fini della prostituzione, sono incompatibili con la dignità e il valore della persona umana e mettono in pericolo il benessere dell'individuo, della famiglia e della comunità".

Ratificata da 82 Paesi¹, ma non dalla Germania, dai Paesi Bassi e dagli Stati Uniti², la Convenzione segna la

¹ Afghanistan, Africa del Sud, Albania, Algeria, Argentina, Azerbaijan, Bangladesh, Bielorussia, Belgio, Benin [firma, non ratifica], Bolivia, Bosnia-Erzegovina, Brasile, Bulgaria, Burkina Faso, Cambogia [firma, non ratifica], Camerun, Cipro, Congo, Costa d'Avorio, Croazia, Cuba, Danimarca [firma, non ratifica], Egitto, Ecuador, Etiopia, ex-Repubblica Jugoslava di Macedonia, Federazione Russa, Filippine, Finlandia, Francia, Ghana [firma, non ratifica], Gibuti, Guatemala, Guinea, Haiti, Honduras, India, Indonesia [firma, non ratifica], Iran [firma, non ratifica], Iraq, Israele, Italia, Giappone, Giordania, Kazakistan, Kirghizistan, Kuwait, Lesotho, Lettonia, Liberia [firma, non ratifica], Libia, Lussemburgo, Madagascar [firma, non ratifica], Malawi, Mali, Marocco, Mauritius [firma, non ratifica], Mauritania, Messico, Micronesia, Montenegro, Myanmar [firma, non ratifica], Nepal, Niger, Nigeria [firma, non ratifica], Norvegia, Pakistan, Paraguay [firma, non ratifica], Polonia, Portogallo, Repubblica Araba Siriana, Repubblica Ceca, Repubblica Centrafricana, Repubblica di Corea, Repubblica Democratica Popolare del Laos, Romania, Rwanda, Senegal, Serbia, Seychelles, Sierra Leone [firma, non ratifica], Singapore, Slovacchia, Slovenia, Spagna, Sri Lanka, Tagikistan, Togo, Ucraina, Ungheria, Uzbekistan, Venezuela, Yemen, Zimbabwe.

consacrazione di una lunga lotta, iniziata, alla fine del XIX secolo, in Inghilterra, da Josephine Butler, per la quale la prostituzione costituiva una forma di schiavitù, che opprime le donne e concerne l'Umanità tutta intera.

Trenta anni più tardi, nel 1979, la **Convenzione sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione nei confronti delle donne**

[\[http://www.cooperazioneallosviluppo.esteri.it/pdgcs/italiano/Scheda_paese/Libano/Pdf/Convenzione_discriminaz_donne.pdf\]](http://www.cooperazioneallosviluppo.esteri.it/pdgcs/italiano/Scheda_paese/Libano/Pdf/Convenzione_discriminaz_donne.pdf), adottata dall'Assemblea Generale delle Nazioni

Unite, il 18 dicembre 1979, ed entrata in vigore, il 3 settembre 1981, riafferma questo impegno abolizionista e la sua volontà di lottare contro il prossenetismo. Viene, così, fatto obbligo agli Stati Parti di prendere **"ogni misura adeguata, comprese le disposizioni legislative, per reprimere, in ogni sua forma, il traffico e lo sfruttamento della prostituzione delle donne" [articolo 6]**.

Ma, questo vincolo giuridico è, via via, rimesso in discussione.

Negli anni 1980, di fronte all'epidemia dell'*HIV/AIDS*, gli Stati e gli organismi internazionali iniziano a

[\[https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=VII-11-a&chapter=7&lang=en\]](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=VII-11-a&chapter=7&lang=en).

² Negli Stati Uniti d'America vendere e acquistare servizi sessuali è illegale. Fanno eccezione il Nevada e il Rhode Island, dove la prostituzione è legale.

interrogarsi sull'opportunità di regolamentare l'industria del sesso per proteggere la salute pubblica. Il 4 e il 5 luglio 1991, la **Conferenza sul traffico delle donne**, organizzata dalla *STV, Stichting tegen Vrouwenhandel* [Fondazione contro il traffico delle donne], in collaborazione con il Gruppo Verde del Parlamento Europeo, riunisce, ad Amsterdam, 200 persone provenienti da diversi Paesi europei. Sono presenti associazioni religiose, giuriste femministe, delegate di collettivi di prostitute europee, rappresentanti politici provenienti da Paesi abolizionisti o regolamentaristi, donne provenienti da Paesi, quali le Filippine, la Thailandia o il Ghana, europee, prostitute o no. Che questa riunione abbia luogo ad Amsterdam non è un caso. I Paesi Bassi³ che cercano alleati, finanziano

³ Nei Paesi Bassi, la prostituzione è legale, dal 1815, e, dal 1996, è tassata dal Governo olandese.

Dal 1° ottobre 2000, non viene, dunque, a decadere il divieto generale di esercizio delle case chiuse, ma viene fatto **"un passo avanti"**. Vengono, infatti, legalizzati, "per evitare lo sfruttamento o la coercizione delle lavoratrici", anche i bordelli, dichiarati fuori legge nel 1911. Da quel momento i lavoratori del sesso vengono equiparati ai liberi professionisti e agli impiegati. Questo significa che debbono pagare le tasse e che, in caso di interruzione non volontaria del lavoro, hanno diritto alla disoccupazione. Il nucleo dell'emendamento di legge, relativo alla soppressione del divieto generale di esercizio delle case di prostituzione [*Opheffing algemeen bordeelverbod*], è formato dalla abrogazione degli articoli 250-bis e 432 del codice penale olandese, *Wetboek van Strafrecht*, [<http://www.wetboek-online.nl/wet/Wetboek%20van%20Strafrecht.html>]. Mediante tale

numerose ONG, Organizzazioni Non Governative, che promuovono la causa dei diritti umani e delle donne, ma questo è condizionale all'adozione delle posizioni politiche olandesi, vale a dire in favore della liberalizzazione della prostituzione. Questo Paese regolamentarista, al pari della Germania, ha preso l'iniziativa di attuare un progetto ambizioso di riconoscimento non solo della prostituzione, ma anche del prossenetismo. Se, infatti, il traffico delle donne è il soggetto della conferenza, la lotta contro questo traffico non ne è l'oggetto.

Qual è allora?

emendamento vengono, dunque, eliminati, dalla legislazione penale olandese, il divieto di esercizio delle case e dei locali, in cui si esercita la prostituzione, e il divieto di lenocinio.

Nel febbraio del 2013, Ludwuijck Asscher, Vice-Premier e Ministro degli Affari Sociali, denunciava come la normativa liberale non avesse, minimamente, intaccato la questione dello sfruttamento.

Sul sito dell'Ambasciata del Regno dei Paesi Bassi si legge:

"È necessario che il soggetto si renda disponibile sul mercato del lavoro e che accetti posti di lavoro generalmente considerati dignitosi. Nessuno, tuttavia, può essere obbligato ad accettare un posto di lavoro nel settore della prostituzione. La prostituzione è riconosciuta come professione, ma non viene considerata un lavoro appropriato. Ne consegue che gli uffici di collocamento non possono pubblicare offerte di lavoro per questo settore né agire come intermediari per posti di lavoro nell'industria del sesso."

<http://italy.nlembassy.org/paesi-bassi/paesi-bassi%5B2%5D/questioni-etiche/politica-olandese-sulla-prostituzione.html>

Petronella Bernardina Maria [Nel] van Dijk, deputata del Gruppo Verde del Parlamento Europeo, invoca in apertura **"i rischi di pressione sull'Olanda per l'edificazione europea"** giacché **"è il solo Paese ad avere una politica specifica in materia"**.

Ma qual è questa politica?

Nel quadro dell'apertura del MEC, Mercato Europeo Comune, dal primo gennaio del 1993, il **"mercato"** della prostituzione è un obiettivo economico di primaria importanza, inscindibile da quello della pornografia, senza citare quello della droga e del crimine. I Paesi Bassi, svolgendo questo ruolo motore nella regolamentazione di questo **"mercato"**, intendono accaparrarsene una porzione non trascurabile. L'analisi fatta da Nelleke van der Vleuten, che svolge un ruolo centrale in seno alla conferenza, ci dà, efficacemente, il quadro della posizione olandese:

"Dalla fine degli anni 1970, cambiamenti importanti sono intervenuti nella prostituzione olandese; sempre più donne non europee lavorano nei bordelli e nei sex-clubs. [...]"

Questa dimensione internazionale modifica le forme di management della prostituzione: viene gestita su vasta scala e diviene altamente industrializzata. In passato, la prostituzione olandese poteva essere definita un mercato locale di debole ampiezza; ora, gigantesche imprese si sono create, mentre fornitori, che hanno collegamenti internazionali, si sono assicurati un controllo totale del mercato. Il mercato olandese

dell'industria del sesso fa, più o meno, parte integrante di un mercato europeo."

[Survey on "Traffic in Women": Policies and Policy - Research in an International Context, http://www.worldcat.org/title/survey-on-traffic-in-women-policies-and-policy-research-in-an-international-context/oclc/65603798&referer=brief_results]

I termini impiegati **"management"**, **"gestire"**, **"industria del sesso"**, **"imprese"**, **"mercato europeo"** sono impiegati di proposito: il progetto è di trattare il corpo al pari di un oggetto di scambio commerciale; di banalizzare la prostituzione come una semplice attività economica, che, necessariamente, legittima il profitto, che il prossenetismo ne trae.

È legittimo, dunque, chiedersi se questo incontro non abbia avuto altra finalità che quella di creare una rete europea non governativa, al fine di sostenere la posizione del Governo olandese nella sua volontà di legalizzare la prostituzione e il prossenetismo. Il comportamento della legazione olandese al *Consiglio di Europa*, qualche mese più tardi, lo confermerebbe. A Strasburgo, le invitate del Governo olandese vantano, perfino, il coraggio di queste donne, che si sacrificano per il benessere delle loro famiglie. E, una rappresentante italiana spiega come queste donne che **"hanno diritto alla loro emancipazione, contribuiscano ad aiutare il loro Paese di origine"**.

Questo nuovo concetto di **"autodeterminazione delle donne"**, utilizzato, in modo ricorrente, dalla delegazione olandese, può essere considerato come sinonimo di un

diritto delle donne a prostituirsi. Ma presentato, sotto questi auspici, appare più nobile.

Chi potrebbe pretendere di essere contro il diritto delle donne all'autodeterminazione?

Questa difesa della condizione della persona prostituita, che, a tratti, diviene una esaltazione, che ne nega anche gli evidenti lati negativi, paradossalmente, presuppone un contorno di miseria, di cinismo e di mancanza di alternative, in quanto il **"lavoro del sesso"** verrebbe scelto, non sulla base di sue caratteristiche migliori rispetto ad altri mestieri, ma in quanto gli altri mestieri non sarebbero migliori rispetto al **"lavoro del sesso"**: per le donne, tutti implicherebbero lo sfruttamento del corpo, l'invasione della sfera intima, il rischio di violenza.

La presentazione dei lavori dell'antropologa femminista italiana Paola Tabet da parte dei collettivi delle prostitute italiane, per giustificare la loro posizione, provoca una viva reazione tra le ghanesi presenti, che ne ravvisano una banalizzazione della prostituzione africana, paternalista o razzista, giustificativa del loro *status* di prostitute in Europa. Ricusano la analisi, secondo cui la prostituzione, in Europa, sia per le africane **"una riuscita sociale"**, da cui **"inizierebbe la loro emancipazione"**. Credono comprendere che le europee **"facciano un favore alle donne del Terzo Mondo, permettendo loro di lavorare nella prostituzione in Europa"**.

Né ad Amsterdam né a Strasburgo, tuttavia, la rappresentanza olandese affronta il problema

dell'*HIV/AIDS*, quantunque non si ignori che le donne, provenienti dal Terzo Mondo, si trovino nella posizione di non poter pretendere dai loro clienti l'uso del preservativo.

Nei Paesi Bassi, le prostitute straniere rappresentano tra il 30 e il 60% delle prostitute e il 50% degli appartamenti del famoso quartiere De Wallen di Amsterdam sono affittati a straniere. La stessa percentuale è avanzata per la Germania⁴. E, a Parigi⁵, secondo i dati

⁴ Dopo la Francia, anche la Germania valuta una riforma della legge sulla prostituzione, introdotta, il primo gennaio del 2002, dal Governo Schröder, che eliminava il generale divieto di favoreggiamento della prostituzione e permetteva alle prostitute di ottenere un regolare contratto di lavoro.

Il 30 maggio 2013, il quotidiano tedesco *Der Spiegel* ha pubblicato l'articolo *Unprotected: How Legalizing Prostitution Has Failed* [<http://www.spiegel.de/international/germany/human-trafficking-persists-despite-legality-of-prostitution-in-germany-a-902533.html>], che cerca di spiegare cosa sia cambiato con la legge sulla prostituzione, citando storie di donne costrette a prostituirsi. La tesi del settimanale tedesco, argomentata con studi e testimonianze, è che la normativa tedesca sulla prostituzione abbia creato più effetti negativi che positivi.

La nuova legislazione colpisce, soprattutto, i gestori di quei bordelli che offrono *flat rate*, vale a dire un ventaglio di pacchetti, dai giornalieri a 79 euro a quelli di metà giornata, fino alle entrate rapide per chi lavora e ha fretta.

La prostituzione in Germania è divenuta una vera e propria industria, con un giro di affari di 15 miliardi di euro, che porta i relativi benefici anche alle casse dello Stato e impiega - contro le 40mila in Francia - 400mila lavoratrici del sesso [di cui il 40% proviene dall'Est, in prevalenza dalla Bulgaria e dalla

forniti dall' *OCRTEH, Office de répression de la traite*

Romania], che, ogni giorno, soddisfano le voglie di 1,2 milione di clienti.

La Germania antiproibizionista prospera sul proibizionismo degli altri grandi Stati europei, l'Italia e la Francia, *in primis*, che rappresentano una vera miniera di clienti per i bordelli tedeschi. L'*Assemblée Nazionale* francese ha approvato, mesi fa, una legge restrittiva che penalizza i clienti. L'effetto è che una delle nuove capitali del sesso [le grandi città tedesche hanno sottratto, da tempo, lo scettro ad Amsterdam] potrebbe divenire Saarbrücken, che ha quale principale merito la vicinanza alla frontiera francese e a due importanti centri oltreconfine come Strasburgo, sede del Parlamento Europeo, e Metz. Sul fronte italiano a beneficiare di più dei **"pendolari del sesso"** sono i bordelli austriaci, come quello di Hohenturn, a pochi chilometri da Tarvisio. Ciò non impedisce ai bordelli bavaresi, più vicini ai nostri confini, di prosperare grazie alla forte domanda degli italiani in trasferta.

⁵ La Francia è, dal 1960, un Paese abolizionista. Ratificando, nel 1960, la ***Convenzione sulla soppressione del traffico di persone e lo sfruttamento della prostituzione altrui***, la Francia si impegnavo, a livello internazionale, a riconoscere che la prostituzione è ***"incompatibile con la dignità e il valore della persona umana"***.

Il 4 dicembre 2013, l'*Assemblée Nationale* ha approvato la legge sulla prostituzione, con 268 voti favorevoli e 238 contrari. I clienti delle prostitute sono passibili di una multa di 1.500 euro, mentre i recidivi vedranno l'ammenda salire a 3.750 euro. Il reato di adescamento, che era stato introdotto, nel 2003, su pressione di Nicolas Sarkozy, allora Ministro degli Interni, viene, dunque, abolito dalla nuova legge. Non sono, pertanto, più le prostitute a essere punite, ma solo i clienti.

des êtres humains, il 40% delle 7mila prostitute è di nazionalità straniera - in maggioranza del Ghana e dell'Algeria - contro il 33% del 1989.

Nessuno dei collettivi affronta il problema della lotta contro i prossenetisti, che sono i grandi assenti di questo dibattito. Sono gli stessi collettivi che, nel **Secondo Congresso dell'ICPR, International Committee for Prostitutes' Rights [Internazionale per i Diritti delle Prostitute]**, tenutosi a Bruxelles, dal primo al 3 ottobre del 1986, che comprendeva rappresentanze di 16 Paesi, erano giunti a censurare la Risoluzione del *Parlamento Europeo* su tutto ciò che concerneva la lotta contro il prossenetismo.

Il 9 settembre 1991, il *Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa*, nel corso della 461a riunione dei Delegati dei Ministri, adotta la **Raccomandazione n. R [91] 11 sullo sfruttamento sessuale, la pornografia, la prostituzione come sul traffico di bambini e di giovani adulti**

http://159.213.63.12/cdm_webif/media/giuri/norm/Rac_R11_1991.htm,

<http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/victims/recR%2891%2911f.pdf>].

Successivamente, la **Dichiarazione sulla eliminazione della violenza nei confronti delle donne** **http://unipd-centrodirittiumani.it/it/strumenti_internazionali/Dichiarazione-sulleeliminazione-della-violenza-contro-le-donne-1993/27,**

<http://www.un.org/documents/ga/res/48/a48r104.htm>,

adottata, senza voto, dall'Assemblea Generale delle

Nazioni Unite, con la Risoluzione n. 48/104 del 20 dicembre 1993, riconosce **"il bisogno urgente di una universale applicazione alle donne dei diritti e dei principi con riguardo alla eguaglianza, alla sicurezza, alla libertà, alla integrità e alla dignità di tutte le persone umane"**, ma non menziona all'articolo 2 che la **"prostituzione forzata"** tra le violenze.

"La violenza contro le donne dovrà comprendere, ma non limitarsi a, quanto segue:

a) la violenza fisica, sessuale e psicologica che avviene in famiglia, incluse le percosse, l'abuso sessuale delle bambine nel luogo domestico, la violenza legata alla dote, lo stupro da parte del marito, le mutilazioni genitali femminili e altre pratiche tradizionali dannose per le donne, la violenza non maritale e la violenza legata allo sfruttamento;

b) la violenza fisica, sessuale e psicologica che avviene all'interno della comunità nel suo complesso, incluso lo stupro, l'abuso sessuale, la molestia sessuale e l'intimidazione sul posto di lavoro, negli istituti educativi e altrove, il traffico delle donne e la prostituzione forzata;

c) la violenza fisica, sessuale e psicologica perpetrata o condotta dallo Stato, ovunque essa accada."

Nel settembre del 1995, in occasione della **Quarta Conferenza Mondiale sulle Donne** [http://www.egalite.cfwb.be/index.php?eID=tx_nawsecured1&u=0&file=fileadmin/sites/sdec/upload/sdec_super_editor/sdec_editor/documents/International/PoA_Pekin_1995.pdf&hash=1a24fa156a0fcb8ea8c4a5b7c09ccc5922be83c7], tenutasi a

Pechino dal 4 al 15, cui partecipano 15mila delegate, provenienti da 189 Paesi Membri delle Nazioni Unite, affiancate dalle rappresentanti di organismi internazionali e di Stati osservatori, la nozione di **"prostituzione libera"** è dissociata da quella di **"prostituzione forzata"**.

E tale dissociazione, legittimamente, allerta, non poco, le femministe.

Si dovrebbe considerare la prostituzione una scelta di vita?

Come l'elemento di coercizione e il grado di costrizione potrebbero essere valutati?

È paradossale opporre il traffico di donne, considerato **"forzato"**, alla prostituzione riconosciuta **"libera"**, perché queste variabili sono interdipendenti.

Nel 1997, l'**Anti-Slavery International**⁶ [<http://www.antislavery.org/english/>] pubblica un rapporto, che raccomanda di ridefinire la prostituzione come **"lavoro del sesso"**.

Nel 1998, l'**ILO, International Labour Organization, [Organizzazione Internazionale del Lavoro]** [<http://www.ilo.org/global/lang--en/index.htm>], in un rapporto sull'Asia, **The Sex Sector: The economic and social bases of prostitution in Southeast Asia** [http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/media-centre/press-releases/WCMS_008844/lang--fr/index.htm], fa appello a un riconoscimento economico dell'industria del

⁶ L'*Anty-Slavery International* è la più antica organizzazione internazionale per i diritti umani. È stata fondata, nel 1839.

Sesso. Sottolineando l'espansione di questa industria e il suo contributo al *PIL*, *Prodotto Interno Lordo*, l'**International Labour Organization** argomenta perché sia riconosciuto il **"settore del sesso"** con **"allargamento della rete fiscale alle numerose attività lucrative connesse"**. Quanto all'**"estensione dei diritti del lavoro e dei benefici per i lavoratori del sesso"** e al **"miglioramento delle loro condizioni di lavoro"**, promessi dalla stessa Organizzazione, rientrano in quel campo sconfinato delle mistificazioni possibili.

Nel 2001, il **WHO, World Health Organisation [Organizzazione Mondiale della Sanità]**, reclama la legalizzazione e la depenalizzazione del **"lavoro del sesso"**, al fine di ridurre l'epidemia dell'*HIV/AIDS* [<http://www.sos-sexisme.org/Prostitution%20SITE.htm>].

Quello stesso anno, l'allora **Corte di Giustizia delle Comunità Europee**, attuale **Corte di Giustizia dell'Unione Europea**, accorda alle donne venute dall'Europa dell'Est, il diritto di migrare per lavorare nell'industria del sesso olandese alle stesse condizioni di qualsiasi altra libera professione. Nel **procedimento C-268/99** [http://www.google.it/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=10&ved=0CHQQFjAJ&url=http%3A%2F%2Fhome.lu.lv%2F~erika%2FES%2520tiesibas%2F268_99%2520Jeny.doc&ei=wWYwU6CgEeme0QX_2oCYCg&usg=AFQjCNGzCX-_8gahuUbIZXQs7Uj113avbw&bvm=bv.62922401,d.Yms], avente a oggetto la domanda di pronuncia pregiudiziale, proposta alla Corte - a norma dell'articolo 234 *CE* - da parte dell'*Arrondissementsrechtbank te 's-Gravenhage [Paesi Bassi]*, nella causa pendente tra Aldona Malgorzata Jany e

altri e *Staatssecretaris van Justitie*, del 20 novembre 2001, si legge:

"La prostituzione rientra nelle attività economiche svolte in qualità di lavoratore autonomo, cui si riferiscono tali disposizioni, qualora sia dimostrato che è svolta dal prestatore del servizio:

- **senza alcun vincolo di subordinazione per quanto riguarda la scelta di tale attività, le condizioni di lavoro e retributive,**
- **sotto la propria responsabilità, e**
- **a fronte di una retribuzione che gli sia pagata integralmente e direttamente."**

<http://lemondedudroit.fr/europe-international/151623.html>,

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:61999CJ0268:IT:PDF>].

Si è, anche, tentato di far riconoscere la esistenza di una forma di tratta volontaria. La tratta diverrebbe, in tal modo, ammissibile e tollerabile, nel momento in cui la persona desse il proprio assenso e dichiarasse di sapere di essere destinata alla prostituzione.

Come se il consenso della persona potesse rendere la tratta accettabile!

Il criterio di riferimento per giudicare ciò che è accettabile o no è il male fatto alla persona, non il suo consenso.

Ma le *Nazioni Unite*, l'*Unione Europea* e il *Consiglio di Europa* hanno, a poco a poco, abbandonato ogni riferimento a una penalizzazione del prossenetismo e, di fatto, ogni

impegno e ogni volontà a lottare contro l'espansione della prostituzione.

La comunità internazionale si contenta di definire un quadro giuridico legale, che mira ad attuare una politica comune di lotta contro la tratta degli esseri umani, sulla base del minimo comune denominatore. Per il resto, gli organi europei e internazionali, rompendo con lo spirito della Convenzione del 1949, la abbandonano alla competenza degli Stati...

Ora, le stesse divergenze ideologiche appaiono a livello degli Stati, particolarmente in Europa, scissa in due campi contrari: Paesi abolizionisti e regolamentaristi.

Nel 2012, due Rapporti dell'ONU, l'uno, **HIV and Law: Rights, Risks, and Health**

[<http://www.hivlawcommission.org/resources/report/FinalReport-Risks,Rights&Health-EN.pdf>,

<http://www.lifesitenews.com/news/pimpin-soros-style-soros-funded-un-report-says-legalize-prostitution-drugs>],

finanziato, in parte dall'onnipotente *Open Society* [<http://www.opensocietyfoundations.org/>], la Fondazione dell'onnipotente finanziere americano di origini ungheresi, George Soros⁷, e pubblicato dall'*UNDP, United*

⁷ Per gli italiani George Soros, figlio dello scrittore esperantista ebreo Tivadar Schwartz [Tivadar Soros], è quello dell'attacco alla lira, dell'uscita dallo SME, della svalutazione del 1992. Il magnate, che, secondo la rivista *Forbes*, è al primo posto tra gli speculatori che hanno guadagnato di più, nel corso del 2013, con un incasso di ben 4 miliardi di dollari, ha rilevato, lo scorso marzo, il 5% della Igd immobiliare, la società bolognese controllata da Coop Adriatica [43,56%] e Unicoop Tirreno

[13,91%], per un investimento di 20 milioni di euro [<http://www.pehub.com/2014/03/soros-buys-igd-stake-in-bet-on-italian-real-estate-reuters/>].

Di lui, l'ex-presidente della *Federal Reserve*, sotto i Presidenti americani Jimmy Carter e Ronald Reagan nonché ex-presidente della *Trilateral Commission*, Paul Volcker, scrive nella introduzione al libro pubblicato da George Soros, nel 2003, *The Alchemy of Finance*:

"George Soros ha lasciato un segno nella veste di speculatore dall'enorme successo, saggio abbastanza dal ritirarsi sostanzialmente quando ancora il gioco volgeva a suo favore. Il grosso delle sue enormi vincite sono, oggi, votate ad aiutare Paesi emergenti o in via di transizione a rendersi delle "società aperte", aperte non solo nel senso della libertà di scambi commerciali, ma soprattutto tolleranti nei confronti delle nuove idee e dei diversi approcci di pensiero e comportamentali."

Nell'agosto del 2004, in una apparizione al *Chris Wallace's FOX News Sunday*, il programma televisivo statunitense di interviste, condotto da Chris Wallace, il portavoce della Camera dei Rappresentanti degli Stati Uniti di America, il repubblicano John Dennis Hastert [Illinois], aveva accusato George Soros, uno dei maggiori finanziatori della campagna democratica, di aver costruito la sua fortuna grazie ai legami con i cartelli della droga.

Hastert: Here in this campaign, quote, unquote, "reform," you take party power away from the party, you take the philosophical ideas away from the party, and give them to these independent groups.

You know, I don't know where George Soros gets his money. I don't know where - if it comes overseas or from drug groups or where it comes from. And I -

Wallace [interrupting]: Excuse me?

Hastert: Well, that's what he's been for a number years - George Soros has been for legalizing drugs in this country. So, I mean, he's got a lot of ancillary interests out there.

Nations Development Programme, e l'altro, **Sex Work and the Law in Asia and the Pacific** [<http://www.undp.org/content/dam/undp/library/hivaids/English/HIV-2012-SexWorkAndLaw.pdf>], approvato dall'UNDP, United Nations Development Programme, dall'UNFPA, United Nations Population Fund, e dall'UNAIDS, affermano che, per sostenere le iniziative di lotta contro l'HIV/AIDS e promuovere i diritti delle persone prostitute, gli Stati dovrebbero depenalizzare l'industria del sesso, il prossenetismo, la gestione di case chiuse e l'acquisto di servizi sessuali. Raccomandano, anche, una revisione

Wallace: You think he may be getting money from the drug cartel?

Hastert: I'm saying I don't know where groups – could be people who support this type of thing. I'm saying we don't know. The fact is we don't know where this money comes from.

Before, transparency – and what we're talking about in transparency in election reform is you know where the money comes from. You get a \$25 check or a \$2,500 check or \$25,000 check, put it up on the Internet. You know where it comes from, and there it is.

[http://www.slate.com/articles/news_and_politics/press_box/2004/09/dennis_hastert_on_dope.html]

Il 31 agosto 2004, Soros replicò a Hastert con una lettera:

"Your recent comments implying that I am receiving funds from drug cartels are not only untrue, but also deeply offensive. You do a discredit to yourself and to the dignity of your office by engaging in these dishonest smear tactics. You should be ashamed."

[<http://craphound.com/soroshastert.pdf>,

<http://mediamatters.org/research/2004/09/02/hume-claimed-hastert-never-said-soros-was-recei/131785>]

della definizione di tratta, quale enunciata nel **Protocollo sulla prevenzione, soppressione e persecuzione del traffico di esseri umani, in particolar modo donne e bambini**

[\[http://www.asgi.it/public/parser_download/save/protocollo.addizionale.tratta.it.pdf\]](http://www.asgi.it/public/parser_download/save/protocollo.addizionale.tratta.it.pdf), - il principale trattato internazionale sulla questione - e una riduzione della sua portata.

È essenziale proteggere le persone prostitute contro l'*HIV/AIDS* e promuoverne i diritti, in particolare il diritto alla salute, alla sicurezza e all'assenza di violenza e di sfruttamento; tuttavia, le raccomandazioni, contenute in questi rapporti, sono in opposizione diretta con le iniziative e le politiche sostenute dalle *Nazioni Unite* e vanno contro il numero crescente di prove, che indicano che la depenalizzazione e la legalizzazione non proteggono i diritti delle persone prostitute e non migliorano la loro situazione. Queste raccomandazioni compromettono le stesse iniziative, che mirano a promuovere l'eguaglianza dei sessi e a prevenire e combattere la tratta a fini sessuali. Le iniziative che mirano a prevenire l'*HIV/AIDS* non dovrebbero avere tali conseguenze.

Entrambi i rapporti hanno, legittimamente, suscitato l'indignazione di numerose *ONG*, le quali hanno denunciato l'*ONU*, che pretende difendere i valori della famiglia, con la sua *Dichiarazione Universale dei Diritti Umani*, quale principale avversaria dei valori della famiglia [\[http://org2.salsalabs.com/o/6208/p/dia/action3/common/public/?action_KEY=15598\]](http://org2.salsalabs.com/o/6208/p/dia/action3/common/public/?action_KEY=15598). E, il 4 novembre 2013, *UNAIDS*,

in una lettera del suo direttore esecutivo, Michel Sidibé, dal titolo: **"How can the world reduce human rights violations while improving health outcomes in the context of sex work?"** alle organizzazioni firmatarie di una petizione all'ONU ha dovuto chiarire:

"Dear Colleagues,

Thank you for your email messages and for your engagement in this important global challenge: how can the world reduce human rights violations while improving health outcomes in the context of sex work?

Let me start by underlining that efforts to combat sexual exploitation and human trafficking are critical to both protect human rights and to advance the AIDS response. To these ends, the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS) supports the implementation of the UN Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and the UN Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, especially Women and Children.

We see as crucial, efforts focused on the identification and criminal prosecution of individuals and criminal networks that exploit and abuse sex workers through force, deception or fraud. This includes people who procure clients for sex workers (called "pimps" in some places) and people who run brothels. People who suffer trafficking or sexual exploitation should benefit from protective measures and should have full access to health and other needed services, as well as support to rebuild their lives. UNAIDS affirms the right of any person to leave sex work and to have meaningful access to options

of employment other than sex work. UNAIDS also affirms the right of all children to be protected from sexual exploitation and trafficking and urges all States to meet their obligations to protect children.

As sex workers bear a disproportionate burden of HIV (globally, female sex workers are 13.5 times more likely to be living with HIV than women in the general population), UNAIDS has engaged in extensive consultations and research with sex workers and other stakeholders over the past several years to identify and support effective, evidence-informed and rights-based responses to reduce HIV vulnerability among sex workers. Data shows that HIV infection rates are reduced when sex workers are able to: organize themselves within their communities; protect themselves from violence, force and exploitation (including from brothel-owners, procurers, clients and police); demand safer sex from their clients; and have access to health information, services and commodities.

UNAIDS is not advocating for the decriminalization of pimping or brothel ownership. Evidence indicates that criminalization of sex work can make it difficult for sex workers to protect themselves from HIV, violence and/or exploitation. Criminalization has the unintended consequence of compelling sex workers into hiding and into dangerous situations, where sex workers may experience abuse by clients, pimps and police. Furthermore, criminalization can also heighten stigma and discrimination towards sex workers. Many sex workers report that they cannot carry condoms or access HIV

prevention, treatment, care and support services because of fear of arrest and prosecution. Sex workers who have experienced abuse and violence have said they are not able to bring these human rights violations to the police and authorities because they fear arrest and prosecution. Many jailed sex workers suffer violence, as well as increased vulnerability to HIV, tuberculosis and Hepatitis C.

In the 2011 United Nations General Assembly Political Declaration on HIV and AIDS, UN Member States called on countries to review "laws and policies that adversely affect the successful, effective and equitable delivery of HIV prevention, treatment, care and support programmes to people living with and affected by HIV."

For these reasons, UNAIDS, WHO, UNFPA and the Global Network of Sex Worker Projects have called on all countries to:

- Work towards decriminalizing sex work and the elimination of the unjust application of laws and regulations against sex workers
- Establish anti-discrimination and other rights-respecting laws to protect sex workers against discrimination, violence, and other human rights violations
- Put in place laws and regulations that guarantee sex workers' rights to social, health and financial services
- Make health services available, accessible and acceptable to sex workers based on the principles of non-discrimination and the right to health

UNAIDS welcomes a continuing dialogue on these complex issues.

Sincerely,

Michel Sidibé"

[<http://rebeccamott.net/2013/11/05/the-un-is-selling-us-out/>,

<http://www.hivhumanrights.org/commitmenttohumanrights/wp-content/uploads/downloads/2014/04/5-Sex-work-issue-paper-FINAL-rev-post-mtg.pdf>]

Il 23 gennaio scorso, il quotidiano londinese *The Daily Mail*⁸, pubblicava uno scoop sensazionale. Julie Bindel rivelava, infatti, nell'articolo *An abject inversion of its own principles*

[[http://www.dailymail.co.uk/news/article-2544983/JULIE-BINDEL-An-abject-inversion-](http://www.dailymail.co.uk/news/article-2544983/JULIE-BINDEL-An-abject-inversion-principles.html#ixzz2rLxOvUwq)

[principles.html#ixzz2rLxOvUwq](http://www.dailymail.co.uk/news/article-2544983/JULIE-BINDEL-An-abject-inversion-principles.html#ixzz2rLxOvUwq)]⁹ che Amnesty

⁸ *The Daily Mail* fu fondato, il 2 novembre 1903, da Alfred Harmsworth, poi Lord Northcliffe, come giornale femminile prodotto da donne.

⁹ "Fin dalla sua fondazione, più di 50 anni fa, Amnesty International ha acquisito una ineffabile reputazione come organizzazione militante contro l'oppressione su scala planetaria. Per quanti vivono sotto regimi autoritari, Amnesty International rappresenta, a giusto titolo, un simbolo di speranza e un baluardo di libertà.

Come femminista di sinistra, io ho, sempre, sostenuto gli sforzi di Amnesty per promuovere i diritti delle donne nel mondo.

Ma è proprio a causa di questa ammirazione che io sono, anche, costernata da questa nuova iniziativa, che va contro tutta la sua

filosofia di agire come un bastione per le persone che subiscono abusi, sfruttamenti e maltrattamenti.

L'appello alla depenalizzazione della prostituzione - o di ciò che Amnesty International descrive, con un eufemismo offensivo, come l'industria del "lavoro del sesso" - è camuffato da un discorso rassicurante e da una retorica politicamente corretta sui diritti delle donne. Ma la realtà è che questa legalizzazione rappresenterebbe una approvazione ufficiale da parte dello Stato delle persone che intrattengono un commercio ignobile.

Questa sbalorditiva proposta non mostra assolutamente alcuna comprensione del mondo oscuro e misogino della prostituzione, dove la costrizione è onnipresente e la brutalità endemica.

Amnesty cerca di pretendere che la vendita del corpo da parte delle donne è simile ad altre forme di lavoro. Un passaggio del loro documento traccia anche un parallelo esplicito tra le donne che "scelgono di divenire lavoratrici del sesso" e "i minatori o le lavoratrici domestiche di origine straniera".

Io ho condotto molte ricerche sulla prostituzione. Una delle donne che ho intervistato ha descritto una vita, in cui riceveva almeno dieci clienti, ogni giorno, come "una forma di tortura".

È esattamente il genere di ingiustizia che Amnesty International è tenuta a combattere. Tuttavia, Amnesty, in una inversione abietta dei suoi valori etici, sembra essersi in qualche sorta persuasa che cedere, per danaro, a una aggressione maschile rappresenti un progresso sulla via della libertà.

Lontano dal rappresentare una forma di progresso per le donne, la depenalizzazione della prostituzione condurrebbe a più abusi, più violenze e più assoggettamenti.

Questo fattore è apparso chiaramente in Australia, dove la legalizzazione dell'industria dei bordelli in uno degli Stati ha portato a un quadruplicamento del numero di donne vittime della tratta nei bordelli legali. Con un eufemismo terribile, Amnesty ammette che "il contesto" dell'industria del sesso è "imperfetto".

"Imperfetto" è uno strano modo di descrivere un commercio fondato sulla violenza fisica, lo stupro, l'abuso sessuale dei bambini, il sadismo e la cupidigia. È altamente offensivo per Amnesty pretendere che tali condizioni siano simili ad altre industrie. In quale altro lavoro i rischi professionali comprendono pestaggi, rapine di guadagni, malattie sessualmente trasmissibili, gravidanze non desiderate, rapimenti forzati di bambini, minacce costanti e anche la morte? Di fatto, esistono pochissime altre attività più pericolose per le donne. È significativo che molti tra i più feroci serial killers della Gran Bretagna, quali The Yorkshire Ripper, Peter Sutcliffe, o l'assassino di Ipswich, Steven Wright, fossero frequentatori abituali di donne prostitute.

Nella stessa vena di auto-illusione, Amnesty afferma che non sosterrà la depenalizzazione della prostituzione là dove la violenza o la costrizione siano implicate. Ma è un altro segno della confusione della loro analisi. L'intimidazione è onnipresente al cuore di questo universo.

Pochissime donne si spingono a vendere servizi sessuali di buon grado. La tratta, le minacce, le tossicomanie e le pressioni finanziarie giocano tutte un ruolo in questa dinamica.

Ricerche recenti hanno mostrato che il 67% delle prostitute ha subito violenze nell'infanzia, il 61% ha subito violenze da "clienti prostitutori" e il 74% ha conosciuto problemi di salute mentale e fisica per consentire a questo commercio.

Suprema assurdità, Amnesty sembra anche avere accettato l'idea che pagare per servizi sessuali è un diritto umano fondamentale per gli uomini.

Gli uomini che sono pronti a pagare per servizi sessuali hanno, già, per definizione, un atteggiamento sprezzante verso le donne - non sono interessati a una relazione di eguaglianza o a uno scambio significativo con una partner.

International, difensore irreprensibile dei prigionieri politici da cinquanta anni, intendeva fare dell'acquisto prostituzionale un nuovo diritto dell'uomo.

Fondamentale!

E, a tale proposito, chiedeva l'abolizione nel mondo di tutte le leggi che penalizzassero la prostituzione e il prossenetismo, in quanto azioni umane, perfettamente accettabili, se esercitate con il consenso reciproco delle parti.

Amnesty International, sostenendo la piena depenalizzazione di tutti gli aspetti della prostituzione viola i diritti umani fondamentali e la dignità delle persone prostitute.

E, non solo!

Nega il legame indissolubile esistente tra prostituzione e sfruttamento minorile, tratta e violenza, e promuove la legalizzazione del diritto degli uomini ad acquistare sesso impunemente, un obiettivo che va contro la protezione dei **"lavoratori del sesso"** dallo sfruttamento di genere e dalla violenza endemica nella prostituzione.

Amnesty International ha spiegato che i **"lavoratori del sesso"**, che equipara ai minatori e alle lavoratrici

In luogo di proporre la legalizzazione, Amnesty dovrebbe concentrarsi sulla liberazione delle donne dall'influenza di questi uomini.

La fine della prostituzione è, forse, un ideale lontano, ma è, sempre, meglio della sordida collusione di Amnesty con una istituzione misogina." [traduzione dall'inglese di Assunta Daniela Zini]

domestiche di origine straniera, i loro intermediari e i loro clienti prostitutori non fanno che esercitare un loro diritto umano e una loro autonomia. In questo documento di orientamento dettagliato - non meno di 25 note a piè di pagina, di cui due citano la *Open Society* del miliardario George Soros¹⁰, grande elargitore di fondi alla ONG - il quartier generale di Amnesty International ha, molto discretamente, prospettato alle sue sezioni nazionali, come una questione di principio, l'appoggio all'acquisto di sesso per gli uomini **"che non desiderano essere coinvolti in rapporti più convenzionali"**. Ogni penalizzazione dei clienti prostitutori si trova condannata come un attentato alla vita privata e alla libertà di espressione...

"Amnesty International is opposed to the criminalization or punishment of activities related to the buying or selling of consensual sex between adults. Amnesty International believes that seeking, buying, selling and soliciting paid sex are acts protected from state interference as long as there is no coercion, threats or violence associated with those acts. Legitimate restrictions may be imposed on the practice of sex work if they comply with international human rights law (i.e., they are for a legitimate purpose, appropriate to meet that purpose, proportionate and non-discriminatory). Amnesty International believes states have a positive obligation to reform their laws and develop and implement systems and policies that eliminate discrimination

¹⁰ v. nota 7

against those engaging in sex work. Additionally, states must actively seek to empower the most marginalized in society, including through supporting the rights to freedom of association of those engaging in sex work, establishing frameworks that ensure access to appropriate, quality health services and safe working conditions, and through combating discrimination or abuse based on sex, sexual orientation and/or gender identity or expression. Amnesty International understands the imperfect context in which individuals choose to become sex workers (or miners or foreign domestic workers). We know that some individuals engaged in sex work do not have the necessary resources or information to leave commercial sex work when they want to. At the same time, we believe human rights principles requires policy-makers to value the voices of those who are directly affected by inequality and discrimination. We believe that policies which purport to support and improve the situation of the resource-poor must focus on empowering the disenfranchised and directly addressing structural disadvantages such as poverty, not on devaluing their decisions and choices or criminalizing the contexts in which they live their lives. We believe that a policy based on human right principles that values the input and experiences of sex workers is the most likely to ensure that no one enters or stays in sex work involuntary. Amnesty International considers children involved in commercial sex acts to be victims of sexual exploitation, entitled to support, reparations, and remedies, in line with international human rights law. States must take all

appropriate measures to prevent violence and exploitation of children. The best interests of the child should, in all cases, be a primary consideration and the state should preserve the right of the child to be heard and to have his or her views given due weight in accordance with their age and maturity."

[[http://www.scribd.com/doc/202126121/Amnesty-](http://www.scribd.com/doc/202126121/Amnesty-Prostitution-Policy-document)

Prostitution-Policy-document,

<http://www.dailymail.co.uk/news/article-2545003/Amnesty-calls-legal-prostitution-Charity-says-laws-ban-people-buying-selling-sex-breach-human-rights.html>]

Con questa proposta *Amnesty International* si sta allontanando dalla difesa dei diritti umani per diventare una industria *no-profit* dei diritti umani, che antepone gli interessi dei suoi **"soci internazionali" - "quelli in prima linea per i diritti umani"** - ai diritti di quelli che sostiene aiutare - quelli che subiscono violazioni dei diritti umani, che *Amnesty International* pretende avversare.

Il co-proprietario di una catena di agenzie di *escorts* britanniche, un certo Douglas Fox

[<http://www.theguardian.com/commentisfree/2008/nov/19/prostitution-ukcrime>,

<http://slutocracy.wordpress.com/category/families-and-freedoms/report-interviews-on-the-public-prostitution-debate/>,

[\[2014/140130_HumanTraffickingetcBill\\(AmnestyInternational\\)\]\(http://www.niassembly.gov.uk/Documents/Official-Reports/Justice/2013-2014/140130_HumanTraffickingetcBill\(AmnestyInternational\).pdf\)](http://www.niassembly.gov.uk/Documents/Official-Reports/Justice/2013-</p></div><div data-bbox=)

[.pdf](http://www.iusw.org/2010/10/feminism-and-whores-by-douglas-fox/), <http://www.iusw.org/2010/10/feminism-and-whores-by-douglas-fox/>,

[http://www.niassembly.gov.uk/Documents/Official-Reports/Justice/2013-2014/140109_HumanTraffickingetcBill\(InternationalUnionofSexWorkers\).pdf](http://www.niassembly.gov.uk/Documents/Official-Reports/Justice/2013-2014/140109_HumanTraffickingetcBill(InternationalUnionofSexWorkers).pdf)], avrebbe, poi, gettato olio sul fuoco, presentandosi quale l'anima ispiratrice di questa nuova politica di *Amnesty International*.

Coincidenza?

Quello stesso 23 gennaio, il *FEMM Committee, Committee on Women's Rights and Gender Equality* [Comitato per i Diritti delle Donne e l'Eguaglianza di Genere] aveva raccomandato ai Paesi dell'Unione Europea il modello nordico in materia di prostituzione: depenalizzazione delle donne prostitute, sostegno concreto a quelle che vogliono uscire dalla prostituzione e... dissuasione e penalizzazione dei clienti prostitutori.

A credere a questi lobbisti, sarebbe **"per il bene dei lavoratori del sesso"** chiudere gli occhi sugli acquirenti di servizi sessuali, accreditare i *managers* e banalizzare i bordelli. E ciò, nonostante i bilanci disastrosi nei Paesi, dove il neo-liberismo ha fatto saltare tutte le dighe: Paesi Bassi, Germania, Nuova Zelanda e alcune aree dell'Australia e del Nevada.

Centinaia di telefonate, di fax e di lettere di protesta erano, così, affluite alla sede di Londra di *Amnesty International* [swc@amnesty.org] e ai suoi *blogs* [<http://youngfeministtaskforce.blogspot.it/2014/02/action-alert-pimps-lobbying-amnesty.html>].

Femministe e sopravvissute avevano gridato al tradimento e due petizioni, di cui una di **"sopravvissute"** alla

prostituzione, erano state immediatamente predisposte e diffuse.

"Che diavolo hanno nella testa?",

aveva dichiarato Rachel Moran, ex-prostituta irlandese, conosciuta, nel mondo anglo-sassone, per il suo libro *Paid for: My Journey Through Prostitution* [http://www.youtube.com/watch?v=xDz1zmv_rs8], riferendosi all'ONU e ad *Amnesty International*. Per Rachel Moran, che coopera con organizzazioni che combattono la prostituzione, ciò che *Amnesty International* propone è un vero inferno che porterebbe a **"legittimare il business del traffico di esseri umani"**, nel quadro del **"diritto per l'uomo di acquistare il sesso"**.

Secondo un'altra sopravvissuta, la fondatrice canadese di *SEXTRADE 101*, Natasha Falle, che ha aiutato centinaia di donne fuggite dalla prostituzione, il 95% delle prostitute vorrebbe uscirne.

A parere degli analisti, gli uomini che acquistano servizi sessuali sono veri *addicts*, che si servono della donna come di una droga.

Durante la conferenza annuale delle *Nazioni Unite* sulle donne, le sopravvissute alla tratta di esseri umani e alla prostituzione hanno parlato a una folla staripante di persone.

"Il documento",

ha dichiarato una partecipante alla manifestazione,

"è stato scritto, in parte, da un ex-magnaccia¹¹, ora attivista di Amnesty International, ed è riprovevole in quanto propone il diritto degli uomini ad acquistare sesso come diritto umano da tutelare."

"Quando [l'organico delle Nazioni Unite] avrà lavorato in un bordello allora ascolterò la sua tesi.",

ha detto un ex-donna prostituita.

Da parte sua, il quartier generale di *Amnesty International* pretendeva non aver deciso nulla e che Douglas Fox avesse, già, lasciato l'organizzazione da 5 anni [<http://www.amnesty.org.uk/douglas-fox>].

Dopo lo scandalo della buonuscita di mezzo milione di sterline, poco meno di 600mila euro, pagata dall'organizzazione all'ex-Segretaria Generale Irene Khan, alla vigilia delle sue dimissioni dal suo incarico, nel dicembre del 2009, dopo neanche 8 anni di lavoro, si mette male per *Amnesty International* [<http://www.pane-rose.it/files/index.php?c3:o25098:m2>].

¹¹ Che vi siano organizzazioni di lavoratori del sesso che annoverino, al loro interno, anche prosseneti è stato rivelato da una sopravvissuta della prostituzione, Stella Marr, ed è stato ribadito da Rachel Moran. Che non sia diffamazione si evince dalla audizione della lavoratrice del sesso Laura Lee da parte del *Committee for Justice* della *Northern Ireland Assembly*, il 9 gennaio

[<http://www.niassembly.gov.uk/Documents/Justice/minutes/DRAFT%20Committee%20for%20Justice%20Minutes%2016%20January%2014.pdf>].

Naturalmente, George Soros può compensare la perdita delle quote dei membri che strappano la loro tessera, ma che ne è della reputazione dell'organizzazione, che, mentre la prostituzione viene, sempre più, riconosciuta internazionalmente come una violenza fatta alle donne, si adopera per voler proteggere gli aggressori?

Infine, il 26 febbraio scorso, con 343 voti favorevoli, 139 contrari e 105 astensioni

[<http://www.votewatch.eu/en/sexual-exploitation-and-prostitution-and-its-impact-on-gender-equality-motion-for-resolution-vote-fe.html>], il Parlamento Europeo, riunito in sessione plenaria, a Strasburgo, ha adottato la **Risoluzione abolizionista, non vincolante, "sullo sfruttamento sessuale e sulla prostituzione e sul loro impatto sulla parità di genere" 2013/2103[INI]** [<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2014-0162+0+DOC+XML+V0//FR>],

proposta, a nome del *FEMM Committee, Committee on Women's Rights and Gender Equality* [Comitato per i Diritti delle Donne e l'Eguaglianza di Genere], dalla Eurodeputata laburista britannica Mary Honeyball, la quale ritiene che **"il modo più efficace per combattere la tratta di donne e ragazze minori a fini di sfruttamento sessuale e per rafforzare la parità di genere segua il modello attuato in Svezia, Islanda e Norvegia [il cosiddetto modello nordico], e attualmente in corso di esame in diversi Paesi europei, dove il reato è costituito dall'acquisto di servizi sessuali e non dai servizi resi da chi si prostituisce"**, e che **"considerare la prostituzione un "lavoro sessuale" legale, depenalizzare l'industria del**

Sesso in generale e rendere legale lo sfruttamento della prostituzione non sia una soluzione per proteggere donne e ragazze minori vulnerabili dalla violenza e dallo sfruttamento, ma che consegua l'effetto contrario, esponendole al pericolo di subire un livello più elevato di violenza, promuovendo al contempo i mercati della prostituzione e, di conseguenza, accrescendo il numero di donne e ragazze minori oggetto di abusi."

Di diverso avviso è l'ICRSE, *International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe* [Comitato Internazionale per i Diritti dei Lavoratori dell'Industria del Sesso in Europa], che, il 18 febbraio scorso, ha lanciato una petizione e sottoscritto, unitamente a 94 accademici e ricercatori, un documento in cui si mettono in discussione i dati relativi agli effetti della regolarizzazione e l'efficacia del modello nordico [<http://www.sexworkeurope.org/campaigns/tell-european-parliament-vote-against-criminalisation-clients/critique-report-prostitution>, <http://www.sexworkeurope.org/node/488>].

Luca Stevenson, coordinatore dell'ICSRE, ha, infatti, condannato la decisione del *FEMM Committee* di criminalizzare i clienti delle prostitute [<http://abbattoimuri.files.wordpress.com/2014/02/copia-di-icrse-response-to-letter-to-mep.pdf>].

"Il modello svedese di criminalizzazione dei clienti non solo è inefficace per ridurre la prostituzione e la tratta, ma è anche pericoloso per i lavoratori del sesso. Infatti, aumenta lo stigma, che è la maggiore causa di violenza contro di noi. È una politica fallimentare

denunciata da tutte le organizzazioni di lavoratori del sesso e da molte organizzazioni di donne, lgbt e di migranti, così come da molti organismi delle Nazioni Unite."

Il testo, proposto da Mary Honeyball, partendo dalla considerazione che **"la prostituzione e lo sfruttamento sessuale di donne e ragazze minori sono forme di violenza e in quanto tali ostacolano la parità tra donne e uomini. Praticamente tutti coloro che acquistano servizi sessuali sono uomini. Lo sfruttamento nell'industria del sesso è causa e conseguenza della disparità di genere e perpetua l'idea che i corpi di donne e ragazze minori siano in vendita.**

La prostituzione è una inequivocabile e terribile violazione della dignità umana. Considerando che la dignità umana è, espressamente, citata nella Carta dei Diritti Fondamentali, il Parlamento Europeo ha il dovere di riferire in merito alla prostituzione nell'UE e di esplorare soluzioni che consentano di rafforzare la parità di genere e i diritti umani a tale riguardo."

[<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2014-0071+0+DOC+XML+V0//IT>],

raccomanda l'adozione del cosiddetto **"modello nordico"** - perché attuato in Svezia, Islanda e Norvegia - dove il reato è costituito dall'acquisto di servizi sessuali e non dai servizi resi da chi si prostituisce. Tale modello è ritenuto, infatti, il modo più efficace per combattere la tratta di donne e minori a fini di sfruttamento sessuale.

"La relazione non è contro le donne che si prostituiscono. È contro la prostituzione, ma a favore delle donne che ne sono vittime. Raccomandando di considerare colpevole l'acquirente, ossia l'uomo che acquista servizi sessuali, anziché la prostituta, il presente testo costituisce un altro passo sul cammino che porta alla totale parità di genere nell'Unione Europea."

Nel testo si sollecitano, altresì, gli Stati Membri a recepire, quanto prima, negli ordinamenti nazionali, la **Direttiva 2011/36/UE del Parlamento Europeo e del Consiglio del 5 aprile 2011, concernente la prevenzione e la repressione della tratta di esseri umani e la protezione delle vittime** [<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2011:101:0001:0011:IT:PDF>] - che sostituisce la **Decisione Quadro del Consiglio dell'Unione Europea 2002/629/GAI del 19 luglio 2002, sulla lotta alla tratta degli esseri umani** [<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2002:203:0001:0004:IT:PDF>] e chiede una base legale europea per lottare contro tutte le forme di violenza maschile verso le donne, sotto forma di direttiva e di piano di azione europeo.

In ritardo sulla tabella di marcia, l'Italia ha provveduto, con il **Decreto Legislativo 4 marzo 2014, n. 24**

[http://www.interno.gov.it/mininterno/site/it/sezioni/servizi/legislazione/sicurezza/2014_03_17_DLGS_04032014_n24.html] - che non riproduce il contenuto dell'intera **Direttiva 2011/36/UE** - all'attuazione della stessa, che

avrebbe dovuto essere recepita, entro il 6 aprile 2013. Al Decreto Legislativo n. 24/2014 è allegata una relazione illustrativa, che chiarisce le modifiche introdotte in rapporto a diverse norme penali e, in particolare, agli articoli 600 e 601 del codice penale e all'articolo 398 del codice di procedura penale

[Relazione_III_04_2014

http://www.cortedicassazione.it/Documenti/Relazione_III_04_2014.pdf.

Con la *Risoluzione Honeyball*, che arrivava, all'indomani della ***Risoluzione del Parlamento europeo del 25 febbraio 2014, recante raccomandazioni alla Commissione sulla lotta alla violenza contro le donne [2013/2004[INL]***

[<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2014-0126+0+DOC+XML+V0//IT>], una

larga maggioranza di Eurodeputati inviava, così, un segnale molto forte ai 28 Paesi Membri dell'Unione Europea, fino a oggi divisi sulla questione.

Una occasione da non mancare per l'Italia e per l'*Unione Europea*!

La mondializzazione dell'economia capitalista, l'apertura delle frontiere, gli sconvolgimenti politici, le ineguaglianze crescenti tra i Paesi dell'Est e del Sud rispetto a quelli del Nord e dell'Ovest, la femminizzazione della povertà nei Paesi di origine, i conflitti armati, con le migrazioni di popolazione che ne derivano, e lo stazionamento di forze di mantenimento della pace, hanno permesso al mercato del sesso di esplodere e di generare profitti colossali.

In questi ultimi quaranta anni, il cambiamento più drammatico del commercio sessuale è stato la sua industrializzazione, la sua banalizzazione e la sua diffusione massiva su scala mondiale.

Questa industrializzazione, legale o illegale, frutta miliardi. Multinazionali del sesso sono divenute forze economiche quotate in borsa. Il processo di mercificazione di beni e di servizi e, più in particolare, la mercificazione dei corpi è al cuore dell'attuale accumulazione capitalista.

Il traffico in vista della prostituzione è divenuto una industria fiorente attraverso le reti fortemente strutturate del crimine organizzato. Le donne sono rapite, acquistate o attratte da offerte di impiego fittizie come ragazze alla pari o domestiche, poi, reclutate nei bordelli, nei *sex-clubs*, nei saloni di massaggio e nelle saune. Dal Bangladesh, sono inviate verso l'India, il Pakistan e i Paesi del Golfo; dalle Filippine, verso il Giappone. L'Etiopia, la Colombia, la Cina sono anch'esse Nazioni fornitrici.

L'industria del sesso negli Stati Membri dell'UE è una delle più lucrative e i Paesi che hanno riconosciuto la prostituzione come una forma di lavoro, hanno più bordelli che scuole, **"scuole di prostituzione"** non conteggiate¹².

¹² Nel 2012, la disoccupazione, in Spagna, aveva divorato 560 mila posti di lavoro e trovare un lavoro era divenuta una necessità. Con più di un quarto della popolazione disoccupata, e un terzo che viveva senza reddito, gli spagnoli erano pronti a fare qualsiasi

cosa pur di trovare un lavoro, anche corsi di prostituzione per entrambi i sessi, che garantivano una occupazione immediata. Nasceva, così, a Valencia, grazie a Brandon Morales, 25 anni, l'*Academia del Placer*, con sede nei pressi di Plaza de Toros, che forniva, per la modica cifra di 100 euro, ai partecipanti otto giorni di lezioni intensive per apprendere i segreti di quello che viene definito il **"mestiere più antico del mondo"**.

E l'iniziativa ha avuto, anche, successo!

La Spagna è conosciuta per il suo clima soleggiato, le sue magiche squadre di calcio, ma anche per le sue prostitute. Infatti, l'*UNODC, United Nations Office on Drugs and Crime [Ufficio delle Nazioni Unite per il controllo della droga e la prevenzione del crimine]*, ha stimato che, nel corso del 2012, non meno di 300mila donne si prostituivano, in Spagna. Un dato che mette i brividi, quando si considera che la popolazione spagnola totale non supera i 50 milioni. Secondo Marta Torres, la prostituzione, in Spagna, era piuttosto nazionale, fino agli anni 1980.

"Oggi più dell'80% delle donne che si prostituiscono, in Spagna, sono straniere. Sono principalmente originarie del Brasile, dell'Europa dell'Est, ma anche della Cina.",

spiegava, il 5 novembre 2013, all'*Assemblée Nationale*, in occasione di **Rencontres européennes de l'égalité: "La France, l'Europe et le système prostitutionnel"** [<http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/hcefh/actualites-128/article/le-hce-organise-les-rencontres>].

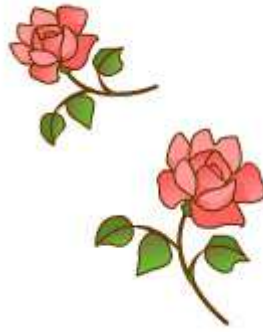
E, aggiungeva:

"La Spagna è divenuta un Paese di transito e di destinazione."

A tal punto che è il terzo più grande consumatore di prostituzione, dopo la Thailandia e il Portorico.

Il 39% degli spagnoli acquista servizi sessuali da donne prostitute. Questi uomini sono, in genere, uomini sposati e padri di famiglia.

Ma i giovani non sono da meno!



Infatti, secondo Marta Torres, se le donne prostitute sono sempre più giovani **"per rispondere alla domanda di clienti in mancanza di carne fresca"**, anche i clienti prostitutori lo sono.

La situazione in Spagna è grave, ma anche paradossale. La Spagna è, ufficialmente, abolizionista. Infatti, ha firmato e ratificato la Convenzione del 1949, il Protocollo di Palermo e la Convenzione del Consiglio d'Europa. Nel 2010, la Spagna ha anche incorporato il reato di prossenetismo nel codice penale. E, tuttavia, il *business* della prostituzione è in piena espansione. Fattura circa 18 miliardi di euro, l'anno. La ragione è semplice: acquistare o vendere servizi sessuali non è illegale nel Paese.

Il forte tasso di prostituzione, in Spagna, è dovuto alla crisi economica e alla disoccupazione, di cui il Paese soffre.

"Si trovano, di nuovo, persone spagnole sul mercato prostituzionale. Ma anche giovani, perché il tasso di disoccupazione supera il 50%. I giovani, i cui familiari sono disoccupati, si trovano obbligati a prostituirsi, come le madri di famiglia, che, non avendo entrate, finiscono per cadere nella prostituzione.",

concludeva Marta Torres.

Chi risica rosica

Roma, 14 settembre 1830 – De Pepp'er tosto

Giuseppe Gioachino Belli, Sonetti, 1830-4]

Doppo c'Adamo cominciò cco Eva

Tutte le donne se sò fatte fotte,

E tu le pijji pe ttante marmotte

d'annalle a ggiudicà cor a me pareva!

Penzi che tte se maggni e tte se bbeva?

Oh vattelo a pijja ddrento a 'na bbotte.

Te credi d'aspettà le peracotte?

Si la vôi fà bbuttà, ddajje la leva.

Porteje un ventajuccio, un spicciatore,

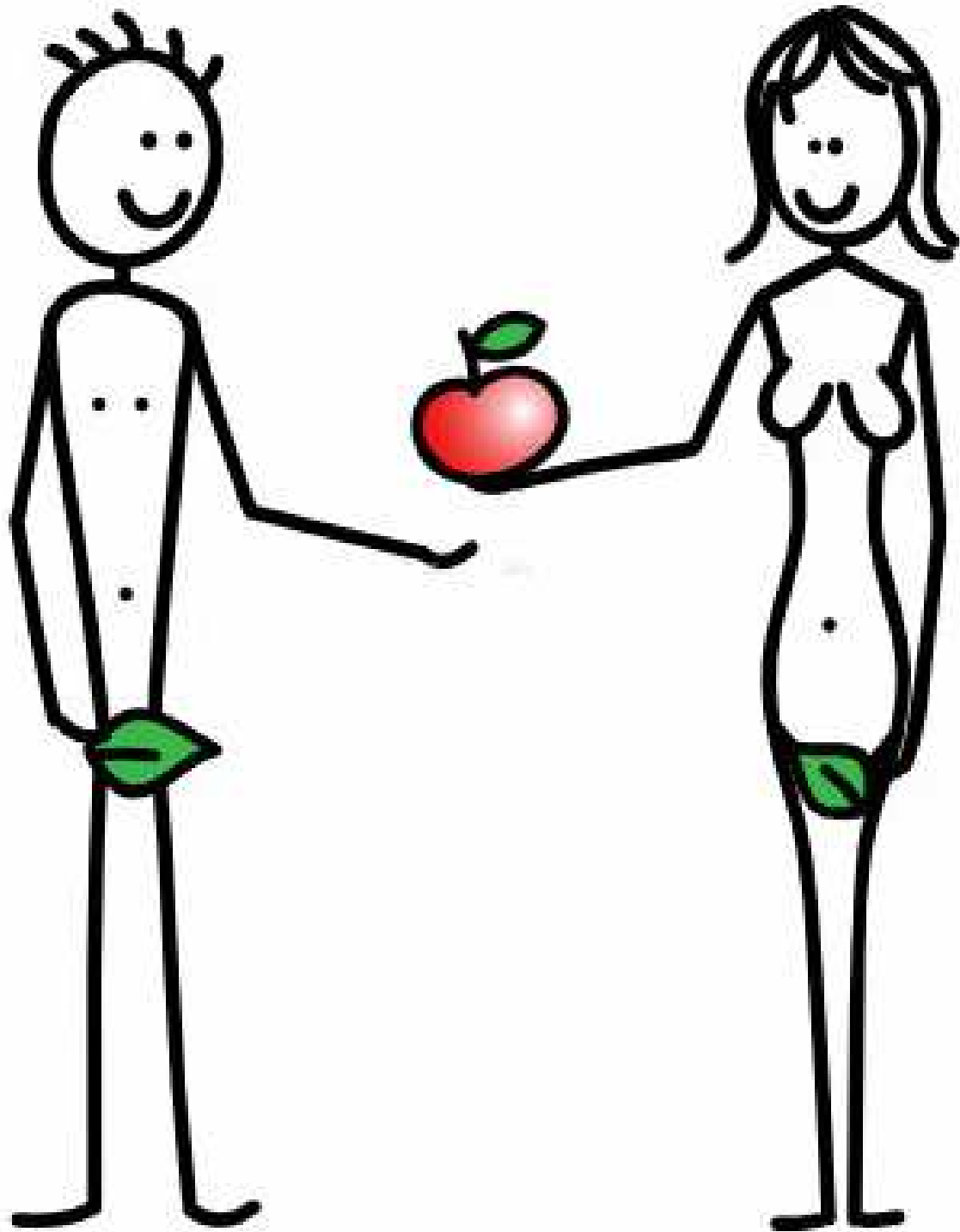
Pagheje la marenna all'ostaria,

Eppoi vedi si è ttenera de core.

Te pozzo di cche la Commare mia,

Che nun aveva mai fatto l'amore,

Pe un zinale me disse: accusi ssia.



“La guerra tra i sessi è l'unica in cui i nemici dormono, regolarmente, insieme.”

Quentin Crisp, Manners from Heaven, 1984

Introduzione



Alla sacra memoria di Olympe de Gouges

“Questa umanità che ha maturato la donna nel dolore e nell’umiliazione vedrà il giorno in cui la donna avrà fatto cadere le catene della sua condizione sociale.

Un giorno la ragazza sarà, la donna sarà, e queste parole “ragazza”, “donna”, non significheranno più soltanto il contrario del maschio, bensì qualcosa di proprio, che vale per se stessa, non un semplice complemento, ma una forma completa: la donna nella sua vera umanità.”

Rainer Maria Rilke

Ogni anno, la Giornata Internazionale della Donna si concentra su un tema particolare.

Per questo 8 marzo, le Nazioni Unite hanno scelto lo slogan:

“Pari diritti, pari opportunità: progresso per tutti.”,

Ma qual è l’origine di questa giornata?

Qual è il significato di questa giornata?

Nel 1910, a Copenaghen, in occasione della **Seconda Conferenza Internazionale delle Donne Socialiste**, che riunisce centinaia di donne, venute da 17 Paesi, la giornalista tedesca Clara Zetkin, che dirige, dal 1890,

Die Gleichheit [L'Eguaglianza], il quotidiano femminile del Partito Socialdemocratico tedesco, propone, per la prima volta, una *Giornata Internazionale della Donna*.

Lo stesso anno, in Italia, quando il *Comitato Pro-Suffragio* chiede al Partito Socialista di pronunciarsi sulla questione, Filippo Turati si esprime contro il voto alle donne, temendo che **"la pigra coscienza politica e di classe delle masse proletarie femminili"** finisca per rafforzare le forze conservatrici.

In un secolo, le donne hanno conquistato la eguaglianza giuridica e legislativa nella maggior parte dei Paesi del mondo.

Resta da conquistare la eguaglianza nei fatti!

Nella donna, che è stata programmata per essere dominata, l'intelligenza è una qualità scomoda da scoraggiare sul nascere, per non darle modo di prendere coscienza di sé. È da celebrare, al contrario, la superiorità dell'intuito femminile, perché a chi domina fa molto comodo che i propri desideri siano compresi, ancora prima di essere formulati, e soddisfatti da una creatura condizionata ad anteporre i bisogni altrui ai propri e, spesso, a scapito dei propri.

La Rivoluzione Francese segna la fine del diritto divino al centro della Vecchia Europa, nel cuore dell'*Ancien Régime*. È la rottura degli ordini sociali, la frattura delle caste dirigenti. Dietro la borghesia urgono le masse proletarie, le masse rurali, le masse femminili. Le donne si affollano nelle piazze di Parigi e premono intorno alle assemblee di tutta Europa. Il loro intervento nella vita sociale non può essere più

decisivo. È un movimento che porta scritto sulle sue insegne un unico motto: **LIBERTA'**. Tuttavia, con la sola eccezione di quel personaggio, squisitamente teatrale [non per nulla da parte di padre, era discendente del massimo tragediografo francese, Pierre Corneille], che è Marie-Anne-Charlotte Corday d'Armont, una ragazza della piccola nobiltà di provincia, molto giovane e molto bella - secondo la testimonianza di quanti la avvicinarono -, la storiografia tradizionale è, sempre, stata incline a minimizzare il ruolo delle donne nella Rivoluzione Francese, presentando le *citoyennes* quali rare e un po' folli violazioni a una regola, che limitava la loro attività alla cerchia domestica. Lo stesso Jules Michelet - il cui libro, *Les Femmes de la Révolution* [*Le Donne della Rivoluzione*], apparso nel 1854, è, tuttora, fondamentale sulle protagoniste del fatale quinquennio - non esita a definire le donne **"pericolose nella politica"** e condizionate dalla natura ad avere precluso l'accesso ai pubblici uffici.

In un suo lucido saggio, la scrittrice Françoise Giroud fa, giustamente, osservare come questo sia il punto di vista della borghesia ottocentesca, sorta dalla Rivoluzione: il mito dell'angelo del focolare. Ma, già, i Padri della Rivoluzione, alla fine del Settecento, sono dello stesso parere. Scrive, a esempio, Jean Tulard, uno dei massimi studiosi contemporanei:

"Le donne sono escluse dalla militanza, perché la Rivoluzione si afferma con un carattere nettamente antifemminista."

E questo, non solo tra i moderati del 1789, ma anche tra i più accesi estremisti della Convenzione. Paradossalmente, invece, l'*Ancien Régime* non è così ostile all'impegno pubblico delle donne. Nelle elezioni, che precedono la riunione degli Stati Generali e ne designano i rappresentanti, è riconosciuto il diritto di voto alle signore della nobiltà, che siano titolari, in proprio, di un feudo, e a quelle del Terzo Stato, che esercitino funzioni direttive in una attività di lavoro. Nel 1789, la popolazione femminile, in Francia, è di circa 14 milioni. La maggioranza è costituita da contadine. Delle altre, una su cinque lavora come domestica. Quanto alle operaie e alle artigiane, donne di città, il loro salario è, talvolta, inferiore della metà a quello degli uomini che svolgono un lavoro analogo.

Scriva Françoise Giroud:

"La maggior parte di loro non sapeva leggere. Solo trentacinque spose su cento erano in grado di firmare il contratto matrimoniale. Vi erano a Parigi trentamila prostitute; alcuni dicono sessantamila."

Nonostante simili condizioni di inferiorità e di ignoranza, le donne sono pronte a schierarsi con i movimenti progressisti. E Olympe de Gouges, nella sua protesta e rivendicazione contro i maschi della Rivoluzione, si appella, egualmente, alla Ragione della Giustizia e alla Ragione della Storia. Sicché la sua azione vale come la prima critica della Democrazia razionalista e borghese, al fianco del movimento socialista di François-Noël Babeuf.

**ACCANTO AI DIRITTI DELL'UOMO VI SONO I DIRITTI DELLA
DONNA!**



Olympe de Gouges [1748-1793]

Olympe de Gouges presente, storicamente, quell'emancipazione della donna che la rivoluzione politica e la rivoluzione economica avvieranno. Intende, vagamente, la storia della donna nel mondo e scende sul terreno della lotta concreta per la sua liberazione. Singolare figura, Olympe de Gouges!

Esaltata e un po' mitomane - si spaccia per la figlia naturale di Luigi XV e trasforma il suo cognome plebeo Gouze nel più aggraziato ed eufonico De Gouges -, autrice di drammi votati all'insuccesso e giunta alla notorietà grazie ai suoi amanti, ha, tuttavia, il merito di porre, in termini semplici e incisivi, la questione della parità femminile.

"Le donne",

dice,

"hanno ben il diritto di salire alla tribuna politica, poiché hanno quello di salire sul patibolo."

Come prevedibile, la sua fine è tragica: ha l'audacia di mettersi contro Maximilien-François-Marie-Isidore de Robespierre, attaccandolo a voce e negli scritti e definendolo **"un flagello"** per la Nazione. L'incorruttibile la fa arrestare e condannare.

"In carcere",

narra Jules Michelet,

"si ritrovò donna, debole, tremante ed ebbe paura della morte. Le dissero che le donne incinte ottenevano un rinvio della esecuzione. Sembra che abbia tentato di divenirlo."

"Un amico",

prosegue il nostro autore, dando libero sfogo alla sua vena romantica,

"le avrebbe reso, piangendo, il triste ufficio, di cui prevedeva l'inutilità [Olympe aveva quarantacinque anni, età più che matura per gli standard dell'epoca, ndr]. Le matrone e i chirurghi, consultati dal tribunale, ebbero la crudeltà di dire che, se vi era gravidanza, era troppo recente per poter essere constatata."

Così Olympe va al patibolo, il 4 novembre 1798.

Quando la ghigliottina le mozza la testa, Robespierre, senza neppure sospettarlo, segna il diritto di cittadinanza del sesso femminile nella storia: un diritto guadagnato e sofferto, che crescerà e maturerà. Quell'incorruttibile Robespierre, del quale Albert Soboul

- erede diretto di Jean Jaurès e capofila ufficiale della ortodossia universitaria francese, durante gli anni 1960-1970 - si compiace di rievocare, durante un convegno sull'Illuminismo, che si tiene a Pisa, nell'agosto del 1979, la furibonda tirata contro gli illuministi, accusati, proprio dal rivoluzionario borghese, di essere stati immorali distruttori di certezze, amici di dame spregiudicate, che erano, poi, le donne dei "salotti", dove era nata tanta parte della filosofia laica. L'accusa, che Soboul, riportandola, fa, in qualche modo sua, investe non solo le Gouges, su cui si potrebbe discutere a lungo; ma anche il grande Marie-Jean-Antoine-Nicolas de Caritat, marchese de Condorcet - meglio noto come Nicolas de Condorcet - vale a dire il momento di transito dal concetto di riforme, nel quadro dell'assolutismo, a quello di mutamento sociale del paesaggio di classe, che la Rivoluzione del 1789, tuttavia, segna.

Ora, forse, anche memore del fatto che Nicolas de Condorcet lasciò la testa sul patibolo per aver sostenuto il *droit de cité*, i diritti civili delle donne, mi viene fatto di pensare che, proprio in quel modo, mettendosi contro il pensiero avanzato e liberante del suo tempo, il rousseauiano e, quindi, antivoltairiano Robespierre dà fiato, certo senza volerlo, ai vecchi arnesi della tradizione reazionaria, che, di là a poco, usando le nuove parole della Rivoluzione, con propositi vecchi, non si limiteranno a sopprimere gli intellettuali emancipatori, quali Condorcet; ma taglieranno, senza complimenti, anche la testa dell'incauto Robespierre, per

riportare, un passo dopo l'altro, la Francia, sotto i Bourbons.

Con il sacrificio di Olympe de Gouges, le donne - la metà del cielo - si affiancano agli uomini nello stesso sforzo di liberazione.

Un saggio ha detto:

"Se volete misurare il valore di una civiltà, guardate, innanzitutto, come ha trattato le donne, le povere e le deboli."

I primi movimenti femministi, che appaiono, in Occidente, dalla fine del XIX secolo, concentrano le loro azioni nel campo del lavoro e dei diritti civili. L'industria ha bisogno di manodopera femminile, che sottopaga in rapporto alla omologa maschile.

"A pari lavoro pari salario!",

rivendicano le operaie americane ed europee, che iniziano a creare propri sindacati e a moltiplicare gli scioperi. La seconda parola d'ordine delle pioniere del secolo scorso concerne la partecipazione alla vita civica, che passa, innanzitutto, con l'ottenimento del diritto di voto.

La lotta è lunga per ottenerlo.

È, talvolta, violenta, come quella delle suffragette britanniche, che scendono in strada per tentare di strapparlo, o delle cinesi, che invadono, nel 1912, il nuovo Parlamento per reclamarlo.

Accanite, ovunque, le resistenze del mondo politico cedono, progressivamente, davanti alla determinazione dei movimenti femminili.

La parità di diritti con l'uomo, la parità salariale, l'accesso a tutte le carriere sono obiettivi sacrosanti e, almeno sulla carta, sono, già, stati offerti alle donne, nel momento in cui l'uomo lo ha giudicato conveniente. Resteranno, tuttavia, inaccessibili a gran parte di loro, finché non saranno modificate le strutture psicologiche che impediscono alle donne di desiderare fortemente di farli propri. Sono queste strutture psicologiche che portano la persona di sesso femminile a vivere, con un senso di colpa, ogni suo tentativo di inserirsi nel mondo produttivo, a sentirsi fallita come donna, se vi aderisce, e a sentirsi fallita come individuo se, diversamente, sceglie di realizzarsi come donna.

Se molto è stato fatto, soprattutto nei Paesi industrializzati, molto resta ancora da fare per le mutilazioni e la emarginazione, cui molte donne africane e asiatiche sono soggette.

"Gli uomini sono preposti alle donne, a causa della preferenza che Allah concede agli uni rispetto alle altre e perché spendono [per esse] i loro beni. Le [donne] virtuose sono le devote, che proteggono nel segreto quello che Allah ha preservato. Ammonite quelle di cui temete l'insubordinazione, lasciatele sole nei loro letti, battetele. Se poi vi obbediscono, non fate più nulla contro di loro. Allah è altissimo, grande."

Corano, Sura 4, Le Donne, versetto 34

Tali sono le parole di Dio, quali sono riferite dal suo Profeta Mohammad, che giustificano la violenza degli

uomini contro le donne. Ma non contro tutte le donne. Solo contro quelle che si ribellano o che disobbediscono. La vita delle donne, nella società araba patriarcale dei tempi del Profeta Mohammad, non è, innegabilmente, tutta cosparsa di rose e di fiori.

Vi sono anche le spine!

Una donna, a esempio, può essere venduta come un oggetto. La vedova passa in eredità al parente maschio più prossimo, come una tenda o un cammello. Può possedere beni, ma non ereditarne. E per le bambine, quando nascono in eccedenza al fabbisogno familiare, è in vigore, in certi casi, una antica barbara usanza: vengono, semplicemente, seppellite vive.

Il Corano viene a sovvertire questo stato di cose.

La legge islamica, scaturita dal libro sacro e, poi, elaborata, per secoli, da giuristi, stabilisce un effettivo miglioramento giuridico della donna rispetto all'epoca pre-islamica. *Il Corano* condanna l'uccisione delle neonate e riduce la poligamia a un massimo di quattro mogli. Afferma che la donna debba obbedienza all'uomo, ma ordina all'uomo di trattare la donna con gentilezza e con senso di giustizia. La legge, *shari'a*, dà all'uomo la facoltà del ripudio, ma offre alla donna la possibilità di difendersi da eventuali ingiustizie, invocando il divorzio, e la rende, in qualche misura, partecipe del diritto alla scelta dello sposo e al godimento della dote e di una eredità. L'uomo ha il dovere di mantenere la moglie e di soddisfare tutti i suoi leciti bisogni, ma, in compenso, ha una maggiore libertà di scelta: può sposare anche una donna cristiana

o ebrea - non una idolatra o una atea -, mentre la donna, da parte sua, può sposare solo un musulmano. Ne *Il Corano*, infine, non esistono accenni né all'*harem* né al velo: non è Allah a volere la segregazione e l'occultamento delle donne.

Questo rapido schizzo della legislazione islamica sulla donna può farci intuire facilmente una cosa: la *shari'a* presenta zone d'ombra e di ambiguità. Da un lato, difende i diritti delle donne; dall'altro, proclamando, a chiare lettere, la superiorità dell'uomo sulla donna, espone, di fatto, l'uomo alla tentazione di approfittare del suo potere per interpretare, **"a modo suo"**, le disposizioni del legislatore divino. Vediamone due esempi particolari: la segregazione e il velo. Sia prima sia dopo il Profeta Mohammad, le donne della società araba si dividono in due grandi categorie:

- la *mukhaddara*, ossia la donna libera, benestante, appartenente alla classe sociale dei dominatori;
- la *giariya*, ossia la sottomessa, la serva, la schiava.

Sia la *mukhaddara* sia la *giariya*, ai tempi del Profeta Mohammad, godono di quella che, oggi, si definirebbe **"una grande libertà di movimento"**. Ma, subito dopo la sua morte, le cose iniziano a cambiare. Le armate arabe invadono la Siria, la Persia, il Maghreb. I musulmani entrano in possesso di un numero ragguardevole di schiave e molte divengono loro concubine - *Il Corano* ammette un numero indeterminato di concubine accanto alle spose legittime -. Al tempo stesso, gli arabi si mescolano, nei

territori conquistati, con popoli che praticano usanze diverse dalle loro: i cristiani dell'Impero Bizantino, a esempio, sogliono imporre alle loro mogli, come ornamento, un prezioso velo, che copre loro il volto e che distingue le donne di elevato ceto sociale dalle serve e dalle plebee. Gli arabi fanno tesoro di quell'insegnamento ed ecco, in breve tempo, quello che accade alle donne dell'Islam: le schiave sono lasciate libere di circolare, in pubblico, senza velo, come prima e più di prima, sempre indaffarate nell'eseguire i mille ordini, che vengono loro impartiti dai padroni e dalle padrone, per far funzionare la vita domestica. Le **"donne libere"**, al contrario, proprio in virtù dei loro privilegi, iniziano a velarsi per distinguersi dalle schiave e finiscono, a poco a poco, per ritirarsi, sempre più, entro le mura di casa, scomparendo del tutto dalla vita pubblica. Per loro è allestita una sala di preghiera, tra le pareti domestiche, sicché non escono più di casa, neppure per andare alla moschea. Si avvera un paradosso: le **"donne libere"** divengono prigioniere, mentre alle schiave è concessa una ampia libertà. L'appartamento delle donne si trasforma in *harem*, ossia in territorio sacro, proibito, separato dal mondo esterno. Le finestre si coprono di grate di legno dette *mashrabiyya*, che permettono a chi è all'interno di osservare l'esterno e impediscono a chi è al di fuori di sbirciare dentro. Particolare curioso: invale l'uso di scegliere il *mu'adhdhin* tra i ciechi, perché un uomo dalla vista sana, dall'alto di un minareto, potrebbe

curiosare con lo sguardo tra i segreti delle terrazze, delle stanze e dei cortili interni delle case..

Ma tutto ciò, con la legge islamica, non ha niente a che fare!

Nell'Impero Romano, la donna non è che una **"res"**.

Nell'Antica Grecia, è **"figlia di"** o **"moglie di"**.

L'Antico e il Nuovo Testamento non sono teneri.

"Sarebbe vano",

sostiene Georges Rivoire,

"cercare un incoraggiamento qualsiasi al culto della donna, negli scritti monastici dell'Alto e Medio Evo. La donna è, in generale, marchiata come spirito del male, un essere di perdizione. È, spesso, paragonata al diavolo. Ci si domanda perfino se abbia un'anima. Il Concilio di Mâcon pone questa questione in esame."

Da quando Pandora ha aperto il vaso di tutti i mali e ha apportato la distruzione all'Umanità, gli uomini e le loro religioni continuano a designare le donne come fonte di tutti i mali, credenza che si riflette nelle diverse storie della creazione, che ci sono state trasmesse attraverso *La Bibbia* e i libri sacri. È Eva che è, immancabilmente, accusata di avere istigato Adamo a addentare il pomo della conoscenza e ad avere causato la loro caduta.

Uno dei mezzi più efficaci per controllare una società è spogliare la donna dei propri diritti e della propria libertà..

Da circa trenta anni, si assiste a una esplosione della prostituzione attraverso il mondo: donne che vengono dall'Europa dell'Est per prostituirsi sui marciapiedi

delle nostre città; studentesse che vendono il loro corpo o mettono all'asta la loro verginità per finanziarsi gli studi; ragazze che si prostituiscono ai turisti nei bars di Thailandia.

Oggi, i corpi di donne, di minori e, sempre più sovente, di uomini sono divenuti oggetto di merce, venduti su *internet*, in *peep-shows* o bordelli, a Bangkok come a Parigi o a Londra.

Una espansione allarmante, favorita dagli sconvolgimenti politici, l'apertura delle frontiere, l'impovertimento di alcuni e l'arricchimento di altri, la banalizzazione dell'immagine pornografica, l'espansione di *internet*...

Si dirà che il fenomeno è lungi dall'essere nuovo.

Certo!

Ma, complice la mondializzazione, il commercio sessuale ha raggiunto una dimensione industriale e planetaria delle più inquietanti. Oggi, la mercificazione del corpo appare come l'ultima evoluzione di una logica liberale senza limiti.

Il sesso venale è ovunque!

Che cos'è la prostituzione?

La prostituzione è l'atto di dare il proprio sesso e il proprio corpo dietro corrispettivo, di commercializzare, in modo legale o illegale, servizi e/o prodotti sessuali e di sfruttare il corpo umano, più particolarmente quello di donne e di minori, a fini lucrativi. Ma è anche un sistema che organizza lo sfruttamento e l'appropriazione del corpo di donne, uomini e minori. Questo sistema funziona a tre: la persona prostituita, il prosseneta, il cliente prostitutore.

La prostituzione è, oggi, una vera industria del sesso ampiamente mondializzata.

Il numero totale di persone prostitute nel mondo si valuta tra i 40 e i 42 milioni, vale a dire lo 0,6% della popolazione mondiale. Di queste persone l'80% è di sesso femminile, il 75% ha tra i 13 e i 25 anni e il 90% dipende da un prosseneta.

Nell'Europa Occidentale, le donne uscite dall'immigrazione sono rappresentate in maggioranza. Sarebbero da 1 a 2 milioni. Dietro questi numeri, si nasconde una larga diversità di situazioni e di percorsi: vittime di sfruttamento e di reti, madri di famiglia o studentesse, in situazione precaria, uomini, donne, bambini...

Le situazioni sono molteplici, anche se si riallacciano tutte a uno stesso fenomeno, alla stessa industria del sesso.

Nel corso degli ultimi decenni, in correlazione con l'evoluzione politica ed economica, la prostituzione si è, infatti, internazionalizzata. Oggi, è la tratta degli esseri umani che domina il mondo della prostituzione. Il fenomeno non è nuovo. Un tempo, si chiamava tratta delle bianche e la **Convenzione internazionale per la repressione della tratta degli esseri umani e dello sfruttamento della prostituzione altrui**, adottata dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, il 2 dicembre 1949, con la *Risoluzione 317 [IV]*, ed entrata in vigore il 25 luglio 1951, stabiliva chiaramente il legame esistente tra la tratta a fini della prostituzione e la prostituzione stessa:

"La prostituzione e il male che la accompagna, vale a dire la tratta degli esseri umani ai fini della prostituzione, sono incompatibili con la dignità e il valore della persona umana e mettono in pericolo il benessere dell'individuo, della famiglia e della comunità."

[\[http://www.caritasambrosiana.it/Public/userfiles/files/2178.pdf\]](http://www.caritasambrosiana.it/Public/userfiles/files/2178.pdf)

Con la comparsa delle filiere della tratta e più ancora, con lo sviluppo delle nuove tecnologie, l'immagine tradizionale della prostituzione è, profondamente, evoluta. I luoghi di prostituzione si sono moltiplicati. Accanto alla prostituzione di strada, una prostituzione nascosta si è insediata nei saloni di massaggio, nelle case chiuse [legali o illegali, secondo i Paesi], nelle agenzie matrimoniali e, soprattutto, su *internet*...

I prosseneti utilizzano, ormai, il *web*, liberamente, per scovare future prede. Donne e uomini sono, maggiormente, reclutati dai *social networks* o dai *forums*. I prosseneti li adescano, promettendo loro luminose carriere da modelle/i. Infine, una volta nelle loro grinfie, le/gli apprendiste/i prostitute/i accettano, dietro **"protezione"** di dividere, in parti eguali, i propri guadagni con i loro prosseneti.

Grazie a *internet*, niente di più facile che pubblicare un annuncio, foto nude e vendere il proprio corpo per qualche banconota, nella discrezione e nell'anonimato. Oggi, un numero crescente di donne, talvolta minori, ma anche di uomini, utilizza questo mezzo per **"arrivare a fine mese"**. In una società in cui il sesso è ostentato

ovunque [pubblicità, televisione, clips...], la prostituzione appare, sempre più sovente, una soluzione facile a una situazione difficile e molti non esitano a fare il passo, **"solo per sbarcare il lunario"**.

Quanti sono?

Si ignora!

Si inizia appena a identificarli.

Sono studentesse che fanno fatica a mantenersi agli studi, disoccupate o lavoratrici con i fine mese difficili o anche donne che hanno un impiego regolare, talvolta, anche ben remunerato...

Sono anche uomini, sempre più numerosi, che vendono il proprio corpo ad altri uomini e, da poco, anche a donne che rivendicano il loro diritto a un sesso tariffato...

Queste donne e questi uomini, che si prostituiscono, si dicono occasionali e invocano il ricorso alla prostituzione come un soccorso puntuale.

Ma l'occasione diviene, sovente, regolare!

Queste persone sono, ben presto, catturate dalla dipendenza dal danaro rapidamente guadagnato, quando non rimangono intrappolate nelle maglie delle reti, in cerca di nuovi volti sul *web*.

Accanto a queste forme di prostituzione, nascoste o pretese occasionali, emergono altre pratiche, forse, più pericolose, perché non appaiono come prostituzione, che definiremo: **"prostituzione-baratto"**.

Grazie alla crisi degli alloggi, un tipo di scambio particolare si è, infatti, imposto: appartamento contro **"servizi"**. Niente affitto, ma in cambio il proprietario di un appartamento o di un alloggio propone incontri,

week-ends di sesso, letto comune o qualche **"messa in scena eccitante"**...

Niente di illegale nell'affare: la prostituzione non è vietata, solo i siti *internet* o i giornali che pubblicano questo tipo di annunci, possono essere perseguiti per prossenetismo; ma questi siti sono, sovente, ospitati all'estero e gli annunci sono passati in modo prudente e discreto.

Si potrebbe, forse, vedere in tutto ciò solo un epifenomeno, legato al contesto economico e sociale, se questo tipo di scambio non si stesse diffondendo rapidamente, particolarmente, tra la popolazione giovane. Infatti, si constata che giovani, non sempre degli ambienti sfavoriti, sono pronti ad accettare rapporti sessuali contro beni non monetari: regalie, alloggi, droghe.

In Italia, ragazze, talvolta ancora minori, propongono, su *internet*, *stripteases* con la *webcam* in cambio di una ricarica del cellulare. Secondo l'ammontare della ricarica varia la durata dello *striptease*: 10 euro per 15 minuti, 20 euro per 20 minuti e 30 euro per 50 minuti. Altre danno accesso alle loro foto nude o a una conversazione erotica per 5 euro di carta telefonica.

La maggior parte di loro non considera queste pratiche prostituzionali, ma piuttosto un modo sbrigativo per **"togliersi da un imbarazzo"** e procurarsi, senza conseguenze, i propri *desiderata*. Queste pratiche, sempre più diffuse, mettono in luce la banalizzazione di una concezione mercenaria del sesso da parte di buona parte dei giovani. E, di fatto, la pornografia fa parte del

quotidiano di questi giovani. Questa onnipresenza ha un impatto sul loro atteggiamento di fronte al sesso e alla prostituzione...

Ma, al di là delle immagini, tutto intorno a loro - le riviste per adolescenti, particolarmente - presenta il sesso come un mezzo per ottenere **"altro"**.

Che ne è in questo contesto, della prostituzione cosiddetta **"tradizionale"**?

È così che si designa la prostituzione, supposta **"libera"**, in contrapposizione alla tratta e alle nuove forme di prostituzione. Collettivi si sono, recentemente, costituiti, sotto l'impulso di persone prostitute **"tradizionali"**, per ottenere il riconoscimento della loro attività quale mestiere e rivendicarne i diritti. Ma queste non rappresentano che una piccola minoranza.

La prostituzione, oggi, è gestita, principalmente, da reti internazionali, radicate in tutto il mondo. Queste reti criminali costituiscono un reale pericolo. **"Minano le basi democratiche della società."**,

dichiarava Pino Arlacchi, esperto di mafie, davanti alle *Nazioni Unite*. E, di fatto, lo sviluppo di questi gruppi **"al cuore dello Stato, mai contro lo Stato"**, ha un effetto destabilizzante sulle società, non solo per la natura delle loro attività, per la violenza delle loro azioni, ma anche per il loro modo di trarre partito dalle debolezze del sistema o di volgere, a proprio favore, gli ingranaggi di funzionamento delle Democrazie. È così che si potrebbero definire i due principali modi di funzionamento delle reti: la corruzione e il riciclaggio di danaro.

La corruzione, passiva o attiva, appare come la condizione indispensabile al buon funzionamento delle filiere.

Esiste a tutti i livelli: reclutamento e acquisto delle vittime, trasporto, sfruttamento, protezione del traffico, fabbricazione di carte di identità e visti...

Implica magistrati, parlamentari, componenti della polizia, agenti delle dogane e forze armate nazionali e internazionali.

È noto il ruolo svolto da alcuni elementi delle forze di mantenimento della pace dell'ONU nell'espansione dello sfruttamento sessuale delle donne in Bosnia-Erzegovina, in Kosovo, in Congo...

Ma la corruzione si infiltra, anche, nelle amministrazioni, ministeri e ambasciate, e nei settori privati, agenzie di viaggio, compagnie aeree, banche...

In breve, sono funzionari o impiegati, che vivono di un salario misero, che accettano di aiutare, attivamente e fattivamente, i criminali o di chiudere gli occhi sulle loro attività illegali in cambio di una somma di danaro che possa migliorare il loro quotidiano. La falsificazione dei documenti di viaggio o di identità costituisce l'elemento centrale del processo.

Secondo gli esperti della criminalità organizzata, il danaro uscito dalle attività criminali, è riciclato, vale a dire è **"reiniettato"** nel circuito economico per dargli una apparenza di legalità. Secondo l'IMF, *International Monetary Fund* [Fondo Monetario Internazionale], le somme riciclate, ogni anno, ammontano a 500/1000 miliardi di dollari.

Più inquietante ancora, in Europa, i gruppi del crimine organizzato utilizzano le strutture di società illecite per reinvestire i loro capitali, ciò che rende l'azione di riciclaggio difficilmente tracciabile. Così, i prosseneti utilizzano i servizi di organismi, quali la *Western Union*, per inviare il danaro della prostituzione nel loro Paese: i conti sono aperti a nome di giovani donne sfruttate, che effettuano, ogni giorno, trasferimenti di danaro in tutta legalità. Una volta riciclato, il danaro è difficile da tracciare. È **"smaltito"** in società schermo, discoteche, ristoranti, investito nell'immobiliare...

Lo smantellamento di diverse reti ha permesso di mostrare che il danaro tornava, generalmente, nell'Europa Occidentale, per essere reinvestito in società monegasche, sedi sociali del Lichtenstein, ville o commerci della Costa Brava...

Chi se ne stupirebbe?

Forte della sua capacità di approfittare delle faglie e delle debolezze dei nostri sistemi, la criminalità si sviluppa e si adatta con la più grande facilità, lasciando gli Stati totalmente impotenti, perfino indifferenti. Perché i prosseneti e i trafficanti continuano a beneficiare di una incredibile clemenza, che favorisce la loro attività.

Certo, la recente crisi economica ha fatto emergere la volontà politica di lottare contro il riciclaggio di danaro e i paradisi fiscali.

Ma questa lotta non è che agli albori e occorrerà molto tempo e molta determinazione prima di affrontare i veri

criminali. Tanto più che l'industria del sesso, nel suo insieme, legale o illegale secondo il Paese, al grado di sviluppo raggiunto, contribuisce, oggi, al reddito nazionale e alla crescita degli Stati.

Si pensi solo al numero di persone che gravitano intorno a questa industria: intorno alla produzione di *films*, di video, di riviste o di foto pornografiche, intorno agli *eros centers*, ai telefoni rosa...

Senza dimenticare tutte le professioni legate al turismo sessuale, che toccano una popolazione molto ampia: taxisti, camerieri e altri intermediari, fino alle catene alberghiere, alle compagnie di trasporti...

È una **"espansione"** che gli Stati non cercano di arginare, preferendo sviluppare politiche, che favoriscono il turismo e sfruttano la situazione attuale, piuttosto che considerare politiche di educazione e di salute. Le istanze internazionali si spingono, perfino, a incoraggiarli su questa via. Così, la *WB, World Bank* [Banca Mondiale] e l'*IMF, International Monetary Fund* [Fondo Monetario Internazionale] hanno accordato prestiti a Paesi, quali la Thailandia e le Filippine, a condizione che sviluppassero l'industria del turismo e del divertimento. Come sottolinea il sociologo canadese Richard Poulin, autore di *Prostitution, la mondialisation incarnée* [Prostituzione, la globalizzazione incarnata] esperto in materia:

"Non è, certo, a dei Disneyland che pensavano!"

Nel 1998, l'*ILO, International Labour Organisation* [Organizzazione Internazionale del Lavoro] spingeva il cinismo fino ad affermare, in un rapporto, che

l'industria del sesso, nell'Asia del Sud-Est, era un fermento di sviluppo per l'economia locale:

"Oltre alle stesse prostitute, i redditi che genera l'industria del sesso fanno vivere milioni di lavoratori".

E, spiegava:

"Nonostante il degrado e il pericolo che lo caratterizzano, il lavoro sessuale frutta più di ogni altra forma di lavoro non qualificato."

Il capitalismo prende il passo sui diritti umani!

Si può accettare?



Parte Prima

Prostituzione: la libertà di vendersi?



“Il cielo non ha collere paragonabili all'amore trasformato in odio, né l'inferno ha furie paragonabili a una donna disprezzata.”

William Congreve

La ragione stessa, per cui le persone che si prostituiscono ottengono danaro, è che il rapporto sessuale, che ha luogo nella prostituzione, è, esclusivamente, definito dai clienti prostitutori. La prostituzione è incentrata sulla sessualità degli acquirenti. I clienti prostitutori ordinano ciò che vogliono fare o ciò che vogliono si faccia loro e pagano le persone prostitute perché annientino la propria sessualità.

La forma più corrente di prostituzione è l'acquisto di donne da parte di uomini. È difficile conoscere in quale misura gli uomini acquistino anche minori, perché una parte importante della prostituzione consiste

nell'acquisto di adolescenti, che non sono, generalmente, considerate bambine, sebbene, di fatto, lo siano.

Gli uomini che acquistano uomini sono, di gran lunga, meno numerosi, ma questa forma di prostituzione viene in seconda posizione. In questo caso, è, anche, corrente che acquistino minori.

L'acquisto di uomini da parte di donne è, nettamente, meno corrente.

E, infine, la forma di prostituzione più eccezionale è l'acquisto di donne da parte di altre donne.

Ma tutte queste varianti esistono.

La *Giornata Mondiale della Donna* fornisce sempre più l'occasione di tracciare un bilancio dei progressi realizzati, di esigere dei cambiamenti e di celebrare gli atti di coraggio e di determinazione compiuti da donne comuni, che hanno svolto un ruolo straordinario nella storia del proprio Paese e della propria comunità.

Per questo 8 marzo una nuova parola d'ordine, dunque, si impone:

"Nessuna eguaglianza senza l'abolizione della prostituzione!"

Parlare di prostituzione o di omosessualità è sollevare il problema del significato del sesso nei Paesi, dove la società patriarcale ha imposto, per generazioni, un silenzio pesante sulle relazioni umane. La prostituzione trae origine da una tradizione sessuale puritana, nella quale solo contava la sessualità maschile: la moglie come la prostituta, erano tenute a essere a disposizione dell'uomo eterosessuale. La paura del giudizio morale porta all'autocensura sulla questione del sesso e

alimenta un clima di paura, di colpevolezza, di vergogna e di insoddisfazione.

La prostituzione non è una questione di sesso, ma di sfruttamento sessuale!

La legalizzazione e la depenalizzazione del sistema prostituzionale va contro gli interessi delle persone prostitute, incoraggiando la tratta mondiale, accrescendo l'industria del sesso e l'influenza del crimine organizzato.

La principale sfida degli Stati consiste, oggi, nel rifiutare di riconoscere la prostituzione come un lavoro. Se noi dichiariamo che la prostituzione è un lavoro come un altro, noi non rispettiamo la dignità delle persone prostitute, noi non facciamo che conformarci alle esigenze dell'industria del sesso. Gli Stati dovrebbero, piuttosto, proteggere le vittime della prostituzione e della tratta, difendere i loro diritti e la loro dignità. È urgente avere il coraggio e la volontà politica di agire contro questa schiavitù mondiale di esseri umani, siano adulti o minori.

È urgente denunciare, innanzitutto, ogni pratica prostituzionale per ciò che è:

NON LAVORO SESSUALE, MA SFRUTTAMENTO SESSUALE!

Dunque, non uno dei diritti della persona, ma una violazione dei diritti della persona.

Non il risultato di un consenso, ma di una "formattazione" violenta da parte dei prosseneti e del crimine organizzato.

È utile tenere ben presente questa oppressione, quando si osserva il modo in cui certi propagandisti tentano di

dare una vernice *Glamour* alla prostituzione, descrivendola come una attività sessualmente "**libera**", o anche come un diritto delle persone a fare ciò che vogliono del proprio corpo, un messaggio, ampiamente, veicolato dalle riviste, dalla televisione e da *internet*. Questi panegiristi della prostituzione ne parlano, sovente, come se riguardasse due singole persone, in un dato momento, isolate da tutto e da tutti, in breve, come se la prostituzione si verificasse nel vuoto, non fosse toccata dalle norme di genere della società e dalle strutture di potere che costituiscono questo genere. Non vedono o non vogliono vedere che la prostituzione costituisce una sessualizzazione del potere. Un potere basato sul genere, un potere basato sulla classe sociale, un potere basato sulla etnicità. Come tutte le cose, la prostituzione si iscrive in un contesto. E, a sua volta, la prostituzione tocca la società e, in particolare, la sua visione di genere.



Parte Seconda

Una Convenzione scandalosamente disattesa!



“Se tutta l’umanità meno uno fosse della stessa opinione, e solo un individuo dell’opinione contraria, l’umanità non avrebbe maggior diritto di ridurre al silenzio quell’uomo, di quanto ne avrebbe questo, se lo potesse, di ridurre al silenzio l’umanità.”

John Stuart Mill

Sessantacinque anni fa, il 2 dicembre 1949, un anno dopo la **Dichiarazione Universale dei Diritti Umani** [http://www.ohchr.org/EN/UDHR/Documents/UDHR_Translations/itn.pdf], in un clima di speranza umanista, all’indomani della Seconda Guerra Mondiale, l’Assemblea Generale delle Nazioni Unite adottava, con la Risoluzione n. 317 [IV], la **Convenzione sulla soppressione del traffico di persone e lo sfruttamento della prostituzione altrui**¹³,

¹³ Prima della creazione dell’ONU, Organizzazione delle Nazioni Unite, animata dallo spirito umanitario della moderna Democrazia, la Società delle Nazioni aveva adottato diversi strumenti contro la “tratta delle bianche”, come la prostituzione veniva chiamata,

nel XIX secolo, per distinguerla dallo schiavismo, tratta di neri, e per segnalare il lato sessista:

- l'**Accordo internazionale per la repressione del traffico delle bianche** [<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19040003/index.html>], firmato, a Parigi, il 18 maggio 1904;
- la **Convenzione internazionale per la repressione della tratta delle bianche** [<http://www.admin.ch/opc/it/classified-compilation/19100007/index.html>], conclusa, a Parigi, il 4 maggio 1910;
- la **Convenzione internazionale per la repressione della tratta delle donne e dei fanciulli**, [<http://www.admin.ch/opc/it/classified-compilation/19210044/index.html>], siglata, a Ginevra, il 30 settembre 1921, con la quale, per la prima volta, si prendeva atto del fatto che vittime della tratta potessero essere anche minori di sesso maschile. Nel definire il termine "fanciulli", estendeva le misure protettive, garantite dall'Accordo del 1904, elevando la soglia per il raggiungimento della maggiore età da 20 a 21 anni;
- la **Convenzione internazionale per la repressione del traffico delle donne adulte** [<http://www.admin.ch/opc/it/classified-compilation/19330077/index.html>], firmata l'11 ottobre 1933, che non cambiò di molto l'approccio nei confronti delle vittime, disinteressandosi della loro sorte, una volta liberate dai loro sfruttatori. Ampliò, tuttavia, il proprio ambito di applicazione includendo, tra gli obblighi a carico degli Stati contraenti, la previsione del reato di tratta transfrontaliera di donne adulte, anche nel caso in cui queste ultime fossero consenzienti, stabilendo che fosse punibile chiunque **"in order to gratify the passions of another person, has procured, enticed or led away even with**

[\[http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/TrafficInPersons.aspx\]](http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/TrafficInPersons.aspx), con l'intento di consolidare l'Accordo

del 1904 e le tre Convenzioni precedenti del 1910, 1921 e 1937. L'articolo 28, a tale proposito, stabiliva che le disposizioni della Convenzione avrebbero sostituito, infatti, nelle relazioni tra gli Stati Parti, quelle dei Trattati del 1904, del 1910, del 1921 e del 1933, i quali si sarebbero estinti nel momento in cui tutti gli Stati firmatari di quegli Accordi avessero ratificato la nuova Convenzione.

"Le disposizioni della presente Convenzione annullano o sostituiscono, nei rapporti tra le Parti, le disposizioni degli strumenti internazionali menzionati ai capoversi 1, 2, 3 e 4 del secondo paragrafo del Preambolo; ognuno di questi strumenti sarà considerato come non più in vigore quando tutte le Parti di tale atto saranno diventate Parti della presente Convenzione."

her consent, a women or girl of full age for immoral purposes to be carried out in another country".

Nel 1937, prese avvio un ulteriore tentativo da parte della *Società delle Nazioni* di assicurare una maggiore cooperazione internazionale nella lotta allo sfruttamento della prostituzione, attraverso la redazione di una bozza di Convenzione, che emendasse e integrasse le precedenti convenzioni; ma il fallimento della *Società delle Nazioni*, nell'evitare lo scoppio della Seconda Guerra Mondiale e il suo successivo scioglimento, non consentirono di aprire alla firma la cosiddetta ***Convenzione Consolidata***.



Questa Convenzione è il frutto di una lunga lotta abolizionista e femminista e si iscrive nel *corpus* degli strumenti internazionali adottati dalle *Nazioni Unite*, per lottare contro ogni forma di schiavitù e di sfruttamento degli esseri umani. Costituisce la base ideologica e umanista della nostra azione per i diritti delle donne e i diritti umani contro quella forma di violenza maschile intollerabile che è la prostituzione.

Ratificata da 82 Stati¹⁴, la Convenzione di stampo

¹⁴ La **Convenzione sulla soppressione del traffico di persone e lo sfruttamento della prostituzione altrui** veniva recepita dall'Italia, ai sensi della Legge 23 novembre 1966, n. 1173 [Gazzetta Ufficiale n. 5 del 7 gennaio 1967].

Il 20 settembre 1958, con il parere contrario di missini e monarchici, entrava in vigore la **Legge 20 febbraio 1958, n. 75 sull' "Abolizione della regolamentazione della prostituzione e lotta contro lo sfruttamento della prostituzione altrui"** - pubblicata sulla Gazzetta Ufficiale n. 55 del 4 marzo 1958 - meglio conosciuta come legge Merlin, dal nome della prima firmataria, la senatrice Lina Merlin [<http://www.altalex.com/index.php?idnot=42296>], che abrogava le disposizioni emanate dal governo Crispi, nel dicembre del 1883.

La legge, che introduceva il reato di sfruttamento della prostituzione o lenocinio ed equiparava il favoreggiamento allo sfruttamento:

"Chiunque in qualsiasi modo favorisca o sfrutti la prostituzione altrui." [art. 3, n. 8, l. 75/1958],

stabiliva la chiusura delle case di tolleranza, entro sei mesi dalla sua entrata in vigore. Venivano, così, chiuse 560 case chiuse, che ospitavano 2.700 prostitute [<http://www.youtube.com/watch?v=ouPr-H3oSMw>, <http://www.youtube.com/watch?v=-hQeNtALsoM>, <http://www.youtube.com/watch?v=xfPxCQeoDOc>].

La legge prescriveva anche la costituzione del primo corpo di polizia femminile, che, da allora in poi, si sarebbe occupato della prevenzione e della repressione dei reati contro il buon costume e della lotta alla delinquenza minorile.

Da allora numerosi sono stati i tentativi di modificare la legge. Nel 2003, un disegno di legge di Umberto Bossi e Stefania Prestigiacomo, varato dal Consiglio dei Ministri, vietava la prostituzione nelle strade, ma la ammetteva nelle case private e

al chiuso e non avrebbe ripristinato le case di tolleranza [<http://xoomer.virgilio.it/hsfvol/archivio/legislativo/DDL%20prostituzione.htm>].

Il 7 febbraio 2007, l'onorevole Franco Grillini presentava una proposta di legge sulla regolamentazione della prostituzione [http://www.camera.it/_dati/leg15/lavori/schedela/apriTelecomando.asp?codice=15PDL0026310].

Il 19 giugno 2013, la Lega Nord presentava al Senato una proposta di legge, firmata dal senatore Massimo Bitonci e sottoscritta da tutto il gruppo, per la legalizzazione e la regolamentazione della prostituzione.

"Non ha più alcun senso",

aveva spiegato il capogruppo della Lega a Palazzo Madama:

"nascondersi dietro ipocrisie e tabù. La prostituzione è un fenomeno che esiste da sempre e il 75% degli italiani è favorevole alla sua regolamentazione anche per fermare ogni sfruttamento e violenza. Anche per queste ragioni, chiederemo l'immediata calendarizzazione del testo in commissione giustizia."

"Da anni presentiamo questa proposta in Parlamento",

aveva proseguito il capogruppo leghista:

"senza mai arrivare nemmeno alla discussione del testo. Mi auguro che ormai i tempi siano maturi anche alla luce della profonda crisi economica che stiamo vivendo. Far emergere questo giro d'affari enorme significa per lo Stato e gli enti locali incassare abbastanza risorse per evitare non solo ulteriori aumenti delle tasse ma anche per abbassare una serie di imposte. Penso anche al prossimo rincaro dell'Iva, all'Imu o alla Tares."

"È tempo di abbandonare la demagogia e un certo bieco moralismo,"

aveva aggiunto Bitonci,

"non serve nascondere la testa sotto la sabbia. La nostra proposta è molto semplice e di buon senso: legalizzare la prostituzione vuol dire eliminare lo sfruttamento che ora dilaga, togliere le donne dalla strada, proteggere le minori, salvaguardare la salute

e combattere la criminalità organizzata che oggi prospera attorno allo sfruttamento." [<http://www.youtube.com/watch?v=ovZ5VS0xMLs>]

A sei mesi dalla proposta di legge per legalizzare e regolamentare la prostituzione presentata dalla Lega Nord al Senato, il centro-destra in Lombardia tornava all'attacco della Legge Merlin, proponendo un referendum per cancellarla, almeno in parte.

Il 10 dicembre, il capogruppo della Lega Nord al Pirellone, Massimiliano Romeo era intervenuto nel dibattito:

"Sull'abrogazione della Legge Merlin si va avanti senza indugi. Ho già chiesto che la nostra proposta venga calendarizzata a gennaio nella Commissione Affari Istituzionali e nel giro di un mese potrebbe arrivare al voto nell'aula del Consiglio Regionale."

Secondo Romeo:

"Bisogna uscire dall'ipocrisia. Le case chiuse esistono già; troppo comodo far finta di non vedere e continuare a rifiutarsi di regolamentare finalmente questo fenomeno, come già avviene in altri Stati europei, quali Olanda, Germania, Austria, Svizzera e Gran Bretagna. Non condivido quanto affermato dal capogruppo NCD Parolini secondo il quale l'abrogazione della Merlin non è una emergenza e che l'avvio di un referendum costerebbe troppo ai cittadini. I dati di Save the children dicono il contrario: l'Italia è il Paese europeo con il maggior numero di minori costretti a prostituirsi, e questo va impedito con nuove leggi che tolgano altresì la prostituzione dalle strade e che introducano ferrei controlli su tutto il territorio.

Inoltre sono in continuo aumento le diagnosi di infezione da HIV, con la Lombardia che con il 27,6% dei casi, detiene il triste primato nel Paese. Anche per questo la nostra proposta, che rende possibili gli accertamenti sanitari, deve essere vista in maniera positiva. Circa la questione economica è facile ribattere, agli esponenti dell'NCD, che le risorse ottenute dall'imposizione fiscale sarebbero di decine di volte superiori agli eventuali costi di un referendum."

abolizionista, afferma che **"la prostituzione e il male che la accompagna, vale a dire la tratta degli esseri umani ai fini della prostituzione, sono incompatibili con la dignità e il valore della persona umana e mettono in pericolo il benessere dell'individuo, della famiglia e della comunità"**

[<http://www.caritasambrosiana.it/Public/userfiles/files/2178.pdf>]. Tutti gli Stati, che hanno ratificato la Convenzione, debbono abrogare qualsiasi legge o regolamento e abolire qualsiasi pratica amministrativa, in base alla quale chi pratica la prostituzione deve essere iscritto in registri speciali, essere in possesso di documenti speciali e uniformarsi a condizioni eccezionali di sorveglianza o di dichiarazione. In termini generali, si può affermare che più della metà degli Stati Membri aderiscono a questo modello abolizionista; tuttavia, le cose cambiano da Paese a Paese, anche se tutti si osservano a vicenda per ravvisare quale sistema sia più efficace. Se alcuni Paesi

[http://www.regione.lombardia.leganord.org/index.php?option=com_content&view=article&id=580:10-dicembre-2013-prostituzione-romeo-avanti-senza-indugi-su-abrogazione-merlin-a-gennaio-in-commissione-regionale&catid=7&Itemid=109]

Questa volta la proposta partiva dalla maggioranza in Regione Lombardia. L'idea era quella di sfruttare l'articolo 75 della Costituzione, che prevede la possibilità di indire un referendum popolare, non solo se si raccolgano 500mila firme, ma anche se venga richiesto da cinque consigli regionali.

tollerano la prostituzione e le case chiuse, altri, al contrario, posseggono una legislazione molto repressiva. Dalla Norvegia al Portogallo, passando per la Spagna, tenteremo di esaminare le diverse leggi che inquadrano le attività dei **"lavoratori del sesso"**.

Si va dalla depenalizzazione del prossenetismo - in Olanda, le agenzie di collocamento propongono posti di prostituta/o o di accompagnatrice/accompagnatore sessuale, ma alcuni comuni possono stabilire che venga proibita la pratica della prostituzione in determinate aree -, alla penalizzazione, in Svezia, del cliente prostitutore, che, dal 1999, rischia il carcere o il pagamento di una ammenda.

Incentivare la prostituzione non rappresenta più un reato - contrariamente allo sfruttamento della prostituzione altrui, al prossenetismo verso i minori o attraverso l'uso della forza e della violenza - in Grecia, in Danimarca, in Ungheria, in Olanda, in Austria e in Germania. La Lettonia ha un approccio regolamentarista, tuttavia, la prostituzione non può essere praticata in strada e le case chiuse e le vetrine sono proibite.

Infine, il modello proibizionista, che interessa la gran parte dei Paesi dell'Europa dell'Est - Albania, Azerbaijan, Bielorussia, Bosnia-Erzegovina, Croazia, Georgia, Kazakistan, Lituania, Macedonia, Moldavia, Montenegro, Romania, Russia, Serbia, Slovenia, Ucraina - e la Finlandia. In questi Paesi, la prostituzione è proibita e chi la esercita è soggetto a sanzioni. Anche la Svezia si inserisce in questa categoria decisamente

più vasta, perché punisce i clienti prostitutori, ma non chi si prostituisce.

I tre modelli tradizionali si sgretolano, tuttavia, alla luce delle politiche, in materia di prostituzione, attuate in ogni Stato Membro. Nell'assenza, infatti, di una politica europea, impegnata contro tutte le forme di violenza maschile verso le persone prostitute, il prossenetismo si è sviluppato e i clienti prostitutori sono depenalizzati. La tratta e il turismo sessuale sono le conseguenze dirette di questa impunità, di cui beneficiano i prosseneti e i clienti prostitutori.

Si stima, oggi, che il 79% della tratta degli esseri umani concerna lo sfruttamento sessuale e che l'80% di queste vittime siano donne. Vi sarebbero, secondo l'ONU, più di 250mila persone, vittime di tratta in Europa.

Va messo in evidenza il legame tra prostituzione e tratta di esseri umani, perché è indubbio che la tolleranza europea per il sistema prostituzionale permetta e alimenti la tratta di esseri umani e il loro sfruttamento sessuale nei Paesi.

La frase chiave è quella che condanna chi **"procura, adesca o rapisce al fine di avviare alla prostituzione un'altra persona anche se consenziente"** come chi **"sfrutta la prostituzione di una persona anche se consenziente"**.

In altri termini, non è mai la vittima che va penalizzata. Questo principio di base è stato ben riconosciuto e ammesso fino dal 1993. Era fuori discussione qualificare la prostituzione come **"forzata"**, opponendola a una prostituzione immaginaria **"libera"**.

Poiché le Convenzioni, che concernono i diritti umani, non hanno meccanismi di controllo, come l'ONU ha tentato di dare attuazione alla Convenzione del 1949?

Nel 1975, veniva creato dalla *Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities* [Sottocommissione sulla Prevenzione della Discriminazione e la Protezione delle Minoranze], con la Risoluzione 11 [XXVII] del 21 agosto 1974, il *WGCFs, Working Group on Contemporary Forms of Slavery* [Gruppo di Lavoro sulle Forme Contemporanee di Schiavitù], per studiare il fenomeno della schiavitù sotto tutti i suoi aspetti, mediante una azione di monitoraggio, avvalendosi anche del contributo di *ONG, Organizzazioni Non Governative*. Non aveva potere reale, non più del *CEDAW, Committee on the Elimination of Discrimination against Women* [Comitato per l'Eliminazione della Discriminazione contro le Donne], del resto. Nondimeno la sua stessa esistenza e il suo lavoro serio tenevano vivi e il testo e lo spirito della Convenzione.

In seguito, l'articolo 6 della **Convenzione sulla eliminazione di ogni forma di discriminazione nei confronti delle donne**, adottata dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, il 18 dicembre 1979, chiaro e anche lapidario, non contiene che una frase:

"Gli Stati Parti prendono tutte le misure appropriate, comprese le disposizioni legislative, per reprimere, in ogni sua forma, il traffico delle donne e lo sfruttamento della prostituzione delle donne."

[<http://xoomer.virgilio.it/brguiz/mondial/dirittidonne.htm#CONVENZIONE>].

Infine, la **Convenzione sulla Criminalità organizzata transnazionale**, adottata a Palermo nel 2000, e il primo dei tre Protocolli di Palermo¹⁵, noto anche come il **Protocollo sulla prevenzione, soppressione e persecuzione del traffico di esseri umani, in particolar modo di donne e bambini o Protocollo UN TIP** [http://www.asgi.it/public/parser_download/save/protocollo.addizionale.tratta.it.pdf], entrato in vigore, il 25 dicembre 2003¹⁶, specifica di nuovo, nel suo **articolo 3, lettera b)** "il consenso di una vittima della tratta di persone allo sfruttamento di cui alla lettera a) del presente articolo è irrilevante nei casi in cui qualsivoglia dei mezzi usati di cui alla lettera a) è stato utilizzato".

Nel 1989, la **Convenzione sui diritti dell'infanzia e dell'adolescenza**

[http://www.unicef.it/Allegati/Convenzione_diritti_infanzia.pdf], approvata dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, il 20 novembre 1989, ratificata dall'Italia, con la **Legge 27 maggio 1991, n. 176** [http://www.asgi.it/public/parser_download/save/legge.27.maggio.1991.n.176.pdf] e depositata presso le Nazioni

¹⁵ La Convenzione e i Protocolli cadono sotto la giurisdizione dell'UNODC, *United Nations Office on Drugs and Crime* [Ufficio delle Nazioni Unite per il controllo della droga e la prevenzione del crimine].

¹⁶ L'Italia, pur essendo tra i primi Paesi firmatari, nel 2000, ha ratificato il Protocollo solo il 2 agosto 2006.

Unite, il 5 settembre 1991, - primo testo giuridico internazionale, che stabilisce i diritti delle persone con meno di 18 anni - vieta, esplicitamente, la tratta, lo sfruttamento della prostituzione dei bambini, la pornografia e tutte le forme di sfruttamento sessuale. Ciò facendo, apre, tuttavia, la strada a una distinzione tra la prostituzione degli adulti e la prostituzione dei minori. Abuso e violenza per le persone con meno di 18 anni, dopo questa età, la prostituzione può essere considerata un lavoro legittimo. Come fa rimarcare Malka Marcovich in *Le livre noir de la condition des femmes* [Il libro nero della condizione delle donne]:

"La lotta contro il turismo sessuale è limitata a quella contro la pedofilia e i 12-18 anni e le donne adulte furono, il più sovente, dimenticate".

La **Conferenza Mondiale sui Diritti Umani** [<http://www.unric.org/html/italian/humanrights/vienna.htm> 1], tenutasi, a Vienna, dal 14 al 25 giugno del 1993, condanna le violenze contro le donne. La tratta vi è citata come una forma di violenza, ma della prostituzione, non vi è alcuna menzione.

Sei mesi più tardi, l'Assemblea Generale delle Nazioni Unite adotta, senza voto, la **Dichiarazione sull'eliminazione della violenza contro le donne** [http://unipd-centrodirittiumani.it/it/strumenti_internazionali/Dichiarazione-sulleliminazione-della-violenza-contro-le-donne-1993/27], con la Risoluzione n. 48/104 del 20 dicembre 1993, che cedette, nel suo articolo 2, a ONG pro-

prostituzione, impiegando, per la prima volta, il termine **"prostituzione forzata"**:

"La violenza contro le donne dovrà comprendere, ma non limitarsi a, quanto segue:

a) La violenza fisica, sessuale e psicologica che avviene in famiglia, incluse le percosse, l'abuso sessuale delle bambine nel luogo domestico, la violenza legata alla dote, lo stupro da parte del marito, le mutilazioni genitali femminili e altre pratiche tradizionali dannose per le donne, la violenza non maritale e la violenza legata allo sfruttamento;

b) La violenza fisica, sessuale e psicologica che avviene all'interno della comunità nel suo complesso, incluso lo stupro, l'abuso sessuale, la molestia sessuale e l'intimidazione sul posto di lavoro, negli istituti educativi e altrove, il traffico delle donne e la prostituzione forzata;

c) La violenza fisica, sessuale e psicologica perpetrata o condotta dallo Stato, ovunque essa accada."

È evidente l'influenza dei potenti gruppi pro-prostituzione sulla prima Relatrice Speciale sulle violenze fatte alle donne dell'ONU, Radhika Coomaraswamy, che ignora, sistematicamente, le testimonianze e i documenti delle organizzazioni che lottano contro la prostituzione, mentre commissiona rapporti a quelle che promuovono l'industria del sesso.

Nella **Piattaforma di Azione di Pechino del 1995** [http://ww2.unime.it/donne.politica/materialedidattico/26giugno/4_PiattaformadiPechino.pdf], il paragrafo 113 della Sezione D. La violenza contro le donne definisce i

diversi tipi di violenza e il suo sottoparagrafo b] contiene, per la seconda volta, in un documento ufficiale dell'ONU, il termine di **"prostituzione forzata"**.

"L'espressione "violenza contro le donne" significa qualsiasi atto di violenza contro le donne che provoca, o potrebbe provocare, un danno fisico, sessuale o psicologico o una sofferenza alle donne, incluse le minacce di compiere tali atti, la coercizione o la privazione arbitraria della libertà, che si verificano in pubblico o in privato. Pertanto, la violenza contro le donne comprende, ma non si limita esclusivamente a:

a] violenza fisica, sessuale e psicologica esercitata nell'ambito della famiglia, incluse le percosse, l'abuso sessuale delle bambine nella famiglia, la violenza derivante da cause legate alla dote, lo stupro coniugale, la mutilazione genitale femminile e altre pratiche tradizionali che arrecano danno alle donne, la violenza extraconiugale e la violenza derivante dallo sfruttamento;

b] violenza fisica, sessuale e psicologica che si verifica nella società, inclusi lo stupro, l'abuso sessuale, la molestia sessuale, e l'intimidazione sul posto di lavoro, nelle istituzioni scolastiche e altrove, il prossenetismo e la prostituzione forzata;

c] violenza fisica, sessuale o psicologica perpetrata o tollerata dallo Stato, ovunque essa si verifichi."

Ciò comporta l'obbligo per la vittima di provare che è stata forzata!

Il paragrafo 122 di questa Piattaforma di Azione, nel far riferimento alla Convenzione del 1949, suggerisce che

debba essere **"riesaminata e rafforzata"**, e, nondimeno, ripete questa parola **"forzata"**. L'idea di **"riesaminare"** questa Convenzione è, già, di base pericolosa, anche se è seguita dalla menzione **"rafforzare"**.

"La effettiva soppressione della tratta di donne e di bambine per il mercato del sesso è un problema urgente per la comunità internazionale. L'applicazione della Convenzione del 1949 per la repressione e l'abolizione della tratta di esseri umani e dello sfruttamento della prostituzione altrui, così come gli altri relativi strumenti devono essere riesaminati e rafforzati. Lo sfruttamento delle donne nella prostituzione internazionale e i canali del traffico clandestino di donne sono divenuti vitali per il crimine internazionale organizzato. Il Relatore speciale della Commissione dei diritti umani sulla violenza contro le donne, che ha valutato questi atti come elementi aggiuntivi nella violazione dei diritti e delle libertà fondamentali delle donne e delle bambine, è invitato ad affrontare con urgenza, sulla base del suo mandato, il problema del traffico internazionale di donne finalizzato al mercato del sesso, così come i problemi relativi alla prostituzione forzata, lo stupro, l'abuso sessuale e il turismo sessuale. Le donne e le bambine che sono vittime di questo commercio internazionale corrono un crescente pericolo di ulteriore violenza, così come di gravidanze indesiderate e malattie trasmesse per contagio sessuale, inclusa la infezione di HIV/AIDS."

Da Pechino, il termine **"prostituzione forzata"** appare, sempre più sovente, nel linguaggio impiegato dall'ONU.

Ed è, a Pechino, che si manifesta l'alleanza **"non santa"** tra la Santa Sede e i Paesi islamici su diversi soggetti, sempre al fine di limitare i diritti delle donne.

Il 18 giugno 1998, a Ginevra, l'*ILO*, *International Labour Organisation* [Organizzazione Internazionale del Lavoro] adotta la **Dichiarazione sui principi e i diritti fondamentali del lavoro e suoi seguiti** [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@europe/@ro-geneva/@ilo-rome/documents/publication/wcms_151918.pdf],

un rapporto **"infarcito"** di contro-verità, che cita ingannevolmente, i rapporti inviati da Paesi, quali le Filippine, e chiede il riconoscimento economico dell'**"industria del sesso"**. Il giro di affari della prostituzione, stimato dall'*ILO*, rappresentava fino al 14% dell'insieme delle attività economiche della Thailandia, l'Indonesia, la Malesia e le Filippine.

Nel 2007, l'*ONU* sopprime il *WGCF*, *Working Group on Contemporary Forms of Slavery* [Gruppo di Lavoro sulle forme Contemporanee di Schiavitù], e mette, così, fine alla Convenzione del 1949.

Il 13 maggio 2009, l'Assemblea Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite organizza un dialogo tematico interattivo intitolato: **"Taking Collective Action to End Human Trafficking" [Agire insieme per mettere fine alla tratta degli esseri umani]**.

È uno degli eventi più mal nominati al mondo, perché ha per fine non confessato la sostituzione, perfino l'annullamento, del Protocollo addizionale detto di Palermo, annesso alla Convenzione contro la criminalità transnazionale organizzata, che mira a prevenire,

reprimere e punire la tratta delle persone, in particolare delle donne e dei minori.

È organizzato da entità talmente conosciute per essersi votate ai diritti delle donne, quali il Bahrein, la Bielorussia, l'Egitto, gli Emirati Arabi Uniti, l'Ecuador, il Nicaragua, il Qatar, la Thailandia, il Movimento dei Paesi Non Allineati e il Sudan, quale rappresentante dell'Unione Africana!

Il piano di azione previsto implica l'industria privata, gli Stati, l'ILO summenzionata, l'UNHCHR, *United Nations High Commissioner for Human Rights* [Alto Commissariato dei Diritti Umani] e l'IOM, *International Organization for Migration* [Organizzazione Internazionale per le Migrazioni], che pratica, da anni, una confusione intenzionale tra donne migranti per ragioni politico-economiche e donne trafficate.

Le conseguenze saranno gravi!

Oggi, questo commercio non cessa di crescere e frutta un minimo di 7 miliardi di dollari all'anno ai trafficanti e ai prosseneti.

In occasione del 65° anniversario della *Convenzione sulla soppressione del traffico di persone e lo sfruttamento della prostituzione altrui*, **DONNE IN DIVENIRE** chiede alle Nazioni Unite e agli Stati Membri dell'Unione Europea, di riconoscere la prostituzione come una forma grave di violenza fatta alle donne, ribadendo la loro adesione ai termini della stessa Convenzione e integrando la prostituzione nei futuri strumenti legali di cui si doteranno.

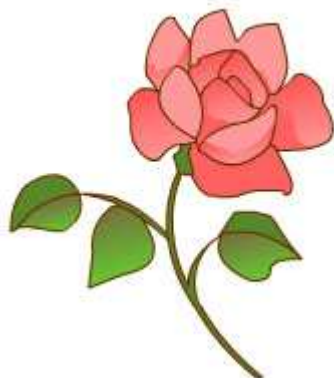
Si deve cessare di far credere all'opinione pubblica che la prostituzione è una scelta. Secondo le superstiti, che sono sfuggite alla prostituzione, più del 95% delle persone prostitute uscirebbe dalla prostituzione se avesse scelta. Ci si deve battere per preservare la dignità umana e impedire al corpo umano e al sesso di entrare nel campo del mercato. È per ciò che si deve far riconoscere, pienamente, lo *status* di vittima alle persone prostitute e far valere i loro diritti di esseri umani degni.

I clienti prostitutori e i prosseneti debbono essere puniti per ridurre il corpo delle persone prostitute e il loro sesso allo *status* di merce.



Parte Terza

Prostituzione: il più antico mestiere del mondo?



“Chiamiamo donna un bell'animale senza pelliccia, la cui pelle è molto ricercata.”

Jules Renard

Il più antico mestiere del mondo, come si usa designare e giustificare la prostituzione, permette di riaprire un dibattito altrettanto antico.

In effetti!

È un principio caro ai giuristi quello enunciato, in latino, dall'adagio **“nullum crimen nulla poena sine lege”**, che, applicato al nostro soggetto, permette di ammettere la repressione della prostituzione o del prossenetismo solo se i fatti o gli atti inerenti corrispondano, esattamente, a quelli che la legge incrimina.

La prostituzione e il prossenetismo sono, fino dall'Antichità, inestricabilmente, legati al diritto penale, incessantemente oscillante tra tolleranza e repressione. Si deve ammettere che la precisione dei

testi giuridici non possa che risentire della difficoltà legata allo studio delle relazioni, che uniscono i diversi protagonisti del sistema prostituzionale.

Si dice, sovente, che la prostituzione sia il più antico mestiere del mondo.

È proprio così?

In realtà, tutto dipende dalla definizione che diamo al termine **"prostituzione"**. Dobbiamo, dunque, innanzitutto, definirne il significato.

Concerne solo qualche centimetro quadrato del corpo contro una somma relativamente importante?

La parola **"prostituzione"** deriva dal verbo latino **prostituere [pro, "davanti", e statuere, "porre"]**, e indica la situazione della persona - in genere, schiava - che **"non si prostituisce"**, ma che, come una merce qualsiasi, viene **"posta [in vendita] davanti"** alla bottega del suo padrone. Questa origine richiama, quindi, la condizione, storicamente, più abituale della prostituta, la quale non esercita, autonomamente, la sua professione, ma vi è, in qualche modo, indotta da soggetti, che ne sfruttano il **"lavoro"**, traendone un proprio profitto, i **"prosseneti"**.

Gli esseri umani scambiano danaro e beni per favori sessuali, da migliaia di anni, e sembra proprio, in effetti, che ogni società, capace di generare ricchezza materiale, non tardi a generare anche la prostituzione.

Ne *La Bibbia*, molti ebrei dispongono di un considerevole numero di concubine, che possono essere considerate prostitute o mogli di stato inferiore.

Secondo il *Primo Libro dei Re* [11, 1-3]:

" 1 Il re Salomone, oltre alla figlia del faraone, amò molte donne straniere: delle Moabite, delle Ammonite, delle Idumee, delle Sidonie, delle Ittite, 2 donne appartenenti ai popoli dei quali il Signore aveva detto ai figli d'Israele: "Non andate da loro e non vengano essi da voi, poiché essi certo pervertirebbero il vostro cuore per farvi seguire i loro dei." A tali donne si unì Salomone nei suoi amori. 3 Ed ebbe settecento principesse per mogli e trecento concubine; e le sue mogli gli pervertirono il cuore. 4 Al tempo della vecchiaia di Salomone, le sue mogli gli fecero volgere il cuore verso altri dei; e il suo cuore non appartenne interamente al Signore suo Dio, come il cuore di Davide suo padre. 5 Salomone seguì Astarte, divinità dei Sidoni, e Milcom, l'abominevole divinità degli Ammoniti. 6 Così Salomone fece ciò che è male agli occhi del Signore e non seguì pienamente il Signore, come aveva fatto Davide suo padre. 7 Fu allora che Salomone costruì, sul monte che sta di fronte a Gerusalemme, un alto luogo per Chemos, l'abominevole divinità di Moab, e per Moloc, l'abominevole divinità dei figli di Ammon. 8 Fece così per tutte le sue donne straniere, le quali offrivano profumi e sacrifici ai loro dei."

Nelle case chiuse dell'Antica Roma, era, apparentemente, possibile scambiare un tipo di gettone per un favore sessuale specifico. Di contro, l'immagine popolare delle prostitute - in quanto comunità emarginata, che percorre le strade - non data, forse, che dall'era vittoriana, epoca in cui i responsabili della salute pubblica imputavano loro la propagazione delle malattie veneree.

È Rudyard Kipling, lo scrittore inglese e Premio Nobel per la Letteratura, nel 1907, a usare, per primo, l'espressione **"più antico mestiere del mondo"**, in un suo racconto del 1888, *On the City Wall* [Sul Muro della Città], che narra la storia di una prostituta e si apre al lettore con queste parole:

"Lalun is a member of the most ancient profession in the world."

FALSO!

La prostituzione non esisteva nelle società a struttura matrilineare, nelle quali nessun essere umano era asservito. È con il Patriarcato che appare ed è il Patriarcato che la erigerà a sistema **"acquirente/prosseneta [mafia o Stato]/prostituta"**.

Miseria psicologica, economica, abbandono familiare, isolamento, disperazione, debolezza e, beninteso, prossenetismo e violenza, sono tante buone ragioni per fare commercio del proprio corpo e, sovente, in condizioni particolarmente degradanti.

Studi recenti provano che alcuni tipi di animali cedono loro stessi a una forma di prostituzione. Si è constatato, a esempio, che gli scimpanzè femmine della Costa d'Avorio scambiano favori sessuali contro cibo. Nel quadro di un esperimento, si è insegnato ad alcune scimmie a utilizzare dei piccoli dischi argentati come moneta e a potersene servire per ottenere dell'uva. E, molto rapidamente, si sono messe a scambiare questi dischi in cambio di favori sessuali.

Fiona Hunter, ricercatrice dell'Università di Cambridge, ha osservato lo stesso fenomeno tra i pinguini femmine

dell'Antartico: sesso in cambio di pietre e sassi. Va precisato che i pinguini della Terra Adelia hanno bisogno di pietre per costruire i loro nidi. Alcune femmine osservate - che avevano, già, un *partner* - si allontanavano, di tanto in tanto, per avere un rapporto sessuale con un maschio *single*, prima di prendergli uno dei suoi sassi. Queste femmine non erano, forse, unicamente motivate dalla raccolta delle pietre, ma Fiona Hunter sottolinea che le pietre **"sono una moneta di scambio preziosa tra i pinguini"** e che, a questo titolo, le proteggono gelosamente. Alcuni pinguini hanno ripetuto questo tipo di scambio a più riprese. Tuttavia, secondo Fiona Hunter, **"il fenomeno non tocca probabilmente che una debolissima percentuale della loro popolazione"**.



Parte Quarta

Libertà dalla prostituzione!



“Non si nasce donna: lo si diventa.”

Simone de Beauvoir

Il commercio del sesso non ha niente di nuovo. Si inserisce in una lunga storia di diverse forme di violenza e di sfruttamento sessuale, soprattutto, verso le donne e i minori.

Ma si è evoluto!

In un mondo industrializzato, il commercio del sesso è divenuto una delle industrie più fiorenti e lucrative al mondo, che genera miliardi, in parte legale, ma, sovente, gestita da organizzazioni criminali. Comprende la prostituzione di strada, i bordelli, i saloni di massaggio, i *clubs* di *strip-tease*, la tratta di persone a fini sessuali, le linee telefoniche erotiche, la pornografia, l'acquisto di mogli per corrispondenza e il turismo sessuale, solo per citarne alcuni degli esempi più correnti.

Il problema della prostituzione, come problema particolare dell'emancipazione femminile, costituisce la testimonianza più drammatica e inesorabile del posto paradossalmente anomalo della donna nella società umana. La persistenza della prostituzione, nella società moderna, è la sfida della legge della foresta alla civiltà del diritto, è il segno della insufficienza dello Stato dinanzi ai suoi doveri morali, ma è anche la confessione vivente dell'inferiorità dell'ordine tradizionale dei rapporti sessuali dinanzi ai conclamati diritti della persona.

Questo estremo sfruttamento della donna fiorisce sul generale sfruttamento delle donne nella famiglia e nella società, tramandatosi dall'età patriarcale all'età capitalistica. Prostituzione e soggezione femminile sono, intimamente connesse. Come, in ogni fenomeno di sfruttamento, una parte della classe sfruttata ne costituisce l'estremo fondo, così la prostituzione è l'estremo fondo della soggezione femminile. In una società, in cui le donne non sono che una massa strumentale, l'estrema degradazione della tratta è altrettanto logica nella società patriarcale, nella feudale e nella mercantile. Infatti, la prima osservazione sociologica intorno al fenomeno mette in luce che la prostituzione raccoglie le sue reclute, quasi sempre, tra le donne più bisognose e meno abbienti. E anche questo è un aspetto della lotta dell'uomo - in questo caso della donna - per l'affrancamento dalla schiavitù, in cui versa. Per questo la lotta contro la prostituzione è stata impostata seriamente soltanto sotto

la bandiera del Socialismo, attraverso una mediata solidarietà delle classi oppresse con gli strati più profondamente umiliati e offesi delle masse femminili.

E non avrebbe potuto essere diversamente!

La Chiesa su questo punto aveva fallito, giungendo, perfino, ad avallarla, regolarla e tollerarla nelle monarchie cattoliche e nello stesso Stato Pontificio.

Al liberalismo come sistema oligarchico della classe dominante, il problema della prostituzione doveva sfuggire attraverso giustificazioni pseudo-scientifiche che, in realtà, tradivano un profondo scetticismo e opportunismo. La prostituzione permane nella società liberale-democratica, perché due sono le forme della degradante soggezione femminile: quella legittimata dal diritto comune - immediatamente impugnata dalle prime élites femministe, di origine nettamente borghese - e quella tollerata, attraverso una legge speciale e illiberale impugnata dall'abolizione. In fondo per la comune coscienza liberale e democratica non vi è che differenza tecnica nei due gradi dell'unica schiavitù della donna. L'istinto di classe e l'istinto maschile formano un unico blocco conservatore, che impedisce una lotta radicale per l'emancipazione delle donne più oppresse e sfruttate. Su questo punto si forma una specie di deviazione oligarchica degli strati superiori femminili che lottano per il divorzio o per il suffragio. L'interesse e il sentimento impedisce di cogliere lo stretto nesso storico e sociale che lega le varie forme di schiavitù della donna nella società capitalistica.



Josephine Butler [1828-1906]

Il conservatorismo della maggior parte delle classi dirigenti è, appena, incrinato dalla tradizione della riforma religiosa, che, saldamente radicata sull'etica delle opere, riesce a imporre al sistema capitalistico il problema della prostituzione. È ancora soltanto un cuneo nel terreno dell'avversario; ma l'iniziativa assume un grande significato. Come William Wilberforce, il 25 marzo 1807, era riuscito a imporre la battaglia per l'abolizione della schiavitù nel mondo anglosassone, così Josephine Butler, dà l'avvio, in Inghilterra, alla lotta contro la prostituzione regolamentata dallo Stato. Il primo gennaio del 1870, pubblica un manifesto firmato da 250 donne *Ladies National Association for the Repeal of the Contagious Diseases Acts*, sul quotidiano londinese, *Daily News*, al fine di denunciare le leggi britanniche degli anni 1866-1869 sulle malattie veneree e la prostituzione,

che obbligano ogni donna sospettata di prostituzione a un controllo medico. Riuscì, poi, a estenderla, attraverso la *International Abolitionist Federation* [Federazione Abolizionista Internazionale], fondata nel 1875, in tutto il mondo.

La Convenzione del 1949 è il primo strumento internazionale a occuparsi di tratta, in termini neutri, rispetto al genere e a riferirsi alla tratta e alla prostituzione non solo a livello internazionale, ma anche all'interno dei singoli Stati, riconoscendo, per la prima volta, che lo sfruttamento della prostituzione non possa più considerarsi come un problema inerente alla giurisdizione interna dei singoli Stati, ma abbia bisogno di una risposta coordinata.

Il problema della prostituzione, specchio evidente delle contraddizioni della Democrazia capitalista, ha radici profonde e tenaci. Le Convenzioni internazionali come, del resto, il diritto interno, hanno scarsa efficacia.

Perché?

Perché, direttamente o indirettamente, il regime borghese è legato anche ad ambienti e a gruppi che vivono sulla tratta delle bianche e sulla regolamentazione della prostituzione. Soltanto una profonda rivoluzione sociale e ideologica potrà, dunque, risolvere un così intricato problema.

Le interpretazioni naturalistico-morali, che sono state architettate, tradiscono una fondamentale carenza di volontà. Senza la soluzione del problema di fondo, del problema sociale, che condiziona il problema generale e complessivo dell'emancipazione della donna e il nesso

economico particolarissimo della prostituzione e della tratta, la causa dell'abolizionismo sarà destinata a un rinnovato fallimento. È, infatti, evidente l'insufficienza della scuola abolizionista. In fondo, Josephine Butler si limitava alla difesa della libertà personale della donna, partendo lancia in resta contro ogni medievalistico intervento dello Stato e della polizia, che offendesse i naturali diritti di libertà delle prostitute. E, del resto, Cesare Lombroso, nel suo positivismo conservatore, riconosceva nella prostituzione la manifestazione inevitabile di fattori biologici inalterabili. Così, da un lato, si restauravano le apparenze giuridiche dell'ordine, laddove rimanevano in piedi e continuavano a operare le forze del più profondo disordine sociale; dall'altro, si offriva un pretesto pseudo-scientifico alla conservazione dello *status quo* o, per lo meno, al limite formale dell'azione abolizionista. In realtà, ambiente e prostituzione sono tutt'uno - come dimostra il fatto che, nei Paesi in più floride condizioni economiche, quando le ricchezze vi sono, democraticamente, distribuite, la prostituzione è pressoché inesistente - e soltanto l'analisi e l'azione marxista hanno in sé la capacità di tagliare e risolverne il nodo sociale.

Tuttavia, il movimento di riforma umanitaria, che lentamente, ma, progressivamente, ha ricacciato indietro la schiavitù, ha accerchiato la prostituzione, ha isolato il capitalismo come sistema di sfruttamento, con la sua ricchezza di motivi, nel suo fondamentale spirito laico,

nella sua tensione democratica, ha, ormai, pervaso tutta la società.

La liberazione dalla prostituzione sarà, quindi, agevolata da mille riforme, da mille interventi tecnici. L'assistenza alla gioventù e alla maternità, la lotta per la salute pubblica, l'educazione sessuale più aperta e coraggiosa dovranno accompagnare la lotta a fondo contro i cartelli nazionali e internazionali che organizzano la tratta: il problema dell'urbanesimo, il rapporto città-campagna, il problema del lavoro, questi grandi problemi d'insieme che si assommano nella lotta contro la frattura di classe, costituiscono, infatti, il fondo della prostituzione, di questa forma particolare di alienazione della personalità umana.

Oggi, la protesta e la lotta in questo senso non possono non apparire e non essere contraddittorie ed equivoche, come, del resto, la stessa lotta contro il capitalismo. Di chi è impigliato nella vita e nel sistema stesso del capitalismo; e il domani si configura nelle esigenze morali e nella prassi quotidiana torbidamente, incertamente. Rimane, tuttavia, il fatto di questa grande speranza, di questo grande ideale, di questo coraggioso realismo. Rimane l'esigenza di risolvere i mille problemi individuali di ordine familiare e sessuale, l'esigenza di instaurare un nuovo rapporto, socialmente adeguato alle condizioni della mutata vita moderna, tra uomo e donna.

Ormai inizia ad apparire, chiaramente, che non vi sarà pace per l'uomo e per la donna, nella moderna società, se il fenomeno della prostituzione inciderà ancora su tutti i loro rapporti, guastandone l'armonia, così come il

senso del peccato pesava sulla religiosità di altri tempi.

Al Socialismo, dunque, spetta di risolvere questo caso di coscienza collettivo; spetta il grande compito di spazzare la strada dell'umanità da questo grande sottinteso ostacolo che divide uomo e donna in tutta la estensione della società, giustificando, forse, quel complesso di colpevolezza che si esprime ancora nel mito, nella superstizione, nel pregiudizio sessuale.

L'antinomia è sempre la stessa. Il razionalismo ha cacciato dalla mente dell'uomo moderno l'antica fede nel mito. Ma l'uomo è rimasto inferiore a questa conquistata nuova razionalità; e il suo problema morale consiste tutto, drammatico ed equivoco, nel tentare l'edificazione della nuova società: perché la vecchia, con le sue espressioni religiose, non è più sentita degna.

Ecco la grande partita che si trascina dietro l'Umanesimo socialista: il problema della prostituzione che Fëdor Michajlovič Dostoevskij ha, tragicamente, rivelato alla nostra coscienza, costituisce, appunto, il momento più arduo della rivoluzione femminile, la prova più aspra per la validità dell'autonomia della morale moderna.



Parte Quinta

10 ragioni per dire NO

alla legalizzazione della prostituzione



“Le donne spaventano gli uomini per la passione, per la vitalità con cui vivono l'amore e i sentimenti e, soprattutto, perché non sono interessate al potere, mentre gli uomini lo sono e la sete di potere, in qualche modo, sottrae energie e, quindi, impedisce di vivere l'amore in un modo così assoluto. È questo che genera la paura nei confronti delle donne ed è per questo che tentano, continuamente, di sottometterle.”

Elette Abécassis

Uno dei più grandi scandali legislativi dopo la tratta dei neri e la schiavitù è:

LA PROSTITUZIONE SANZIONATA DALLO STATO!

Allorché gli Stati considerano di regolamentare e depenalizzare l'industria del sesso, tenteremo, con questo documento, di illustrare gli effetti della legittimazione della prostituzione in quanto **“lavoro”**, che, lungi dal dare più autonomia alle persone

prostituite, rafforza, al contrario, l'industria del sesso. Analizzeremo, particolarmente, come la prostituzione legalizzata o regolamentata nei Paesi Bassi, in Germania, in Australia e in Nevada aggravi la criminalità e metta in pericolo la vita delle persone prostitute.

Constateremo che la politica di prevenzione nei confronti della domanda di servizi sessuali, adottata dalla Svezia, dalla Norvegia, dall'Islanda e da altri Paesi - tra i quali la Francia - ha arrestato lo sviluppo della tratta. Una tale politica ha fornito alle persone prostitute i mezzi per uscirne e dissuaso un numero crescente di clienti prostitutori dal praticare e dall'avallare questo stupro tariffato delle donne.



- I. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione è un dono fatto ai prosseneti, ai trafficanti e all'industria del sesso.
- II. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione e dell'industria del sesso incoraggia la tratta per lo sfruttamento sessuale.
- III. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non permette di controllare l'industria del sesso, la estende.
- IV. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione aumenta la prostituzione clandestina, sotterranea, illegale e quella sulla via pubblica.

- V. La legalizzazione della prostituzione e la depenalizzazione dell'industria del sesso accresce la prostituzione dei minori.
- VI. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non protegge le donne prostitute.
- VII. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione accresce la domanda di prostituzione. Ciò motiva gli uomini ad acquistare donne per servizi sessuali in un modo più ampio e più permissivo del quadro sociale accettabile.
- VIII. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non favorisce il buono stato di salute delle donne.

- IX. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non aumenta le possibilità di scelta delle donne.

- X. Le donne prostitute non vogliono la legalizzazione o la depenalizzazione dell'industria del sesso.

1. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione è un dono fatto ai prosseneti, ai trafficanti e all'industria del sesso.



“Essere donna è così affascinante. È un'avventura che richiede un tale coraggio, una sfida, che non finisce mai.”

Oriana Fallaci

Che cosa significa legalizzare la prostituzione o depenalizzare l'industria del sesso?

Nei Paesi Bassi e in Germania, equivale a dire approvare tutti gli aspetti dell'industria del sesso: le persone prostitute, i clienti prostitutori e i prosseneti che, nel sistema regolamentarista, divengono uomini di affari e legittimi imprenditori del sesso.

La legalizzazione/depenalizzazione dell'industria del sesso trasforma, egualmente, le case chiuse, i *sex-clubs*, i saloni di massaggio e altri luoghi, dove si esercita la prostituzione, in luoghi di incontro legali, nei quali il commercio del sesso può fiorire in tutta legittimità, senza imbarazzo alcuno.

Noi cittadini pensiamo che, chiedendo la legalizzazione e la depenalizzazione della prostituzione, si dia alle persone prostitute uno **"status rispettabile e professionale"**. Ma, fare della prostituzione un **"lavoro rispettabile"** non rende le persone prostitute **"più rispettabili"**, legittima, molto semplicemente, l'industria del sesso.

Noi cittadini dobbiamo renderci conto che la depenalizzazione comporta, a esempio, la depenalizzazione dell'insieme dell'industria del sesso e non unicamente la depenalizzazione delle persone prostitute.

Di più, noi cittadini non riflettiamo sulle conseguenze della legalizzazione dei prosseneti, in quanto imprenditori del sesso o uomini di affari, o ancora che i clienti prostitutori, che acquistano servizi sessuali, siano riconosciuti legittimi consumatori di sesso.

Nessun essere umano dovrebbe essere condannato per il proprio sfruttamento. Ma gli Stati non dovrebbero, mai, depenalizzare i prosseneti e i clienti prostitutori.



II. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione e dell'industria del sesso incoraggia la tratta per lo sfruttamento sessuale.



“La perfetta Gentildonna, ripeto, può anche fare la sposa e la spesa, la mamma e la mammona, la casalinga e la carlinga per tutta la vita: basta che non scambi un intestino con il destino e la sfiga con una missione. Se è costretta, per le più svariate ragioni, a stare quasi sempre in casa, si affacci più che può almeno al davanzale e, se sente un fischio, non pensi automaticamente alla pentola a pressione. A buona intenditrice poche parole.”

Aldo Busi

La legalizzazione o la depenalizzazione della industria del sesso costituisce la ragione essenziale della tratta.

Una delle argomentazioni addotte per legalizzare la prostituzione, è che la legalizzazione permetterebbe di mettere fine allo sfruttamento di persone immigrate, vittime della tratta.

Il Governo olandese si vantava di essere il campione della lotta contro la tratta di esseri umani, attraverso

le sue politiche e i suoi programmi, ma, ha, unicamente, soppresso tutti gli ostacoli legali al prossenetismo, all'acquisto di servizi sessuali e all'apertura di case chiuse. Nel 2000, il Ministero della Giustizia olandese si era battuto per una quota legale di **"lavoratrici del sesso"** straniere, perché il mercato olandese della prostituzione reclamava una varietà di corpi. Lo stesso anno, il Governo olandese otteneva una sentenza della *Corte di Giustizia delle Comunità Europee* [http://www.google.it/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=10&ved=0CHQQFjAJ&url=http%3A%2F%2Fhome.lu.lv%2F~erika%2FES%2520tiesibas%2F268_99%2520Jeny.doc&ei=wWYwU6CgEeme0QX_2oCYCg&usg=AFQjCNGzCX-_8gahuUbIZXQs7Uj113avbw&bvm=bv.62922401,d.Yms], che riconosceva la prostituzione come una attività economica e permetteva, di conseguenza, alle donne originarie dell'*Unione Europea* o dei Paesi dell'ex-blocco sovietico, di ottenere un permesso di lavoro in quanto lavoratrici del sesso per l'industria del sesso, nei Paesi Bassi, a condizione che provassero la loro indipendenza. Alcune *ONG, Organizzazioni Non Governative*, olandesi avevano denunciato che i trafficanti, profittando di questa decisione, avviavano donne straniere nell'industria della prostituzione olandese, giacché era, praticamente, impossibile, per donne con scarse risorse, affrontare i costi del viaggio, munirsi di documenti ufficiali e avviare il proprio **"business"**, senza un aiuto esterno. Dal primo gennaio del 2002, la prostituzione è stata, pienamente, riconosciuta una attività legale in Germania,

dopo essere stata autorizzata, per anni, in *eros-centers* o in zone di tolleranza.

Ma dal 1993, dopo che i primi passi verso la regolamentazione erano stati avviati, gli stessi sostenitori della prostituzione avevano dovuto riconoscere che il 75% delle donne, che lavoravano nell'industria della prostituzione tedesca, proveniva dall'Uruguay, dall'Argentina, dal Paraguay e da altri Stati dell'America del Sud.

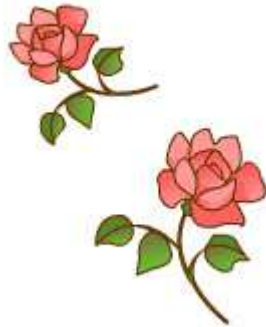
Con la caduta del muro di Berlino, poi, i proprietari di case chiuse avevano segnalato che 9 donne su 10 provenivano dall'Europa dell'Est e da altri Paesi ex-sovietici.

Tenuto conto della grande percentuale di donne straniere, che sono nell'industria della prostituzione tedesca - più dell'85%, secondo le stime di alcune ONG -, è indubbio che abbiano beneficiato di un aiuto per entrare in Germania.

Il legame tra la legalizzazione della prostituzione e il traffico degli esseri umani, in Australia, era, già, emerso, in un rapporto del 1999, ***U.S State Department's 1999 Country Report on Human Rights [http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/1999/]***, pubblicato dal *Bureau of Democracy, Human Rights and Labor Affairs, DRL*, [Ufficio per la Democrazia, i Diritti Umani e il Lavoro] degli Stati Uniti.

Nel rapporto sull'Australia, si nota che, nello Stato di Victoria, che ha regolamentato la prostituzione, negli anni 1980, ***"il traffico di donne dall'Asia Orientale per il commercio illegale del sesso è un problema crescente"***,

in quanto le leggi permissive, che comprendevano la legalizzazione della prostituzione, in alcune parti del Paese, rendevano difficile l'attuazione della lotta contro la tratta.



III. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non permette di controllare l'industria del sesso, la estende.



“Chiamiamo donna un bell'animale senza pelliccia, la cui pelle è molto ricercata.”

Jules Renard

La legalizzazione e la depenalizzazione non regolano l'espansione dell'industria del sesso e non permettono il suo controllo, perché la prostituzione è trasformata in **“lavoro sessuale”**, i prosseneti in imprenditori e la tratta di esseri umani in **“migrazione volontaria per lavoro sessuale”**.

Nei Paesi Bassi, a ogni ora del giorno e della notte, donne di tutte le età e di tutte le etnie sono esposte, in tenuta molto succinta, dietro le tristemente celebri vetrine dei bordelli e dei *sex-clubs*, pronte a essere acquistate per il consumo maschile. L'80% di loro è di nazionalità straniera, in gran parte proveniente dall'Europa dell'Est, non parla né olandese né inglese e, secondo ogni verosimiglianza, è vittima della tratta.

La legalizzazione della prostituzione nello Stato di Victoria, in Australia, ha portato a una espansione

massiva dell'industria del sesso. Anche altre forme di sfruttamento sessuale, quali il ballo sui tavoli, i centri sadomasochisti, i *peep-shows*, i servizi di telefono rosa e la pornografia, si sono tutte sviluppate in modo più lucrativo di prima. La prostituzione è divenuta una attività accettata, nello Stato di Victoria, che accompagna la crescita del turismo e l'espansione dei casinò, di cui alcuni, in parte, finanziati dal Governo, autorizzano l'utilizzo di gettoni e di premi guadagnati alla *roulette* nei vicini bordelli.

Nel 1999, il giornale di Zurigo, *Blick*, aveva indicato la Svizzera¹⁷ quale Paese con la più alta densità di case

¹⁷ La Svizzera non è membro dell'Unione Europea, ma fa parte dell'area Schengen esterna a quest'ultima, dove i cittadini dell'Unione possono circolare liberamente come se fossero in un Paese Membro della stessa associazione europea.

In Svizzera, la prostituzione è legale dal 1942. Il suo esercizio è considerato una forma di attività economica indipendente e i proventi sono soggetti a imposizione fiscale. Bisogna, tuttavia, avere le carte in regola, dai permessi di lavoro a quelli di soggiorno, e annunciare la propria professione alle autorità cantonali.

La Svizzera ha, anche, firmato un accordo con l'Unione Europea che permette agli stranieri di ottenere un permesso di lavoro una volta dichiarata la propria intenzione di esercitare la prostituzione.

Fino allo scorso anno, la Svizzera era tra i pochi Paesi al mondo a fissare a 16 anni l'età minima legale per esercitare la prostituzione, ma, nel 2010, il Governo ha firmato la **Convenzione del Consiglio d'Europa sulla protezione dei minori dallo sfruttamento e dagli abusi sessuali**

chiuse in Europa. I residenti si sentono invasi dai luoghi di prostituzione e si confrontano con gli sconfinamenti ricorrenti nelle zone in cui le attività di prostituzione non sono autorizzate.



http://www.cooperazioneallosviluppo.esteri.it/pdgcs/Documentazione/NormativaInternazionale/2013-11-18_Convenzione%20Lanzarote.pdf

E la ratifica necessitava un innalzamento del limite legale a 18 anni. È salita, così, da 16 a 18 anni l'età oltre la quale è consentita la prostituzione.

La Camera ha votato, il 10 settembre 2013, la riforma del sistema penale per adeguare le proprie leggi agli *standards* europei.

Con la nuova legge, in caso di violazione, a pagare non saranno le prostitute, ma i clienti prostitutori, che rischieranno fino a tre anni di carcere.

Ben più alta la pena, fino a dieci anni, per coloro che incoraggiano o sfruttano la prostituzione minorile.

L'età legale sale anche per la partecipazione a materiale pornografico. Chi produce, importa, promuove o possiede materiale pornografico con protagonisti minorenni rischia fino a cinque anni.

IV. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione aumenta la prostituzione clandestina, sotterranea, illegale e quella sulla via pubblica.



“Io vorrei essere aiutata ma non a capire. Perché ho capito fin troppo.”

Alda Merini

La legalizzazione dovrebbe impedire alle prostitute di esercitare nella pubblica via, ma un buon numero di loro non vuole farsi registrare né subire controlli medici, come impone la legge nei Paesi che hanno legalizzato la prostituzione. Di conseguenza, questa legalizzazione induce, sovente, le donne a prostituirsi in strada, per evitare di essere controllate e sfruttate dai nuovi **“uomini di affari del sesso”**.

Le donne nell'ambiente della prostituzione sottolineano che la legalizzazione o la depenalizzazione dell'industria del sesso non può cancellare le stimate della prostituzione, al contrario, rende le donne più esposte alle aggressioni, perché debbono essere iscritte in un registro e perdere l'anonimato. Così, la

maggioranza delle prostitute sceglie di agire in modo illegale e sotterraneo.

Il vero **"boom"** della prostituzione, in Australia, dall'entrata in vigore della legalizzazione, si è verificato, proprio, nel settore illegale. Nel Nuovo Galles del Sud, le case chiuse sono state depenalizzate nel 1995. Nel 1999, il numero di case chiuse, a Sydney, era salito, vertiginosamente, a 400/500 e, in larga parte, senza una autorizzazione legale.



V. La legalizzazione della prostituzione e la depenalizzazione dell'industria del sesso accresce la prostituzione dei minori.



“La donna, nel paradiso terrestre, ha morso il frutto dell'albero della conoscenza dieci minuti prima dell'uomo: da allora ha, sempre, conservato quei dieci minuti di vantaggio.”

Alphonse Karr

Il 4% delle vittime della tratta, a fini di prostituzione, è costituito da minori. È una delle caratteristiche della prostituzione, oggi: un numero crescente di minori è sfruttato sessualmente.

Secondo l'UNICEF, sarebbero 2 milioni, i minori di tutte le età, sfruttati e sottoposti a sevizie sessuali, di cui 1,2 milione vittime della tratta, ogni anno, nel mondo. Altre associazioni avanzano stime anche superiori: fino a 2/3 milioni di minori prostituiti nel mondo. Questa evoluzione è favorita da un contesto di estrema povertà e dalla domanda di **“carne fresca”** da parte dei clienti.

In Thailandia, almeno un terzo dei 2 milioni di persone prostitute è costituito da minori, principalmente, bambine.

Nell'Asia del Sud-Est, il 30/35% delle persone prostitute ha tra i 12 e i 17 anni.

In India, vi sarebbero 270mila minori prostituiti.

In America Latina, il 65% dei minori delle strade - il cui numero è stimato a 40 milioni - si prostituirebbe in modo regolare o occasionale.

Questi minori sono, sovente, venduti dai loro genitori, convinti di assicurare loro la possibilità di un lavoro e di una vita migliore in un Paese straniero; rapiti dai prosseneti; reclutati da procacciatori, che profittano della loro vulnerabilità di bambini delle strade, in rottura con la famiglia o orfani. Sono prostituiti in strada, nei bordelli, nelle vetrine o utilizzati per produzioni pornografiche.

Ma, non illudiamoci che ciò accada, sempre ed esclusivamente, altrove!

E, neppure illudiamoci che il fenomeno riguardi, sempre ed esclusivamente, i minori dei Paesi più poveri!

Nei Paesi occidentali, minori, talvolta, delle classi cosiddette **"privilegiate"**, sono loro stessi **"implicati"**. Precipitati in situazioni di fragilità: vagabondaggio, rottura familiare, abuso... cadono, accidentalmente, nelle mani delle reti. La cronaca riferisce, a intervalli regolari, casi di minori fuggiti, trovati dai prosseneti, che, profittando della loro vulnerabilità, li sequestrano e li costringono a prostituirsi.

È difficile valutare l'ampiezza della prostituzione minorile, illegale e, di conseguenza, anche clandestina.

Nei Paesi Bassi, la legalizzazione non ha messo fine alla prostituzione minorile, che, al contrario, è prosperata in modo drammatico.

È aumentata anche nello Stato di Victoria rispetto agli altri Stati australiani, nei quali la prostituzione non è stata legalizzata. Di tutti gli Stati e i territori australiani, è, a Victoria, che si trova il più alto tasso di prostituzione minorile.



VI. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non protegge le donne prostituite.



“Il modello femminile si è inesorabilmente conformato a quello maschile. Siamo conformi perché l'immagine che i media propongono di noi – a cui una buona parte delle donne consapevoli cercano strenuamente di resistere – è quello di una femmina puro oggetto di piacere e di seduzione.”

Susanna Tamaro

Sentiamo dire, sovente:
“A loro piace!

Guadagnano così tanto danaro...

Del resto, sorridono!”

Affermare tali *clichés*, è, deliberatamente, rifiutare di vedere la realtà. È volere attenersi a quella forma di falsificazione che è la prostituzione.

Quale realtà dietro questa immagine artificiale?

La prostituzione è un mondo violento, un mondo, in cui si deve, costantemente, stare in guardia, in cui si apprende a convivere con la paura.

Il pericolo è costante.

La violenza in tutte le sue forme, dall'insulto all'aggressione fisica più grave, può giungere comunque, ovunque e da chiunque: un passante, un'altra prostituta, una banda di giovani, un cliente, il prosseneta...

Nel 2008, una relazione del Parlamento Europeo sottolineava che **"le prostitute sono più esposte alla violenza rispetto alle altre donne"** [http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/pr/712/712985/712985it.pdf, http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/am/724/724932/724932it.pdf].

Le violenze provengono, innanzitutto, dal prosseneta o dal trafficante.

I prosseneti fanno ricorso alla violenza per ragioni e fini diversi: innanzitutto, per avviare donne alla prostituzione e farle cedere ad avere rapporti sessuali, dopodichè vi fanno ricorso per la loro gratificazione sessuale, per esercitare il loro potere, per punire le donne da sedicenti **"violazioni"**, per minacciarle e intimidirle, per ottenere la loro sottomissione, per umiliarle, isolarle e chiuderle in se stesse.

Alcuni gruppi criminali, quali i gruppi albanesi, debbono la loro notorietà alla estrema violenza nei confronti delle loro vittime: l'**"addestramento"** [la parola è atroce!] deve portare la vittima a una sottomissione completa.

La dimensione fisica della violenza subita nella prostituzione non deve, tuttavia, occultare altre forme di violenza più diffuse. Le persone prostitute sono chiuse in una logica di costrizioni. La paura di

rappresaglie, la minaccia esercitata sulla famiglia, il peso della restituzione del debito, la sorveglianza e il controllo permanenti sono tanti elementi di pressione a disposizione dei trafficanti e dei prosseneti.

Le violenze provengono anche dai clienti prostitutori, per i quali la persona prostituita è il ricettacolo di pulsioni e di fantasmi che si vogliono appagare.

A questi trattamenti, torture e violenze psicologiche da parte dei prosseneti e dei clienti prostitutori, si aggiunge un'altra violenza, più simbolica: la stigmatizzazione e il disprezzo inflitti dalla società. La società proclama che la prostituzione è necessaria, ma la emargina e la disprezza. Relegate in quartieri o in strade, le persone prostitute subiscono, al tempo stesso, le aggressioni verbali, talvolta, fisiche, di residenti esasperati e le politiche di esclusione delle autorità pubbliche.

Alcuni sosterranno che questi pericoli sono legati alla prostituzione di strada e che l'apertura di case chiuse e la legalizzazione della prostituzione aiuterebbero a proteggere le persone prostitute. A costoro, noi rispondiamo che la violenza è la stessa quali che siano le situazioni. Neppure le escorts di lusso o le persone prostitute in case chiuse, sono al riparo della violenza.

Di fatto, la violenza della prostituzione non risiede solo nelle condizioni di esercizio, è inerente all'atto prostituzionale stesso. La prostituzione è la ripetizione di atti sessuali non desiderati. Dover subire un atto sessuale non desiderato in cambio di danaro, evoca ciò

che si chiama, in termini medici, una effrazione corporale a carattere sessuale che, in effetti, è l'equivalente di uno stupro, con le stesse conseguenze di uno stupro, sia sugli adulti sia sui minori.

Tutte le donne, uscite dalla prostituzione o ancora in attività, hanno le stesse parole, cariche di violenza, per evocare l'atto prostituzionale. Tutte parlano anche del disgusto provato, un disgusto che va al di là della nausea legata al contatto fisico del cliente prostitutore. Per superare questo stato, per ritrovare l'integrità del loro essere, tutte evocano docce interminabili e indispensabili per cercare di far passare il disgusto, per avere una sensazione:

"Sono io, sono una persona pulita!"

È dire a qual punto la prostituzione disumanizza la persona prostituita. Per il cliente prostitutore come per il prosseneta, non è che un oggetto. Una cosa sulla quale il prosseneta, ma anche il cliente prostitutore hanno tutti i diritti. Perché, pagando, il cliente prostitutore prende possesso del corpo della persona prostituita e la sottopone al suo desiderio. La persona prostituita è, totalmente, strumentalizzata: il cliente prostitutore prende, fisicamente, possesso del suo corpo e della sua persona tutta intera. Questa strumentalizzazione fa di lei un oggetto al servizio di terzi. Il fenomeno è tanto più accentuato che le persone prostituite stesse, per proteggersi, banalizzano e accettano ciò che debbono subire. Loro stesse partecipano a questo fenomeno di disumanizzazione, instaurando una separazione tra la prostituzione e la vita privata e sociale: dissimulata

dietro un soprannome, dietro un trucco, dietro un atteggiamento, la persona prostituita diviene un'altra, si sdoppia.

La ripetizione incessante di un atto disumanizzante, l'onnipresenza di una violenza, che può raggiungere le forme più estreme, non possono che ingenerare turbe fisiche e psichiche nella persona prostituita. Postumi tanto più gravi che si inscrivono, generalmente, in un percorso, già segnato dalla violenza.

Infatti, perché ci si prostituisce?

Molti invocano la necessità o uno stato di impoverimento. Nondimeno, la oppressione economica non spiega, sempre, il ricorso alla prostituzione: tutte le persone in situazione di precarietà, anche estrema, non si prostituiscono per sopravvivere. Alle oppressioni economiche evidenti, si aggiungono anche fattori personali fragilizzanti. Studi confermano che esiste un rapporto tra l'essere stato vittima di violenza e di abuso sessuale e l'ingresso nella prostituzione così come il consumo e l'abuso di droghe.

Il ricorso alla prostituzione si iscrive, sovente, in un percorso difficile: carenze affettive, problemi familiari e fughe, aggressioni sessuali, incesti, dipendenza dalla droga...

La prostituzione diviene, allora, una maniera di colmare una carenza affettiva o sociale con una illusione di libertà e di potere, un modo di vendicarsi di un abuso passato, facendo pagare il cliente prostitutore, o un modo di perpetuare questo abuso, rivivendo, continuamente, la sua violenza.

La violenza, cui le persone prostitute sono confrontate, è parte intrinseca della prostituzione e dello sfruttamento sessuale.



VII. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione accresce la domanda di prostituzione. Ciò motiva gli uomini ad acquistare donne per servizi sessuali in un modo più ampio e più permissivo del quadro sociale accettabile.



“Lentamente compresi come nulla fosse più importante del porre fine alla violenza nei confronti delle donne, che, in verità, la dissacrazione delle donne rivelava il fallimento degli esseri umani nell'onorare e proteggere la vita; e questo fallimento, se non l'avessimo rettificato, avrebbe significato la fine di tutti noi. Non penso di essere estremista. Quando si violentano, picchiano, storpiano, mutilano, bruciano, seppelliscono, terrorizzano le donne, si distrugge l'energia essenziale della vita su questo pianeta. Si forza quanto è nato per essere aperto, fiducioso, caloroso, creativo e vivo a essere piegato, sterile e domato.”

Eve Ensler

Con la depenalizzazione dell'industria del sesso, molti uomini che non si arrischiavano a pagare donne per avere servizi sessuali, considerano, ormai, la prostituzione una cosa accettabile. Quando le barriere legali cadono, cadono anche le barriere sociali ed etiche

e le donne sono trattate come prodotti sessuali. La legalizzazione della prostituzione lancia alle future generazioni di uomini il messaggio seguente:

"Le donne sono prodotti sessuali e la prostituzione è una distrazione inoffensiva."

E, così, le donne, poste in concorrenza dalla vasta gamma di servizi sessuali, proposta agli uomini, debbono elargirne senza l'uso del preservativo o praticando la sodomia, il sado-masochismo e ogni altro desiderio reclamato dagli uomini. A esempio, tutto ciò che ha attinenza con la riproduzione, è un prodotto da vendere. Una **"classe emergente"** di clienti prostitutori sono eccitati dalla gravidanza e chiedono di **"saggiare"** i seni delle donne incinte durante i rapporti sessuali.

Le pubblicità, che mostrano le donne come oggetti sessuali spuntano come funghi sulle autostrade di Victoria.

Si incoraggiano gli uomini di affari a tenere le loro riunioni di impresa in quel genere di *clubs*, nei quali le proprietarie conducono donne nude ai tavoli, nelle pause caffè o del pranzo.

Secondo il gestore di un bordello di Melbourne, il cliente tipo è **"un uomo che ha fatto studi superiori, che arriva durante la giornata, poi va a casa a raggiungere la propria famiglia"**. Le donne, che vogliono avere rapporti paritari con gli uomini, si accorgono, sovente, che gli uomini, con i quali convivono, frequentano le case chiuse e i *sex-clubs*. Possono scegliere tra accettare che i loro *partners* paghino donne per servizi

sessuali, fingere di non sapere quello che fanno o troncane la relazione.

Nel 1998, la Svezia¹⁸ ha vietato l'acquisto di sesso, depenalizzando chi si prostituisce con la motivazione che

¹⁸ Nel 1998, in Svezia, è stata emanata una legge innovativa sulla prostituzione, che è entrata in vigore il primo gennaio del 1999. Questa legge, detta "legge anti-cliente", colpisce l'acquisto di servizi sessuali, prevedendo una sanzione detentiva di 6 mesi per i trasgressori della norma. La legge non vieta alle prostitute di esercitare la professione, ma punisce i clienti. L'articolo 1, infatti, di questa legge recita:

"La prostituzione è una forma di violenza dell'uomo verso la donna."

Secondo il Parlamento svedese acquistare servizi sessuali esula dalla sessualità, ma attiene al potere.

Secondo Gunilla Ekberg, che ha avuto, insieme ad altre femministe, un ruolo attivo nella ideazione, nella stesura e nella diffusione della legge svedese sulla prostituzione ed è, attualmente, direttore co-esecutivo del gruppo di pressione internazionale **CATW, Coalition Against Trafficking in Women International [Coalizione internazionale contro la tratta delle donne] [<http://www.catwinternational.org/>]**, la più grande ONG al mondo contro la tratta, con sede a Bruxelles:

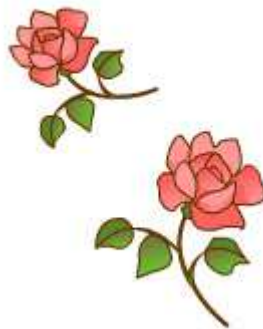
"Fino a quel momento avevamo considerato la prostituzione come un fenomeno a sé stante. La svolta è avvenuta quando ci siamo rese conto che si trattava invece di una delle forme di violenza maschile nei confronti del nostro sesso."

Una ricetta che funziona, considerando che, secondo le rilevazioni delle autorità, ha visto calare la prostituzione nelle strade di Stoccolma fino alle 10-15 ragazze per notte, stimate in circa 50-60 prima dell'entrata in vigore della legge.

La Svezia è un Paese di 8,5 milioni di abitanti. La stima del numero di prostitute, prima della legge, varata nel 1999, -

la prostituzione è una forma di differenza di genere e di violenza contro le donne, che sfrutta e lede chi si prostituisce. La legge approvata, nel 1998, in difesa delle donne, afferma:

"La violenza degli uomini contro le donne non è coerente con gli obiettivi di una società rivolta alla parità di genere e va combattuta con ogni mezzo. In una società di questo tipo è anche vergognoso e inaccettabile che gli uomini ricevano dalle donne sesso casuale a pagamento."



l'unica, in Europa, che, a oggi, si sia dimostrata capace di contrastare il crimine organizzato legato al mercato del sesso - era di 2500 prostitute, delle quali circa 700 immigrate [http://www.ex.ac.uk/politics/pol_data/undergrad/aac/swed.htm].

VIII. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non favorisce il buono stato di salute delle donne.



“Anche la più repressa delle donne ha una vita segreta, con pensieri segreti e sentimenti segreti che sono lussureggianti e selvaggi, ovvero naturali. Anche la più prigioniera delle donne custodisce il posto dell’io selvaggio, perché intuitivamente sa che, un giorno, ci sarà una feritoia, un’apertura, una possibilità, e vi si butterà per fuggire.”

Clarissa Pinkola Estés

Un sistema di legalizzazione della prostituzione che raccomanda controlli medici e certificati unicamente alle donne prostitute e non ai clienti prostitutori, è, evidentemente, discriminatorio verso le donne. Controlli medici **“solo per le donne”** non hanno alcun senso, perché la sorveglianza delle donne prostitute non le protegge dall’*HIV/AIDS* o da altre malattie sessualmente trasmissibili [*MST*], che sono, essenzialmente, i clienti prostitutori a trasmettere loro.

Si mette avanti l’argomentazione, secondo cui le case chiuse, dove la prostituzione è **“controllata”**, **“proteggano”** le donne, grazie alla loro politica in

favore dell'uso del preservativo, ma, di fatto, gli uomini cercano, sempre, di avere rapporti non protetti e l'imposizione di questa regola è lasciata alla donna prostituita.

E l'offerta di danaro supplementare è una pressione allettante!

Più ragioni spiegano il non-utilizzo del preservativo: il bisogno di danaro per le donne; la minore attrazione da parte degli uomini verso donne meno giovani; la concorrenza delle case chiuse, che non esigono l'uso del preservativo; la pressione dei prosseneti sulle donne perché consentano a servizi sessuali non protetti, ma più remunerati; il bisogno di danaro per acquistare droga o ripagare il prosseneta e la mancanza generale di controllo delle prostitute sui loro corpi durante le prestazioni.



IX. La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non aumenta le possibilità di scelta delle donne.



“La storia delle donne è la storia della peggiore tirannia che il mondo abbia, mai, conosciuto: la tirannia del debole sul forte. È l'unica tirannia che duri.”

Oscar Wilde

La maggioranza delle donne prostitute non ha, razionalmente, scelto di entrare in questo ambiente. Non ha avuto tempo per riflettere e decidere, infine, di prostituirsi. Invece di parlare di una tale scelta, si dovrebbe piuttosto chiamare ciò una soluzione di sopravvivenza. Sarebbe più giusto dire che una donna prostituita si pieghi alla sola possibilità valida per lei e non che vi consenta. La sua sottomissione è necessaria per adattarsi alle condizioni di ineguaglianza instaurate dal cliente prostitutore, che la paga, perché faccia ciò che lui vuole.

Fare la distinzione tra **“prostituzione libera”** e **“prostituzione forzata”** è esattamente ciò che l'industria del sesso difende, perché, se questa distinzione può

essere utilizzata quale argomento per legalizzare la prostituzione, il prossenetismo e l'apertura delle case chiuse darà un peso legale e più sicurezza all'industria del sesso. Saranno le donne che intendono sporgere denuncia contro i prosseneti a dover provare di essere state **"forzate"**.

Come queste donne emarginate potranno provare questa costrizione?

Se le donne prostitute debbono provare che si è fatto uso della forza nel reclutamento o nelle condizioni di lavoro, pochissime donne faranno ricorso alla Giustizia e pochissimi aggressori saranno puniti.

Le prostitute debbono mentire continuamente sulla loro vita, sul loro corpo e sulla loro vita sessuale.

Mentire fa parte del loro lavoro, per definizione, quando il cliente prostitutore chiede loro:

"Ti è piaciuto?"

L'edificio di base della prostituzione è costruito su una menzogna, secondo cui **"alle donne piace questo"**.

Ex-donne prostitute hanno affermato che sono stati necessari anni, dopo aver lasciato l'ambiente, per riconoscere che la prostituzione non fosse stata una scelta deliberata, perché negare la loro capacità di scegliere sarebbe equivalso a negare la loro stessa esistenza.

Forse, un esiguo numero di donne sostiene di aver scelto di prostituirsi, soprattutto, durante una manifestazione pubblica, orchestrata dall'industria del sesso.

Allo stesso modo, individui scelgono di prendere droghe pesanti, quali l'eroina. Tuttavia, anche se scelgono di

consumare droghe pesanti, dobbiamo, sempre, convenire che questo uso è loro fatale e nessuno di noi cercherebbe di legalizzare l'eroina.

In questo caso, il criterio di riferimento è il danno sulla persona e non il consenso della persona!

Parimenti, quando una donna resta in una relazione, che la fa soffrire, con un compagno che la malmena, anche qualora lo difendesse, nessuno di noi pretenderebbe che vi resti volontariamente.

Sovente, le donne prostitute, come le donne malmenate, negano le sevizie di cui sono oggetto, quando non hanno altra alternativa valida alla prostituzione.



X. Le donne prostitute non vogliono la legalizzazione o la depenalizzazione dell'industria del sesso.



“L'uomo e la donna sono due scrigni chiusi a chiave, dei quali l'uno contiene la chiave dell'altro.”

Karen Blixen

La prostituzione sarebbe, dunque, un mestiere come molti altri, salvo che, invece di offrire le proprie braccia, si offre... che non è in sé una differenza, salvo se si sacralizza...

Le donne prostitute non vedono la prostituzione come un mestiere; si sentono disprezzate, non solo a causa dei pregiudizi sociali, ma anche a causa dei prosseneti e dei clienti prostitutori, che le fanno sentire merce nelle loro mani, e, dunque, mettono in guardia dall'aumento dei rischi e dei maltrattamenti, di cui sarebbero oggetto da parte dei clienti prostitutori e dei prosseneti, già violenti, se vi fosse la legalizzazione.

Nessuna prostituta, se interrogata, vuole che i propri figli, la propria famiglia o i propri amici debbano guadagnarsi la vita, entrando nell'industria del sesso.

Chi dice che è una scelta individuale, può dirmi perché vuole assolutamente che tutta la società la "adotti" e la proponga come un mestiere accettabile?

Merde!

Io sono contraria.

Io non ho figli, ma se ne avessi, non vorrei che venisse proposta loro la prostituzione tra le loro scelte di carriera.

In ogni caso, è il bisogno di danaro che motiva l'entrata nella prostituzione e impedisce di uscirne.

Dove è il consenso in queste condizioni, se si considera la prostituzione come un mestiere?

Chiunque è libero di credere che la prostituzione non si eserciti in un contesto di violenza e di dominazione, ma ciò non corrisponde alla realtà.

La prostituzione non è e non sarà mai un mestiere.

In antropologia sociale, la prostituzione non serve a nulla.

Divenuta un mercato molto lucrativo per i prosseneti, la prostituzione è suscettibile di arricchire gli Stati.

Una corrente liberale raccomanda, infatti, oggi, la depenalizzazione della prostituzione e si mobilita perché sia riconosciuta l'esistenza di una prostituzione volontaria e sia istituzionalizzato il sistema prosseneta.

I Paesi Bassi hanno adottato questo regime e le vetrine di Amsterdam ne sono divenute la punta di diamante.

La Germania, la Grecia, l'Austria, la Svizzera, lo Stato di Victoria e la Nuova Zelanda hanno seguito. In questi Paesi, la prostituzione è riconosciuta come una attività

legale e non si distingue da altri settori dell'economia. Le persone prostitute beneficiano di una copertura sociale e firmano contratti di lavoro. Il prosseneta è considerato un capo di impresa e non può cadere sotto i colpi della legge salvo se la persona, da cui trae un beneficio, è minore o non consenziente.

La prostituzione è, così, un mestiere come un altro.

Primo Paese ad aver messo in applicazione i principi regolamentaristi, i Paesi Bassi constatano, oggi, il proprio fallimento. Certo, l'attività porta circa un miliardo di euro all'anno di imposte allo Stato olandese, ma questo arricchimento si accompagna a una esplosione della prostituzione e del turismo sessuale: si contavano 2500 persone prostitute in Olanda, nel 1981, erano 30mila, nel 1999, e Amsterdam è divenuta la prima destinazione del turismo sessuale in Europa.

Le mafie e il crimine organizzato hanno preso un posto crescente: nel 1960, il 95% delle persone prostitute, nei Paesi Bassi, erano olandesi, nel 1999, non erano che il 20%.

Quattordici anni dopo essere stati i pionieri, legalizzando il lavoro sessuale, i Paesi Bassi riconoscono un **"flop"** generale. È l'espressione utilizzata da Evelien Tonkens, con la quale la sociologa olandese demolisce tutti coloro che avevano perorato per una legalizzazione che non ha risolto niente. In altri termini, gli ambienti liberali, che speravano di combattere l'influenza dei gruppi mafiosi, e le rappresentanti della corrente femminista, che vantavano la libertà di scelta per ogni donna.

Oggi, dal 50 al 90% delle lavoratrici attive dietro le vetrine o nei saloni di massaggio lo farebbero sotto costrizione. E nel quartiere De Wallen, la celebre **"zona rossa"** di Amsterdam, solo il 2% di circa 6mila donne prostitute confessa di **"amare il proprio lavoro"**, secondo una inchiesta.

Molte donne provenienti dall'Africa, dall'Europa dell'Est e dall'Asia si vedono confiscare il passaporto all'arrivo e sono costrette a consegnarsi **"al macello"**, in cambio di 2mila euro al mese per le più fortunate. Un prosseneta guadagna, lui, in media, 500mila euro all'anno.

La buona coscienza delle autorità olandesi era finora confortata da una disposizione di legge: un cliente che constata che una donna lavora sotto costrizione può denunciare, anonimamente, la sua situazione alla polizia. Un altro **"flop"**: De Wallen vede sfilare ogni anno 220mila consumatori di sesso, ma il numero delle segnalazioni non supera che qualche decina, perché la maggior parte delle prostitute temono di confidarsi. La nuova generazione di eletti di sinistra, di cui fa parte Lodewijk Asscher, l'ex-sindaco di Amsterdam, ritiene che la politica di legalizzazione abbia fallito.

"Un "errore nazionale" è stato commesso.",

ha ammesso.

Altri responsabili denunciano il fallimento di una politica che fu ispirata dal timore del moralismo e dalle nozioni di libertà individuale.

"La legalizzazione mostra, soprattutto, come, qui, la libertà abbia sbandato e non sia che un alibi alla schiavitù."

ha spiegato Evelien Tonkens.



Conclusione



“Poi la porta si spalancò. Ed entrò quella donna. Tutto quello che posso dirvi è che ci sono miliardi di donne, sulla terra, giusto? Certune sono passabili. La maggior parte sono abbastanza belline, ma ogni tanto la natura fa uno scherzo, mette insieme una donna speciale, incredibile. Cioè, guardi e non ci puoi credere. Tutto è un movimento ondulatorio perfetto, come l'argento vivo, come un serpente, vedi una caviglia, un gomito, un seno, un ginocchio, e tutto si fonde in un insieme gigantesco, provocante, con magnifici occhi sorridenti, bocca leggermente piegata in giù, labbra atteggiata in modo che sembrano scoppiare in una risata alla tua sensazione di impotenza. E sanno vestirsi, e i loro lunghi capelli incendiano l'aria. Troppo di tutto, accidenti.”
Henry Charles Bukowski

I legislatori cedono all'onda della legalizzazione, perché ritengono che niente altro funzioni, tuttavia, come ammonisce l'ispettore capo John Ashby del Victoria Police Vice Squad:

“I suppose there was this utopian view that legalizing prostitution would minimize street and illegal prostitution. It clearly hasn't done that.”

[\[http://archives.econ.utah.edu/archives/marxism/2003w28/m
sg00313.html\]](http://archives.econ.utah.edu/archives/marxism/2003w28/m
sg00313.html)

Si sentono pochissime cose sul ruolo dell'industria del sesso nella creazione di un mercato mondiale del sesso, che utilizza il corpo di donne, di uomini e di minori. Di contro, se ne dicono moltissime per migliorare le condizioni di lavoro delle persone prostitute attraverso la regolamentazione e/o la legalizzazione, attraverso sindacati di pretesi **"lavoratori del sesso"** e attraverso campagne, che offrono preservativi, in luogo di vere alternative alla prostituzione. Indicano come mantenere le persone prostitute nell'ambiente, ma non propongono affatto soluzioni per farle uscire.

Gli Stati, che legalizzano la prostituzione quale **"lavoro del sesso"**, hanno un enorme interesse economico nell'industria del sesso, di conseguenza, si accresce la loro dipendenza da questo settore.

Se si considerano le persone prostitute lavoratori del sesso, i prosseneti uomini di affari e i clienti prostitutori consumatori di servizi sessuali - legittimando, di conseguenza, l'insieme dell'industria del sesso, in quanto settore economico - allora gli Stati possono sgravarsi dalla propria responsabilità di creare impieghi decenti e durevoli ai propri cittadini.

Anziché sancire la prostituzione, gli Stati potrebbero affrontare la questione, penalizzando i clienti prostitutori, che acquistano esseri umani per avere servizi sessuali e sostenere lo sviluppo di possibilità di reinserimento per le persone prostitute.

Anziché **"raggranellare tributi"** sui profitti generati dall'industria del sesso, gli Stati potrebbero investire sull'avvenire delle persone prostitute, fornendo loro un lavoro, grazie alla confisca dei capitali dell'industria del sesso, al fine di proporre loro una vera alternativa alla prostituzione.

La prostituzione è un soggetto tabù.

Perché è un problema di sesso?

Perché è un problema di danaro?

Perché è uno spazio carico di fantasmi?

Perché è un campo intoccabile, rafforzato da una pletora di *clichés*, saldamente ancorati nelle coscienze collettive?

È il più antico mestiere del mondo...

È un male necessario...

La prostituzione evita lo stupro...

Si debbono, tuttavia, aprire gli occhi.

Nell'era della mondializzazione, la prostituzione è divenuta una vera industria: genera, sempre più, profitti nelle mani di una criminalità pericolosa e degenera, sempre più, in violenze senza eguali, violenze fisiche, sessuali, psicologiche, sociali...

È una minaccia all'integrità dell'essere umano e lo sfruttamento scandaloso di uno stato di vulnerabilità.

NOI NON POSSIAMO... NOI NON DOBBIAMO renderci complici di questo sistema inumano con il nostro silenzio.

Alcuni ci tratteranno da moralisti e da puritani, altri ci opporranno il diritto di disporre, liberamente, del proprio corpo, il **"diritto al sesso"**...

Ma non sono il sesso, il piacere o la libertà il problema nella prostituzione: è il danaro, è la violenza, è l'oppressione delle donne, è il traffico di esseri umani... Persone prostitute, riunite in collettivi, molto apprezzati dai *media*, appaiono, regolarmente, sui nostri schermi per reclamare la loro libertà di prostituirsi e rivendicare il riconoscimento della loro attività come **"lavoro"**.

Noi non mettiamo in discussione ciò che sostengono essere la loro libertà di scelta.

Noi denunciavamo la realtà della prostituzione che il loro discorso occulta: incesti, stupri, precarietà economica, dipendenza alle droghe, violenze, torture, esclusione sociale...

Noi affermiamo che la prostituzione non può, in alcun caso, essere ridotta a una scelta individuale: è un fatto sociale.

Dobbiamo, quindi, interrogarci.

Possiamo noi accettare che un numero crescente di donne, uomini e minori, spinti dal bisogno e dalla disperazione, giungano a commercializzare il proprio corpo?

In una società di progresso e di apertura, **CHE** e **CHI** vogliamo difendere?

I valori di rispetto e di eguaglianza, nei quali crediamo, sono compatibili con la violenza, la distruzione dell'essere umano, la stigmatizzazione e la criminalità inerenti alla prostituzione?

NOI DOBBIAMO SCEGLIERE!

Nel 1791, Olympe de Gouges domandava all'*Assemblée Nazionale* che fossero riconosciuti i diritti della donna

e della cittadina allo stesso titolo dei diritti dell'uomo e del cittadino.

Che ne è oggi?

L'eguaglianza donne/uomini è lungi dall'essere acquisita. A dispetto dei cambiamenti sopravvenuti, nel corso della storia, la gerarchia sessuale si mantiene nel mondo, nelle stesse società occidentali.

Peggio ancora, minacce di regressioni offuscano l'avvenire femminile in molti Paesi.

I diritti delle donne sono tutti i giorni minacciati.

I dati sulle violenze che subiscono sono allarmanti.

La crisi economica, le prese di posizioni religiose, la volontà di chiudere le donne in tradizioni patriarcali contribuiscono a questa regressione.

Nell'ora della modernità, dei progressi della medicina, che riducono sofferenza e mortalità, perché milioni di donne soffrono e muoiono semplicemente perché sono nate donne?

Olympe de Gouge raccomandava l'eguaglianza, idea ripresa da John Stuart Mill:

"Il problema non è far governare la società dalle donne, ma di sapere se non sarebbe migliore governata dagli uomini e dalle donne."

Tutti i rapporti lo provano:

- **l'ineguaglianza dei sessi è una delle cause principali della povertà e dell'esclusione;**
- **lo sviluppo e la ricchezza di un Paese sono legati all'emancipazione delle donne.**

L'emancipazione delle donne attraverso una rivendicazione di parità di diritti con gli uomini, è una tappa necessaria, ma la stretta applicazione delle leggi non basterà, purtroppo, a eliminare la violenza.

Il cambiamento dello *status* della donna, quale che sia il contesto socio-culturale, mette in causa gli uomini, la loro rappresentazione e il loro ruolo.

"Disegnare" un mondo più egualitario tra uomini e donne porta, necessariamente, a **"ridisegnare"** i rapporti sociali a tutti i livelli, famiglia, società, impresa.

La famiglia è la cellula di base della società che permette di **"ridisegnare"** le relazioni uomini/donne, genitori/figli, fratelli/sorelle.

È fino dalla più tenera età, in seno alla famiglia e sui banchi di scuola, che si deve apprendere l'eguaglianza tra donne e uomini. L'educazione deve essere basata sul rispetto dell'**"ALTRO"** e dell'**"ALTRO SESSO"**, prevenzione indispensabile contro le violenze sessiste. Gli *albums* per i bambini, i giocattoli, le pubblicità, senza che noi ne siamo consapevoli, propongono, continuamente, immagini sessiste, immediatamente percepite dai bambini. Evitiamo di dire ai nostri figli:

"Ti sei fatto male, sono le bambine che piangono, non i bambini e, tu, tu sei un uomo!"

Noi dobbiamo rifiutare ogni tentativo di regressione dei diritti delle donne, in nome dei relativismi culturali, tradizionali e religiosi. Anche se, oggi, assistiamo a una sorta di dinamica incoraggiante in favore delle donne. In India, uomini si ribellano contro le violenze fatte alle donne. In Brasile, associazioni, costituite,

essenzialmente, da uomini, lottano per i loro diritti. In Egitto, gruppi sempre più numerosi sorgono per sostenere la causa delle donne e condannare la passività delle forze dell'ordine di fronte alle violenze subite dalle donne nelle strade.

Il cammino è ancora lungo e disseminato di insidie...

Ma le donne rifiutano di essere vittime.

Le loro lotte legislative hanno come obiettivo quello di responsabilizzare gli uomini e di affermare i propri diritti.

Promuovere l'eguaglianza tra le donne e gli uomini non è promuovere la Democrazia e la Pace?

Noi, organizzazioni di donne, abbiamo, sempre, messo in evidenza il legame tra prostituzione e tratta di esseri umani, perché è palese che la tolleranza europea verso il sistema prostituivo permette e alimenta la tratta di esseri umani e il loro sfruttamento sessuale nei nostri Paesi.

Di e a fronte della espansione - sia a livello europeo [prostituzione], sia a livello internazionale [tratta di esseri umani a fini di prostituzione e di pornografia, turismo sessuale] - del fenomeno dello sfruttamento sessuale, una delle peggiori forme di negazione dei diritti fondamentali dell'essere umano, strettamente, collegata a fattori propri alla mondializzazione neo-liberista, **DONNE IN DIVENIRE** chiede, in occasione del 65° anniversario della **Convenzione sulla soppressione del traffico di persone e lo sfruttamento della prostituzione altrui**, che la comunità internazionale si mobiliti, per denunciare una delle peggiori forme di negazione dei

diritti fondamentali dell'essere umano, per una vera politica abolizionista, che includa un vero reinserimento delle persone prostitute, l'abrogazione del reato di adescamento e un intervento di responsabilizzazione e di penalizzazione dei clienti prostitutori.

E alle Nazioni Unite e agli Stati Membri dell'Unione Europea di impegnarsi a:

- **esigere la soppressione di ogni misura repressiva verso le persone prostitute e le vittime della tratta di esseri umani;**
- **lottare contro ogni forma di prossenetismo e rifiutare la legalizzazione;**
- **lanciare campagne di dissuasione verso i clienti prostitutori e fissare norme che vietino ogni acquisto di servizi sessuali;**
- **promuovere opportunità alternative per tutte le persone che vogliono abbandonare la prostituzione;**
- **attuare politiche di prevenzione della prostituzione e di educazione a una sessualità rispettosa dell'ALTRO.**



lettera aperta

all'inveterato veterano cliente prostitutore

di

Assunta Daniela Zini



Perché gli uomini vanno con le prostitute?

Perché le donne che pagano subito sono quelle che costano meno!

alla mia Famiglia, gli Amici di sempre

Inconsciamente, le Lettere sono divenute per me una presenza viva, Amica. E, insieme, le Lettere e io, abbiamo lottato contro tutte le circostanze avverse.

Roma, 2 febbraio 2014

Qual è la realtà della prostituta che adesca in strada o esercita in un bordello di lusso?

Vivere una sorta di disincarnazione da non sentire più il proprio corpo, per lasciarsi penetrare, fino a una decina di volte, ogni notte, da uomini diversi, più o meno puliti, più o meno violenti, nel fondo di una vettura o di una camera.

Lasciarsi penetrare, nel fondo della propria intimità, senza desiderio, né piacere.

Sapevate che le prostitute non amano essere toccate?

Paradossale, non è vero?

Lo dicono le testimonianze.

Le donne escono ferite fisicamente – la visita da un ginecologo diviene una sofferenza –, distrutte psicologicamente, in preda a malattie

sessualmente trasmissibili, all'aids, a gravidanze indesiderate, che il loro protettore può interrompere a suon di vigorosi calci nella pancia o, al contrario, "sfruttare", dal momento che una "marchetta" con una prostituta incinta, molto apprezzata da alcuni, può "fruttare" anche di più.

La prostituzione è, unitamente al traffico di armi e di droghe, uno dei business più lucrativi e una prostituta può guadagnare, in una notte, anche due volte quanto guadagna, in un mese, una cassiera del supermercato.

Che dire ancora di queste "lavoratrici del sesso", come le definiscono alcuni?

Che il numero delle donne che si prostituiscono, nel nostro Paese, oscillerebbe tra le 50 e le 70 mila per 1 milioni di clienti, con un giro di affari di milioni e milioni di euro. Si tratta, ovviamente, di cifre approssimate per difetto. Circa l'80% sono di origine straniera, in posizione irregolare, cosa che le rende ancora più vulnerabili e ricattabili. La metà provengono dall'Africa, in prevalenza dalla Nigeria, una buona parte dai Paesi dell'Est - Albania, Romania e Moldavia - e, da ultimo, anche dalla Cina.

Che corrono rischi da 60 a 120 volte maggiori di essere picchiate o assassinate rispetto al resto della popolazione.

Che sono più esposte a conoscere un profondo isolamento familiare e affettivo.

Non è facile confessare al proprio partner o ai propri genitori che, anche occasionalmente, “si fa la puttana”!

Allora quando io sento, in ambito parlamentare, che la prostituzione è un male necessario per canalizzare i bisogni irreprensibili degli uomini, io dico:

“È TROPPO!”

Che grande dibattito!

Nel momento in cui il mondo è in guerra, in cui riempire il frigorifero è una sfida, in cui trovare un posto di lavoro è una impresa, si discute per legalizzare la prostituzione?

Non avete nulla di meglio da proporci che uno Stato prosseneta?

Dopotutto, la prostituzione è un mestiere come un altro, o meglio, è il più antico mestiere del mondo, non è vero?

E date la parola a tutti tranne alle principali interessate!

E, allora, io me ne impadronisco!

La prostituzione è il frutto della vostra politica, cari eletti. Pensateci!

Voi ignorate, sicuramente, cosa significhi per gli Italiani vivere con 1200 euro al mese ~ quando si hanno! ~ e tenere sotto controllo entrate, uscite [bollette di acqua, luce, telefono e gas, rate del mutuo o dell'affitto, tasse varie tra nazionali e locali] e spese impreviste, tanto che si rischia di non arrivare vivi al prossimo accredito di stipendio!

Ma io so cosa significhi vivere con i vostri appannaggi!

E ho fatto la mia scelta.

Io non intendo essere né una delinquente né una vittima.

Tra una destra reazionaria e una sinistra vittimista io non intendo scegliere.

Confessate i vostri fallimenti, anziché cercare, sempre, dei capri espiatori!

Lei, onorevole Massimo Bitonci, capogruppo Lega Nord in V Commissione Bilancio nonché consigliere comunale di Cittadella e commissario alla sezione Lega Nord di Padova, [<http://bitonci.it/curriculum/>], lei, che è sposato e padre di due figli, lei sostiene che “non ha più alcun senso nascondersi dietro ipocrisie e tabù” e che, in questo momento di crisi economica, “far emergere questo

giro d'affari enorme significa per lo Stato e gli enti locali incassare abbastanza risorse per evitare non solo ulteriori aumenti delle tasse, ma anche per abbassare una serie di imposte”

[<http://leganordcinisello.blogspot.it/2013/12/prostituzione-il-centrodestra-lombardo.html>,

<http://parlamento17.openpolis.it/atto/documento/id/17534>].

Come si può accettare che una parte della popolazione sia sacrificata a profitto di un'altra?

Vantare che la prostituzione sia l'ultima tappa dell'emancipazione delle donne e della libera disposizione del proprio corpo e “che ognuno abbia il diritto di vendere liberamente le proprie grazie, e di trarne piacere”, come sostengono alcuni intellettuali francesi, autodefinitisi i “343 salauds” [“343 balordi”, anche se, in realtà, sono solo 18, Frédéric Beigbeder, Antoine [Pub Attol], Daniel Leconte, Eric Zemmour, Nicolas Bedos, Richard Malka, avvocato di Dominique Strauss-Kahn, Basile de Koch, Philippe Caubère, Marc Cohen, Claude Durand, Jean-Michel Delacomptée, David di Nota, Jacques de Guillebon, Jérôme Leroy, Gil Mihaely, Ivan Rioufol, Luc Rosenweig, François Taillandier], nella petizione “Touche pas à ma pute! [Giù le

mani dalla mia puttana!])” contro un progetto di legge socialista, che intende punire i clienti delle lucciole, con multe fino a 1500 euro, raddoppiate in caso di recidiva

[[<http://www.causeur.fr/touche-pas-a-ma-pute,24765>\], io dico:*](http://www.slate.fr/france/7]4]6/343-saluds-343-salopes,</i></p></div><div data-bbox=)*

“IO NON CI STO!”

E “IO NON CI STO!”, non perché militante “di una repressione mascherata da lotta femminista”, come obietterebbe l’ideatore dell’iniziativa, lo scrittore Frédéric Beigbeder.

Come si può rifiutare di vedere che la prostituzione è, decisamente, ben lontana dallo slogan comparso sui muri della Sorbona nel maggio 1]68:

“Jouissez sans entraves ici et maintenant!” [Godete senza freni qui e ora!])”?

La libertà sessuale è la libertà di intrattenere rapporti sessuali con uno o più partners che si desiderano.

E potrei continuare, ma mi fermo qui...

Questa lettera che ti dedico, mio inveterato veterano cliente prostitutore, non ha l’ambizione di esaurire la discussione sulla prostituzione, la sua abolizione o, al contrario, la sua regolamentazione.

A caratterizzare, attualmente, la materia, vi è il super-principio della inviolabilità della dignità umana, sancito dalla cosiddetta Carta di Nizza, proclamata il 7 dicembre 2000 [<http://eur-lex.europa.eu/it/treaties/dat/32007X1214/htm/C2007303|T.01000101.htm>], che vieta categoricamente di “fare del corpo umano e delle sue parti una fonte di profitto”.

Il dibattito resta, dunque, aperto e si dovrà trovare, rapidamente, la migliore risposta possibile per le persone prostituite.

La prostituzione non è un mestiere come un altro.

LA PROSTITUZIONE NON È AFFATTO UN MESTIERE!





Il cliente è re!

Se sei un uomo che ama il sesso, questa lettera non è per te.

Se sei un uomo che ama le donne, questa lettera non è per te.

Se sei un uomo che ama il sesso e le donne, ma ritiene di avere il diritto di comperare tutto ciò che vuole, questa lettera è per te.

Se sei un uomo che compera il sesso, credendo di impegnarsi in una transazione mutualmente benefica, che non causa male alcuno, questa lettera è per te.

Sai, anche le "Puttane" hanno appreso a leggere e scrivere e potrebbero raccontarne di belle, se volessero.

Per quel che se ne sa, finora, potrebbero chiarire quanto deviante sia la loro vita, quali problemi ponga, cosa comporti vivere vendendo il proprio sesso.

Se la prostituta è stata, sempre, considerata dalle donne cosiddette perbene un'"Altra", che ha fatto esperienze anomale ed è penetrata in un mondo sconosciuto, questa lettera mira, proprio, a smitizzare tanta anormalità, invita tutti a un approccio capace di lasciare a questa "Altra" la facoltà di esprimersi liberamente.

Quando qualcuno [molti, ahimé!], rispondendo alle analisi femministe sulla prostituzione, afferma, alzando le spalle:

“Vi è, sempre, stata e, sempre, vi sarà!”

si può iniziare a obiettare che vi è stata e vi è in una società, che vede ruoli e immagini maschili e femminili entro gli stereotipi, che sono stati funzionali a un certo tipo di famiglia, di lavoro dentro e fuori di casa, di ignoranza e rigidità.

In questo ultimo secolo, molte cose sono cambiate, sesso e sentimenti sono stati scandagliati da diverse discipline che ne hanno sondato i sottofondi culturali.

Come, sempre, la natura non è responsabile o è solo una comodità per chiudere gli occhi e vivere come prima.

Ma, da quando il destino di ognuno è divenuto una storia che si distacca dalla sua obbligatorietà e risponde agli scossoni di una società in continuo mutamento, non si può più, onestamente, dire che la natura dell'uomo sia tale che solo una prostituta può soddisfarne certe esigenze e una moglie certe altre.

E costringere le donne a scegliere l'una o l'altra strada, irrevocabilmente.

Oggi, sesso e sentimenti suggeriscono di cancellare due stereotipi, ormai, inadeguati a riflettere la femminilità.

Come?

Senza volere fare di me una eroina, posso dire di essere una pioniera, che ha tentato le due strade, si è sottratta alle catalogazioni, ha provato e riprovato, finché ha potuto, a essere qualcuno che non si rassegnasse a stare né dentro l'una né dentro l'altra delle due immagini.

Una vicenda dolorosa e irta di conflitti e difficoltà, che tante donne affrontano. Ma conoscerne una scritta dal di dentro, come questa, è la prova che certi luoghi comuni stanno cadendo, si possono superare.

***N**e ho incontrati molti come te!
Veramente molti.*

Troppi.

E mi sono, sempre, chiesta come tu riesca a giustificarti di fronte a te stesso.

Come tu riesca a illuderti che potesse piacermi avere la tua lingua, le tue dita e il tuo pene confitti nelle mie parti intime.

Come tu riesca a convincerti che potesse piacermi qualcosa che tu non vorresti, neppure nelle tue più insane fantasie, per le tue figlie.

Mi sono chiesta come tu riuscissi a guardarmi senza vedermi.

Ma, ora, io riesco a vederti.

Tu sei l'inveterato veterano cliente prostitutore.

Io voglio che tu sappia che io non ti volevo accanto a me e ancora meno dentro di me.

Ogni istante con te è stata una menzogna.

Tu comperavi una menzogna.

Lo so perché ero io a vendertela.

Ma tu che ne sai?

Tu non vedi l'essere umano dietro tutto ciò.

Tu non vedi che l'abbaglio di una donna eccitante ed eccitata con una insaziabile voglia di sesso.

Tu credi che io spasimassi per te, non è vero?

Tu eri, forse, il numero 3, il numero 5 o il numero 8 della giornata e il mio ventre bruciava, a causa del gel e del preservativo.

Le prostitute come me non esistono che perché gli uomini, come te, impediscono ogni relazione sana e rispettosa tra uomini e donne.

Le prostitute come me non esistono che perchè gli uomini, come te, si credono in diritto di servirsi degli orifizi altrui per i propri bisogni sessuali.

Ma io voglio dirti grazie.

Grazie per aver fatto parte della mia vita.

Grazie per aver fatto di me la persona che sono, ora.

Grazie per avermi mostrato cosa sia lo sfruttamento; ora, io sono in grado di riconoscerlo.

Grazie per avermi mostrato cosa sia il sesso in quanto oggetto con orifizi; ora, io sono in grado di apprezzare il sesso con chi desidera farne con la mia persona tutta intera e non solo con la mia vagina o con la mia bocca.

Grazie per avermi mostrato cosa sia lo skull-fuck e cosa sia il face-fuck, perché, mai e poi mai, io debba subirli di nuovo.

Grazie per avermi mostrato la differenza tra costrizione e desiderio di compiacere, liberamente, qualcuno, perché si ama e non perché si è pagata per farlo.

Grazie per ogni volta che, aprendo la porta e squadrandomi dalla testa ai piedi, senza sorridere mi hai detto:

“Tu non sembri il tipo di ragazza che lo fa!

Perché lo fai?

Qualcuno ti fa violenza?”

Sì, molti clienti la fanno.

Vai in bagno e ne troverai uno al lavabo.

Neppure tu sembri il tipo di uomo che la fa!

E, tu, perché la fai?

Hai, mai, rivolto questa domanda a te stesso?

Ma, grazie!

Grazie per avere messo, così, in evidenza l'oggettivazione e la mercificazione delle donne, che è il menu principale dell'industria del sesso.

Grazie per ogni volta che hai fatto schioccare la lingua in segno di approvazione o hai sospirato se non volevo fare qualcosa.

E, ogni volta, mi ripetevo:

“Sarà finita in un'ora!

Sarà finita in un'ora!

Sarà finita in un'ora!"

*Grazie per ogni volta che mi hai ordinato di mettermi in tale o talaltra
posizione.*

E, ogni volta, mi ripetevo:

"Sarà finita in un'ora!

Sarà finita in un'ora!

Sarà finita in un'ora!"

*Grazie per ogni volta che ho dovuto mettere il tuo uccello puzzolente in
bocca.*

E, ogni volta, mi ripetevo:

"Sarà finita in un'ora!

Sarà finita in un'ora!

Sarà finita in un'ora!"

Grazie per ogni volta che mi hai gettato il danaro a terra perché io dovessi accovacciarmi a raccogliarlo. Ora, io so cosa significhi essere a terra e non voglio abbassarmi mai più.

Grazie per avermi indotta, ora, a detestarti, per avermi, sufficientemente, maltrattata da odiarti, nutrendo una collera costruttiva e non autodistruttiva. Per il resto della mia vita, io dirò al mondo intero fino a che punto tu sia una merda.

Grazie per avermi mostrato l'odio.

Ora, io sono in grado di comprendere veramente l'AMORE.

Per ogni incontro che tu hai reso difficile da subire fino alla fine, tu hai contribuito a creare una sopravvissuta, tu hai contribuito a creare la tua nemica.

Io riesco appena a respirare, quando tu mi scopavi, tanto provavo repulsione per te.

Quale ragazza può desiderare di farsi scopare da un vecchio?

Nessuna.

Tu sei solo un povero vecchio patetico con i soldi che vede la vagina come una cosa da negoziare.

Quanto devi disprezzarti!

Quanta poca stima devi riporre in te stesso se devi pagare qualcuno che sia disposto a venire a letto con te!

Che cosa ti è accaduto per fare di te un inveterato veterano cliente prostitutore?

Non può essere solo questa cultura di oggettivazione sessuale delle donne, in cui viviamo.

Deve esservi dell'altro...

È, forse, qualcosa di legato al rifiuto?

È, forse, qualcosa di legato all'invecchiamento?

È, forse, qualcosa di legato all'impotenza?

Ti sentiresti, sicuramente, meno frustrato se noleggiassi un analista, anziché la mia vagina, per un'ora.

Ma è il cammino più difficile da imboccare, non è vero?

È più facile credere che tutto ciò che fai è lecito e che, inconfessabilmente, a me piaccia essere scopata da un vecchio depravato, che mette su pancia e perde capelli.

Il danaro ti dà potere, non è vero?

Il danaro ti dà il potere di decidere chi vuoi scopare, quando vuoi scopare, dove vuoi scopare, come vuoi scopare e quanto vuoi scopare.

Tu paghi, dunque, tu decidi.

Il cliente è re!

Deve darti un forte scarica adrenalica esercitare questo genere di potere, il potere sessuale su un essere umano, non è vero?

Che razza di bastardo sei!

Se tu avessi saputo perché io lo facessi, tu ti saresti, egualmente, servito di me?

Probabilmente.

Tu mi avevi, già, pagato...

Ma grazie!

Grazie perché se non era per te e per l'industria che tu hai creato, io non sarei, probabilmente, così entusiasta della mia vita, ora.

Dunque, grazie.

Io spero che tu sia fiero del tuo "passatempo inoffensivo".

Un orgasmo vale, veramente, tutta la merda che tu, inconsapevolmente, fai ingoiare alle prostitute?

Perché sarei in terapia per superare i tuoi orgasmi, se fossero così inoffensivi?

Tu sai che ciò che fai è male.

Come puoi affermare:

"Io non sapevo che avesse diciassette anni!

Come potevo saperlo?"

Tu sei tenuto a chiederlo, ad assicurarti che chi ti scopi non sia una minorenni!

Non essere vigliacco e sii uomo!

*spudoratamente tua
ogni prostituta che tu hai stuprato*

Bibliografia



“Mai fidarsi di una donna che dice la sua vera età. Una donna capace di dir quello è capace di dir tutto.”

Oscar Wilde

Abbott, Elizabeth. [1927, February 11]. In *Woman's Leader*. London: National Union of Societies for Equal Citizenship.

Alexander, Priscilla. [1988a]. Prostitution: A difficult Issue for Feminists. In Delacoste and Alexander [1988a].

Anthony, Jane. [1986, January-February]. Prostitution as Choice, Ms, 86-7.

Anti-slavery International. [1993, June and October]. Newsletter. London: Anti-slavery International.

Anti-slavery International. [1995]. *Redefining Prostitution as Commercial Sex Work on the International Agenda*. London: Anti-slavery International.

Arlacchi, Pino. [1999]. *Schiavi. Il nuovo traffico di esseri umani*. Milano: Rizzoli.

Association for Community Development. [1995]. *International Migration of Women: A Study on Causes and Consequences*. Rajshari, Bangladesh: ACD.

Association for Moral and Social Hygiene. [1916], *Report on the 10 Towns Enquiry*. London: AMSH.

Association for Moral and Social Hygiene. [1919]. *Committee on Sexual Morality Report*. London: AMSH.

Association for Moral and Social Hygiene. [1960]. *An Injustice to be Remedied*. London: AMSH.

Auchmuty, Rosemary. [1975], *Victorian Spinsters*. Unpublished PhD thesis. Canberra: Australian National University.

Banks, Olive. [1981]. *Faces of Feminism*. Oxford: Martin Robinson.

Besant, Annie. [1877]. *The Law of Population*. London: Freethought Publishing.

Besant, Annie. [1901]. *Theosophy and the Law of Population*. London: Theosophical Publishing.

Blackman, Inge, Mary McIntosh, Sue O'Sullivan, Pratibha Parmar, Alison Reed. [1990, Spring]. Perverse Politics, *Feminist Review*. *Perverse Politics: Lesbian Issues* 34.

Bloch, Iwan. [1909]. *The Sexual Life of our Time*. London: Heinemann.

Bristow, Robert. [1977]. *Vice and Vigilance: Purity Movements in Britain since 1700*. London: Gill & Macmillan, Rowan & Littlefield.

Browne, Stella. [1915]. *Sexual Variety and Variability among Women and their Bearing upon Social Reconstruction*. In Sheila Rowbotham. *A New World for Women: Stella Browne—Social Feminist*. London: Pluto.

Browne, Stella. [1923]. *Studies in Feminine Inversion*. *Journal of Sexology and Psychoanalysis*. New York: Critic and Guide Co.

Brownmiller, Susan. [1975]. *Against Our Will: Men, Women and Rape*. London: Secker & Warburg.

Butler, Josephine. [1879]. *Social Purity: An Address*. London: Social Purity Alliance.

Butler, Josephine. [1881]. *A Call to Action. Being a Letter to the Ladies of Birmingham. Supplementary to an Address Given in Birmingham. November.* Birmingham: Hudson & Son.

Butler, Judith. [1990]. *Gender Trouble, Feminist Theory, and Psychoanalytic Discourse.* In Nicholson [1990a].

Califia, Pat. [1981]. *Feminism and Sadomasochism. Heresies, 12. Sex Issue.*

Calverton, V.F. and Samuel D.Schmalhausen. [eds]. [1930]. *The New Generation.* London: Allen & Unwin.

Carpenter, Edward. [1896/1913]. *Love's Coming of Age.* London: Allen and Unwin.

Carpenter, Edward. [1908]. *The Intermediate Sex.* London: Allen & Unwin.

Cartledge, Sue and Joanna Ryan. [eds]. [1983]. *Sex and Love: New Thoughts on Old Contradictions*. London: The Women's Press.

Chant, Laura Ormiston. [n.d.] *Chastity in Men and Women*. London: White Cross League.

Craig, Alex. [1934]. *Sex and Revolution*. London: Allen & Unwin.

Criminal Law Amendment Committee. [1912]. *The Age of Consent*. London: CLA Committee.

de Beauvoir, Simone. [1949]. *Le Deuxième Sexe*. Paris: Gallimard.

Doughan, David. [1980]. *Lobbying for Liberation: British Feminism 1918-1968*. London: City of London Polytechnic.

Duggan, Lisa. [1995]. Feminist Historians and Antipornography Campaigns: An Overview. In Lisa Duggan and Nan D. Hunter. *Sex*

Wars: Sexual Dissent and Political Culture. New York and London: Routledge.

Duggan, Lisa and Nan D. Hunter. [1995]. *Sex Wars: Sexual Dissent and Political Culture*. New York and London: Routledge.

Dworkin, Andrea. [1981]. *Pornography: Men Possessing Women*. London: The Women's Press.

Elberskirchen, Joanna. [1930]. The Altero-centric Dynamic of the Female and the Ego-centric Dynamic of the Male: Their Part in the Development of Life and Civilisation, and the Transformation of the Relations between Men and Women. In Norman Haire. [ed.] *The Sex Reform Congress*. London: Kegan, Paul, Trench, Trubner.

Ellis, Havelock. [1894/1934]. *Man and Woman: A Study of Secondary and Tertiary Sexual Characteristics*. London: Heinemann.

Ellis, Havelock. [1897/1927]. *Studies in the Psychology of Sex, 2, Sexual Inversion*. Philadelphia: F.A.Davis.

Ellis, Havelock. [1903/1913]. *Studies in the Psychology of Sex, 3, Analysis of the Sexual Impulse, Love and Pain, the Sexual Impulse in Women*. Philadelphia: F.A.Davis.

Ellis, Havelock. [1913]. *The Task of Social Hygiene*. London: Constable.

Ellis, Havelock. [1917]. *The Erotic Rights of Women*. London: British Society for the Study of Sex Psychology.

Ellis, Havelock. [1937/1946]. *Studies in the Psychology of Sex, 6, Sex in Relation to Society*. London: W.H.Heinemann.

Ellis, Havelock. [1940]. *My Life*. London and Toronto: Heinemann.

Ethelmer, Ellis [Elizabeth Wolstenholme Elmy]. [1892]. *The Human Flower*. Congleton: Women's Emancipation Union.

Ethelmer, Ellis. [1893]. *Woman Free*. Congleton: Women's Emancipation Union.

Ethelmer, Ellis. [1897]. *Phases of Love*. Congleton: Women's Emancipation Union.

Farley, Melissa, and Hotaling, Norma. [1995, September 4]. Prostitution, Violence and Posttraumatic Stress Disorder. NGO Forum, Fourth World Conference on Women Beijing.

Foundation Against Trafficking in Women. [1994]. Country Report: Netherlands/Central and Eastern Europe. In Foundation for Women, Thailand, [1994].

Foundation for Women, Thailand. [1994, October 17-21]. International Workshop on International Migration and Traffic in

Women. Chiangmai. Foundation for Women, Thailand; Women's Study Centre, Chiangmai; Women and Autonomy Centre, Leider University.

Freud, Sigmund. [1977]. *On Sexuality, 7*. London: Pelican Freud Library.

Freud, Sigmund. [1977]. Some Psychological Consequences of the Anatomical Distinction Between the Sexes. In Sigmund Freud. *On Sexuality, 7*. London: Pelican Freud Library.

Gallichan, Walter. [1929]. *The Poison of Prudery*. London: T. Werner Laurie.

Gasquoigne-Hartley, C. [1913]. *The Truth About Woman*. London: Eveleigh Nash.

Gordon, Linda. [1977]. *Woman's Body: Woman's Right*. London: Penguin.

Gordon, Linda and Ellen Dubois. [1983, Spring]. Seeking Ecstasy on the Battlefield: Danger and Pleasure in Nineteenth Century Feminist Thought. *Feminist Review*, 13.

Haire, Norman. [ed.] [1930]. *The Sex Reform Congress*. London: Kegan, Paul, Trench, Trubner.

Hall, Radclyffe. [1926]. Miss Ogilvy Finds Herself. In Seymour Kleinberg [ed.] *The Other Persuasion*. New York: Vintage Books.

Hall, Radclyffe. [1928/1982]. *The Well of Loneliness*. London: Virago.

Hall, Ruth. [1978]. *Marie Stopes*. London: Virago.

Hamilton, Cicely. [1909]. *Marriage as a Trade*. London: Chapman & Hall.

Hanmer, Jalna and Sheila Saunders. [1984]. *Well Founded Fear: A Community Study of Violence to Women*. London: Hutchinson.

Heape, Walter. [1913]. *Sex Antagonism*. London: Constable.

Hirschfeld, Magnus. [1930]. Introduction. In Norman Haire. [ed.] *The Sex Reform Congress*. London: Kegan, Paul, Trench, Trubner.

Hodann, Max. [1937]. *History of Modern Morals*. London: Heinemann.

Human Rights Watch/Asia. [1994]. *A Modern Form of Slavery*. New York: Human Rights Watch.

Human Rights Watch/Asia, [1995]. *Rape for Profit*. New York: Human Rights Watch.

Hunt, Mary. [1990, Spring]. *The De-eroticisation of Women's Liberation: Social Purity Movements and the Revolutionary*

Hutton, Isobel. [1923]. *The Hygiene of Marriage*. London: Heinemann.

International Bureau for the Suppression of the Traffic in Women and Children. [1943, October]. *The Abolition of Tolerated Houses*. Lectures nos 22-3.

International Organisation for Migrations, Trafficking in Migrants, Quarterly Bulletin. No. 16 September 1997.

Jackson, Stevi. [1978]. *On the Social Construction of Female Sexuality*. London: WRRC publications.

Jackson, Stevi. [ed.] [1993]. *Women's Studies: A Reader*. London: Harvester Wheatsheaf.

Jackson, Stevi and Sue Scott. [eds]. [1996]. *Feminism and Sexuality: A Reader*. Edinburgh: Edinburgh University Press.

Jeffreys, Sheila. [1982]. *The Sexual Abuse of Children in the Home*. In Scarlet Friedman and Elizabeth Sarah [eds]. *On the Problem of Men*. London: The Women's Press.

Jeffreys, Sheila. [1990/1991]. *Anticlimax: A Feminist Perspective on the Sexual Revolution*. London: The Women's Press; [1991] New York: New York University Press.

Jeffreys, Sheila. [1993/1994/1995/1996]. *The Lesbian Heresy: A Feminist Perspective on the Lesbian Sexual Revolution*, Melbourne: Spinifex; [1994] London: The Women's Press; [1995] Munich: Frauenoffensive; [1996] Valencia: Caixsa, University of Valencia.

Jeffreys, Sheila. [1997]. *The Idea of Prostitution*. Melbourne: Spinifex.

Kolchin, Peter. [1993] *American Slavery: 1619-1877*. New York: Hill & Wang.

Krafft-Ebing, Richard von. [n.d.] *Psychopathia Sexualis*. London: Heinemann, from 12th German edition.

Lowndes, M. [n.d.] *Child Assault in England*. London: Office of the *English Woman Ltd*.

Marcovich, Malka. [2006] *Le livre noir de la condition des femmes*. Paris: Editions XO.

McNeill, Sandra and Dusty Rhodes. [eds]. [1984]. *Women Against Violence Against Women*. London: Onlywomen Press.

Michelet, Jules. [1854]. *Les Femmes de la Révolution*. Paris: Flammarion.

Meillassoux, Claude. [1975]. *L'esclavage en Afrique Précoloniale*. Paris: Maspero.

National Society for the Prevention of Cruelty to Children. [1914]. *Assaults on Children*. Report of the Conference on Criminal Assaults on Children. London: NSPCC.

National Society for the Prevention of Cruelty to Children. [1926]. Occasional Paper XVIII. London: NSPCC.

National Union of Women's Suffrage Societies. [n.d.] *Women's Suffrage or Party?* London: National Union of Women's Suffrage Societies.

National Vigilance Association. [1889, January 3]. Committee Minutes.

Offesen-Jensen. [1930]. Birth Control Work amongst the Poor in Sweden. In Norman Haire. [ed.] *The Sex Reform Congress*. London: Kegan, Paul, Trench, Trubner.

Pankhurst, Christabel. [1913]. *Plain Facts About a Great Evil [The Great Scourge and How to End It]*. London: Women's Social and Political Union.

Pankhurst, Christabel. [1913, April 22]. The Virtue of Plain Speaking. *The Suffragette*. London: Women's Social and Political Union.

Pankhurst, Christabel. [1921, April 13]. Why I Never Married. *Weekly Dispatch*.

Pankhurst, Sylvia. [1931/1977]. *The Suffrage Movement*. London: Virago.

Pethick-Lawrence, Emmeline and Frederick Pethick-Lawrence. [1915, January 1]. *Votes for Women*. London.

Pethick-Lawrence, Emmeline and Frederick Pethick-Lawrence. [1915, January 8]. *Votes for Women*. London.

Pethick-Lawrence, Emmeline and Frederick Pethick-Lawrence. [1915, February 19]. *Crimes Against Women. Votes for Women*. London.

Poulin, Richard. [2005]. *Prostitution, la mondialisation incarnée*. Paris: Editions Syllepse.

Powell, F.K. [1926, January 22]. *When Crimes Are Not Crimes, Woman's Leader*. London: National Union of Societies for Equal Citizenship.

Rathbone, Eleanor. [1925, March 13]. *The Old and the New Feminism. Woman's Leader*. London: National Union of Societies for Equal Citizenship.

Rathbone, Mary. [1925, October 2]. *Is Birth Control a Feminist Reform? Woman's Leader*. London: National Union of Societies for Equal Citizenship.

Rush, Florence. [1980]. *The Best Kept Secret: Sexual Abuse of Children*. New York: McGraw-Hill.

Russell, Dora. [1925]. *Hypatia or Woman and Knowledge*. London: Kegan, Paul, Trench, Trubner.

Stone, Lawrence. [1977]. *The Family, Sex and Marriage in England 1500-1800*. London: Weidenfeld & Nicolson.

Swiney, Francis. [n.d.] *Man's Necessity*. London: League of Isis.

Trudgill, Eric. [1976], *Madonnas and Magdalens: The Origins and Development of Victorian Sexual Attitudes*. London: Heinemann.

Vance, Carole. [ed.] [1984]. *Pleasure and Danger. Exploring Female Sexuality*. London: Routledge Kegan Paul.

Viner, Evelynne. [1918]. *Protective Work Among Children II. Shield*. London: Ladies National Association

Walkowitz, Judith. [1974]. 'We are not beasts of the field': Prostitution and the campaign against the Contagious Diseases Acts 1869–1886. PhD thesis. New York: University of Rochester.

Walkowitz, Judith. [1980]. *Prostitution and Victorian Society. Women, Class and the State*. Cambridge: Cambridge University Press.

Webster, Paula. [1981]. Pornography and Pleasure. *Heresies* 12. Sex Issue. New York: McGraw-Hill.

Weeks, Jeffrey. [1977]. *Sex, Politics and Society*. London: Longmans.

Weeks, Jeffrey. [1985]. *Sexuality and its Discontents*. London: Routledge, Kegan Paul.

Wohl, Anthony S. (ed.) (1978). *The Victorian Family*. London: Croom Helm.

Wohl, Anthony S. [1978]. *Sex and the Single Room: Incest Among the Victorian Working Classes*. In Anthony S. Wohl [ed.] *The Victorian Family*. London: Croom Helm.

Women's Freedom League. [1925, February]. Letter. *Vote*. London: Women's Freedom League.

World Congress Against Commercial Sexual Exploitation of Children, "Education", Stockholm, August, 1996.



Ho bisogno di silenzio

Alda Merini

*Ho bisogno di silenzio
come te che leggi col pensiero
non ad alta voce
il suono della mia stessa voce
adesso sarebbe rumore
non parole ma solo rumore fastidioso
che mi distrae dal pensare.*

*Ho bisogno di silenzio
esco e per strada le solite persone
che conoscono la mia parlantina
disorientate dal mio rapido buongiorno
chissà, forse pensano che ho fretta.*

*Invece ho solo bisogno di silenzio
tanto ho parlato, troppo
è arrivato il tempo di tacere
di raccogliere i pensieri
allegri, tristi, dolci, amari,*

ce ne sono tanti dentro ognuno di noi.

*Gli amici veri, pochi, uno?
sanno ascoltare anche il silenzio,
sanno aspettare, capire.*

*Chi di parole da me ne ha avute tante
e non ne vuole più,
ha bisogno, come me, di silenzio.*

Ringraziamenti



“Il fine di questo saggio è di spiegare, con la maggiore chiarezza possibile, le ragioni sulle quali si fonda una opinione, che io ho abbracciata fin da quando si formavano le mie prime convinzioni sulle questioni sociali e politiche, e che, invece di indebolirsi e modificarsi con la riflessione e la esperienza della vita, continuò a crescere e consolidarsi con esse. Io credo che il principio che regola le relazioni sociali dei due sessi, che sottomette un sesso all'altro, in nome della legge, sia sbagliato in se stesso, e che costituisca, oggi, uno dei principali ostacoli al progresso dell'umanità, e credo che debba essere sostituito da un principio di perfetta eguaglianza, senza privilegi, nè potere per un sesso, e senza incapacità per l'altro. Ecco ciò che io mi propongo di dimostrare, per quanto arduo possa sembrare. Sarebbe un errore supporre che la difficoltà che io debbo superare, consista nell'insufficienza o nella pochezza delle ragioni sulle quali si basa la mia convinzione: questa difficoltà è quella che deve affrontare chi intraprende una lotta contro un sentimento potente e universale.”

John Stuart Mill

Innumerevoli sono le persone che vorrei ringraziare qui, giacché sono stati tanti coloro che mi hanno offerto con toccante generosità

qualcosa di utile, a volte di prezioso. Mi riferisco agli Amici vecchi e nuovi, reali e virtuali, sparsi in tutto il mondo, con i quali ho scambiato, nel corso di questi undici anni, una infinità di lettere e di *mails*, spesso del massimo interesse per me.

Non posso, con grande rammarico, menzionarli tutti a rischio di dimenticarne qualcuno; tuttavia, posso garantire che tutti sono e rimarranno, sempre, nel mio cuore.

Vi è, tuttavia, un numero ristretto di persone che sento il dovere di ringraziare, in modo particolare, poiché mi hanno sostenuto da vicino e in modo determinante. Rivolgo dunque un ringraziamento speciale alle seguenti persone, elencate in ordine alfabetico rispetto al nome:

Albertone Maria;

Bugli Piero;

De Paulis Stefania;

Di Mario Aurora;

Di Mario Fabio;

Di Mario Gabriele;

Di Mario Sante;

Eramo Maria;

Ferrante Palmíno;
Ferraríní Gioía;
Giulianí Giuliana;
Macrì Giancarlo;
Modaresnía Amírhosseín;
Nanneríní Marco;
Paolíní Margheríta;
Palmierí Salvatore;
Palmierí Davide;
Salina Donatella Amína;
Sarubbí Giovanní;
Serra María Crístina;
Serravalle María Costanza;
Seyfi Elnaz;
Taddeí Annamaria;
Tumbarínu Marco.

Grazie a tutti Voi.

Indice



“La donna è di vetro, e, quindi, non si deve far la prova se si possa rompere o no, perché tutto può essere. Ma è più facile che si rompa, e quindi sarebbe una pazzia esporre al rischio di rompersi ciò che, dopo, non si può più accomodare.”

Miguel de Cervantes

A moi di Assunta Daniela Zini pag. 2

A mes Magnifiques Quatre, A., L., R. e S., pag. 3
mes Invisibles Amis

Solo la voce resta di Forugh Farrokhzad pag. 10
traduzione dal persiano di Assunta Daniela Zini

Ironic Poem about Prostitution by George Orwell pag. 14

Alle mie Sorelle di Forugh Farrokhzad	pag. 19
traduzione dal persiano di Assunta Daniela Zini	
Premessa dell'autore	pag. 22
8 marzo 2014:	pag. 27
nessuna eguaglianza senza la abolizione della prostituzione!	
Messaggio di Ban Ki-moon	pag. 28
Prefazione	pag. 33
Chi risica rosica di Giuseppe Gioacchino Belli	pag. 73
Introduzione	pag. 75
Prima Parte	pag. 98
Prostituzione: la libertà di vendersi?	

Seconda Parte pag. 102

Una Convenzione scandalosamente disattesa!

Terza Parte pag. 121

Prostituzione: il più antico mestiere del mondo?

Quarta Parte pag. 126

Libertà dalla prostituzione!

Quinta Parte pag. 134

10 ragioni per dire No alla legalizzazione della prostituzione:

- I. pag. 139

La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione è un dono fatto ai prosseneti, ai trafficanti e all'industria del sesso.

- II. pag. 141

La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione e dell'industria del sesso incoraggia la tratta per lo sfruttamento sessuale.

- III. pag. 145
La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non permette di controllare l'industria del sesso, la estende.

- IV. pag. 148
La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione aumenta la prostituzione clandestina, sotterranea, illegale e quella sulla via pubblica.

- V. pag. 150
La legalizzazione della prostituzione e la depenalizzazione dell'industria del sesso accresce la prostituzione dei minori.

- VI. pag. 153
La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non protegge le donne prostitute.

- VII. pag. 159
La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione accresce la domanda di prostituzione. Ciò motiva gli uomini ad acquistare donne per rapporti sessuali in un modo più ampio e più permissivo del quadro sociale accettabile.

- VIII. pag. 163
La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non favorisce il buono stato di salute delle donne.

- IX. pag. 165
La legalizzazione/depenalizzazione della prostituzione non aumenta le possibilità di scelta delle donne.

- X. pag. 168
Le donne prostitute non vogliono la legalizzazione o la depenalizzazione dell'industria del sesso.

Conclusione pag. 173

Lettera Aperta pag. 181

all'inveterato veterano cliente prostitutore

Bibliografia pag. 201

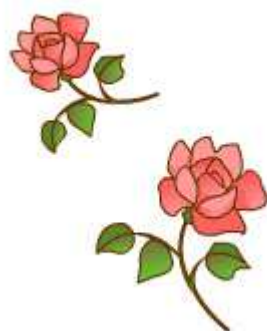
Ho bisogno di silenzio di Alda Merini pag. 215

Ringraziamenti

pag. 217

Indice

pag. 220



Fine



Assunta Daniela Zini, fondatrice e portavoce di DONNE INDIVENIRE, è nata e vive a Roma.

A tredici anni, decide di divenire scrittore e intraprende studi classici. Si specializza Traducteur et Interprète con una tesi su: "Marcel Proust et le Monde Sensible".

A immagine del suo itinerario personale di figlia senza madre, di donna senza figli e di innamorata senza uomo, la sua opera, sonda il passato – familiare, mitologico o storico – i cui "Eroi" sono essenzialmente Donne, come lei, umaniste e animate da una grande esigenza:

"La seule horreur, c'est de ne pas servir."

Marguerite Yourcenar, L'Œuvre au noir

<http://danielazini.blogspot.it/>

<http://donneindivenire.blogspot.it/>

<http://donneneltempo.blogspot.it/>

<http://twitter.com/DanielaZini1>

<http://www.danielazini.ilcannocchiale.it>

<https://plus.google.com/106281721460366654605/videos#106281721460366654605/posts>

<https://plus.google.com/112453483221501115228#112453483221501115228/posts>